

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Jeudi 31 mars 2016**

- - -

PROCÈS-VERBAL

- - -

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du jeudi 31 mars 2016
18H00 – Salle du Conseil Municipal**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Finances de la collectivité

- 1 Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2016
- 2 Exercice 2016 - Création, modification et clôture des Autorisations de Programme
- 3 Exercice 2016 - Budget Primitif de la Ville de Montpellier

Montpellier Grand Cœur

- 4 Mise en lumière de la porte de la Vierge de la cathédrale Saint-Pierre de Montpellier Convention tripartite d'autorisation d'implantation et de gestion d'une installation d'éclairage entre la Ville de Montpellier, la société de transport de Montpellier Méditerranée Métropole (TaM) et le service de la conservation de la DRAC LRMP. Autorisation de signer les documents

Urbanisme et aménagement durable

- 5 « Habitat abordable » Mise en concurrence pour la vente d'un terrain situé 190, rue du Caroux Parcelle cadastrée AP 354p
- 6 FONCIER Conventions Ville / Société Héraultaise d'Économie Mixte de Construction (SHEMC) Résiliation de la convention cadre et des 14 conventions complémentaires
- 7 FONCIER ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée Cession par la Ville à la S.E.R.M. de quatre parcelles
- 8 Vente de la parcelle CE 64 - propriété de la Ville 55 avenue François Delmas Révision du prix
- 9 École d'Application de l'Infanterie Concession d'aménagement Ville/SAAM Avenant n° 4

Approbation

- 10 ZAC Malbosc Demande d'agrément de candidature Local commercial lot 43A
- 11 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagnes d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention

Culture

- 12 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des radios associatives
- 13 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier et convention de partenariat
- 14 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016
- 15 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations gérant des chorales Exercice 2016
- 16 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Théâtre Talhers Production La Rampe T.I.O et convention de partenariat Exercice 2016
- 17 Culture et Patrimoine Attribution d'une subvention à l'association Centre Communautaire et Culturel Juif et convention de partenariat Exercice 2016
- 18 ZAT : Mise à disposition d'espaces et de locaux par l'école Sainte-Famille Saint-Charles dans le cadre de l'organisation de la ZAT 10
- 19 ZAT : Mise à disposition d'espaces et de locaux par ACM dans le cadre de l'organisation de la ZAT 10
- 20 ZAT : Mise à disposition d'espaces et de locaux par Groupama Méditerranée dans le cadre de l'organisation de la ZAT 10
- 21 Théâtre Jean Vilar Convention de mise à disposition à titre gratuit à l'association « Génération Espoir et Développement »
- 22 Acceptation de la donation à la Ville de Montpellier de l'œuvre Up and down de JonOne

Réussite éducative

- 23 Révision des critères de la commission des dérogations scolaires
- 24 Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2016
- 25 Convention de partenariat 2015/2016 entre la Ville de Montpellier et l'association Unis-Cité - extension de l'action aux ALSH
- 26 Approbation de l'avenant au Contrat d'association de l'école privée Ste émilie pour l'année 2016/2017

Sports, Jeunesse

- 27 Terrain de football LES TRITONS (Les Hauts de Massane) Quartier Mosson Réfection des aires de jeux Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions
- 28 Terrain de football MOSSON 2 Quartier Mosson Réfection des aires de jeux Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions
- 29 COLOR ME RAD 2016 le dimanche 10 avril 2016 au Complexe de Grammont Autorisation d'occupation du domaine public
- 30 FITDAYS 2016 MGEN Valorisation de la mise à disposition du domaine public de la Ville Attribution d'une subvention à l'Association TIGRE - Exercice 2016
- 31 MARATHON DE MONTPELLIER Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville pour l'édition 2016 Approbation des subventions en nature
- 32 Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé Approbation des redevances minorées

Désignation de représentants

- 33 Élection d'un nouveau membre de la Commission municipale n° 1 « Finances »
- 34 Élection d'un nouveau membre de la Commission municipale n° 2 « Affaires générales »
- 35 Écoles maternelles et élémentaires Désignation des représentants de la Ville dans les Conseils d'Écoles
- 36 Universités de Montpellier Désignation de nouveaux représentants
- 37 Commission des Halles et Marchés Désignation des membres de la commission interne
- 38 Commission d'Évaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole Désignation d'un représentant de la Ville
- 39 Commission de contrôle des délégataires de service public Désignation d'un nouveau membre suppléant
- 40 Petites Sœurs des Pauvres « Ma Maison » Désignation du représentant de la Ville au Conseil de la vie sociale
- 41 Association départementale pour l'information sur le logement (ADIL) Désignation du représentant de la Ville à l'Assemblée générale

Finances et patrimoine de la collectivité

- 42 Attributions de subventions - Exercice 2016
- 43 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions
- 44 Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

- 45 Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous
- 46 Raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) sur l'École Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier Convention État / ENSCM / Ville de Montpellier
- 47 Raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) sur le rectorat de l'académie de Montpellier Convention État / Rectorat de l'académie de Montpellier / Ville de Montpellier
- 48 Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier-Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de réalisation, aménagement de structure et matériel d'exposition, de stockage, maintenance et entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels
- 49 Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de communication événementielle
- 50 Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Marché d'impression et de livraison, de diffusion de magazines

Ressources humaines de la collectivité

- 51 Mutualisation de l'équipe de direction générale entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier
- 52 Modification du tableau des effectifs

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du jeudi 31 mars 2016

Procès-verbal

Convoqué le jeudi 24 mars 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 31 mars 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Patrick VIGNAL.

Remise de médaille :

Monsieur le Maire : Veuillez prendre place, nous allons débiter cette séance officielle du Conseil municipal de la ville de Montpellier du jeudi 31 mars. Avant de débiter l'ordre du jour, je voudrais vous donner un certain nombre d'informations, mais je vous les donnerai tout à l'heure. Préalablement à cela, je voudrais que nous remettions ensemble la médaille de citoyen d'honneur au meilleur boulanger de France, qui est Montpelliérain et qui porte le nom de Christophe PRODEL, que nous avons convié à venir recevoir cette décoration. Je vais demander à Madame ROUSSEL-GALIANA de m'accompagner à la tribune et je demande à Monsieur PRODEL également de se rendre près du pupitre.

J'ai le plaisir de mettre à l'honneur ce soir Monsieur Christophe PRODEL, meilleur boulanger de France, qui a brillamment remporté la finale du concours télévisé de M6 au terme de dix semaines de compétition. Monsieur PRODEL est Montpelliérain et passionné, amoureux de son métier, et un irréductible défenseur du bon goût à la française. À 15 ans, Christophe PRODEL a rejoint les Compagnons pour apprendre, avec rigueur, le métier de boulanger. Sa formation achevée, il a souhaité accéder à une vision plus large de son métier, c'est ainsi qu'il s'est mis en quête de savoir-faire et a parcouru le monde entier à la recherche d'expériences et de cultures variées. L'Irlande, la Grèce, la Norvège, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, autant d'étapes que de façons de confectionner le pain et de le consommer. En 2014, il revient à Montpellier et reprend une boulangerie fermée

depuis trois ans, le Vieux Four de Sainte-Anne, dans le centre-ville de Montpellier. Il arrive à convaincre le propriétaire de le laisser reprendre le local pour ouvrir son Atelier artisanal « des Rêves et du Pain ». Christophe PRODEL cuit ses pains dans un four vieux de deux cents ans. Il utilise seulement des farines brutes et de qualité – merci pour les petits pains sans gluten que vous m’avez offerts et que je consommerai avec plaisir tout à l’heure. Il travaille l’ensemble de ses gammes de pain sur levain naturel. Depuis sa victoire, devant presque 2 millions de téléspectateurs, les clients affluent dans cette petite boulangerie qui participe à la vie du centre-ville de Montpellier. Tout le monde veut goûter le pain fait à l’ancienne de Monsieur PRODEL. Ceci dit, malgré ce fameux titre de meilleur boulanger et sa récente notoriété, Christophe PRODEL souhaite continuer à proposer à une très large clientèle montpelliéraine le savoir-faire artisanal d’antan qui valorise avant tout une agriculture céréalière locale et un artisanat local qu’il honore avec grandeur et efficacité. Le prochain défi, pour cet artisan montpelliérain, est le mondial du pain, car sa victoire sur M6 a ouvert les portes du concours international qui aura lieu l’année prochaine. Et je mets en relation ce que nous faisons dans nos cantines scolaires avec Isabelle MARSALA, avec le pain bio que nous avons introduit, le pain étant un aliment de base d’une grande partie de l’humanité et des repas que les hommes et les femmes prennent de façon familiale sur la planète.

Monsieur Christophe PRODEL, c’est avec grand plaisir, et c’est un grand honneur pour nous, Madame GALIANA et moi-même, et je salue tous les représentants du métier ici présents – la CCI, les Halles et Marchés, l’Artisanat, la Chambre des métiers, que je vous remets la médaille de citoyen d’honneur de la ville de Montpellier et vous fais citoyen d’honneur de notre ville.

Christophe PRODEL : Merci.

Applaudissements.

Christophe PRODEL : Merci. Je tenais à remercier Monsieur le Maire et la Ville de Montpellier pour cet honneur. Je souhaite remercier aussi ma famille ainsi que mon entourage qui m’ont soutenu depuis le début dans cette aventure, ainsi que mes employés qui sont là avec moi au quotidien pour travailler le pain. Je n’oublierai pas les clients qui sont là avec nous, qui nous suivent depuis le début, qui m’ont inscrit aussi à l’émission et qui ont cru en moi quand je ne pensais pas aller aussi loin. Vraiment un grand merci à tout le monde, et merci à la farine et au levain et à toutes ces matières premières.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur PRODEL, et je vous promets que, tout à l’heure, je vais consommer le pain sans gluten. Et c’est du pain de Montpellier. Merci à vous.

Monsieur le Maire : Je vais demander à Mademoiselle BODKIN, secrétaire de séance, de bien vouloir nous rejoindre à la tribune pour faire l’appel.

Merci, le quorum est largement atteint. Avant de passer à un certain nombre de bonnes nouvelles, je voudrais évoquer un bref instant les événements dont ont été victimes la Belgique et Bruxelles, les attentats dont ont souffert le pays et la ville. La ville de Montpellier s’est associée au deuil national en mettant les drapeaux en berne et je voulais vous indiquer que j’ai écrit, le jour même, à Monsieur Yvan MAYEUR, bourgmestre de la ville de Bruxelles, un courrier de compassion et de solidarité envers la ville de Bruxelles.

Je passe maintenant aux nouvelles réjouissantes. D’abord, je voudrais féliciter la première qualifiée pour les Jeux Olympiques de natation qui a fait un magnifique 400 mètres, Coralie BALMY, qui est montpelliéraine et à qui j’ai eu l’honneur de remettre la médaille de championne de France et de première qualifiée pour les jeux. Bravo à Coralie.

Ensuite, je voudrais féliciter, mais dans un tout autre registre, Julie FRÊCHE, pour la naissance de la petite Marie-Hélène. Oui, nous pouvons l’applaudir.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Je suis allé la voir à la Clinique Clémentville ; elle est très belle et porte un joli prénom, qui est très utilisé en Corse, et j'en profite pour dire à *Midi Libre* que Madame SANTARELLI n'est pas Sicilienne, elle est Corse. Les Siciliens du Conseil municipal s'appellent Jean-Marc DI RUGGIERO, Sauveur TORTORICI et Isabelle MARSALA. Marie-Hélène SANTARELLI est Corse.

Je voudrais également vous indiquer que j'ai fait plusieurs courriers qui intéressent la Ville de Montpellier. D'abord, j'ai écrit à Madame la Présidente de la Région pour lui demander de programmer un lycée dans l'ouest de la métropole, car un certain nombre d'inconvénients sur la circulation interne de la ville sont provoqués par les trajets pendulaires des familles qui amènent leurs enfants soit à Clemenceau, soit à Jules Guesde, pour tous les villages de l'ouest qui n'ont pas de lycée.

J'ai également écrit à Madame Ségolène ROYAL qui était présente lors de la manifestation « 350 ans du port de Sète, escale à Sète », pour lui rappeler que l'Agence de la biodiversité pourrait être tout à fait implantée à Montpellier, nous sommes preneurs.

J'ai ensuite reçu un courrier de Monsieur le Président de la Chambre régionale des comptes, Monsieur PEZZIARDI, qui propose à la ville de Montpellier d'être intégrée dans l'expérimentation nationale suite à la signature de la Charte Anticor qui sera validée d'ici une semaine à peu près, où nous mettrons en place le dernier élément qui manque, c'est-à-dire la Commission éthique, en présence du Président national et de l'exprésidente, Madame Séverine TESSIER, qui, ce coup-ci, je l'espère, au lieu de me mettre un carton orange, me mettra un carton vert. Monsieur PEZZIARDI souhaite que nous soyons inscrits dans cette expérimentation nationale pour ce qui est de la certification des comptes et en regard de la dématérialisation totale du service finance de la ville.

Voilà ce que j'avais à vous dire concernant les courriers que j'ai reçus et envoyés.

Ensuite, je voudrais vous informer que Anne-Louise KNAPNOUGEL, conseillère municipale, m'a remis le 29 février sa démission de son mandat de conseillère municipale et c'est donc Madame Séverine SCUDIER, ici présente, qui la remplace dès ce soir dans notre assemblée comme conseillère municipale de la majorité.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Elle sera déléguée à la jeunesse et à la vie étudiante auprès de Monsieur Fabien ABERT. Madame SCUDIER Séverine est professeur de lycée, elle s'occupe de l'enseignement des sciences médico-sociales et c'est une grande sportive, puisqu'elle pratique le marathon. Séverine.

Séverine SCUDIER : Je vous remercie, Monsieur le Maire, de me faire confiance et, pour l'instant, je n'ai fait que la moitié du marathon, mais c'est pour l'année prochaine. Je voulais vous dire que je suis très heureuse ce soir d'intégrer le Conseil municipal de la Ville de Montpellier, ville que j'ai choisi d'habiter, en venant de ma région natale, l'Aveyron, qui n'est pas très loin.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Séverine. Nous pouvons l'applaudir.

Applaudissements.

Adoption de l'ordre du jour.

Monsieur le Maire : Je vous propose en affaire suivante d'adopter le procès-verbal de la séance du 25 février 2016. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Monsieur le Maire, chers collègues, très rapidement Monsieur le Maire, au vu de mon absence à ce Conseil, mais je vous ai suivi sur Google, et je ne vais pas revenir sur cette intervention de la police municipale à votre demande pour faire sortir une employée de mairie, *manu militari*, les Montpelliérains jugeront eux-mêmes. Ma question est simple et à la fois technique, est-ce que nous ne pourrions pas, à l'avenir, Monsieur le Maire, mentionner les noms des élus qui s'abstiennent ou qui votent contre les affaires que vous

présentez ? Ce serait intéressant parce que, par exemple, sur l'affaire des frégates, nous ne voyons pas qui s'est abstenu, ou sur l'affaire de la World Gay Pride, nous ne savons jamais.

Monsieur le Maire : Vous avez tout à fait raison.

Djamel BOUMAAZ : Pour que cela soit un peu plus clair.

Monsieur le Maire : Cela fait partie des conditions de vote que demande la Charte Anticor sur la transparence. Je demande au service de l'assemblée de bien vouloir noter nominativement ceux qui votent pour, ceux qui votent contre, ceux qui s'abstiennent, ceux qui sortent de la salle au moment du vote et ceux qui ne prennent pas part au vote, parce que certains ne votent ni pour ni contre, ne s'abstiennent pas et ne lèvent jamais le doigt.

Djamel BOUMAAZ : C'est pour un meilleur éclaircissement.

Monsieur le Maire : Vous avez raison. Pas de souci là-dessus.

Djamel BOUMAAZ : Ok, merci.

Adoption de l'ordre du jour.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3 (Audrey LLEDO, France JAMET et Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent (25 février 2016).

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEUS entre en séance

Articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal (cf. fin du document).

Monsieur le Maire : Pardon, excusez-moi, je savais que j'oubliais quelque chose dans les informations. Je voudrais féliciter mon amie, Clothilde OLLIER, maire de la petite commune de Murles, 320 habitants, qui a reçu le prix, à Paris, au ministère de l'Environnement, Terre saine. Je rappelle que c'est sur la commune de Murles que se situent le château et le domaine de Caravètes qui sont les propriétés du Consul de Montpellier depuis l'année 1204. C'est notre premier jumelage historique. J'ai appelé Clothilde pour la féliciter et je conseille à tous ceux qui ont envie de respirer le bon air, de marcher sur une terre épurée de tout vice, d'aller se promener dans les rues de Murles.

1- Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2016

Le Débat d'Orientation Budgétaire du 25 février 2016 a confirmé le strict respect de l'engagement de la majorité municipale : **0 % d'augmentation des taux d'imposition.**

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

Notification des bases d'imposition :

Les bases notifiées par les services fiscaux pour 2016 sont de :

- Taxe d'habitation : 354 521 000 euros
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 350 115 000 euros

- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 512 900 euros

Évolution des taux d'imposition : 0 % d'augmentation

Conformément à l'engagement pris, il est proposé à notre assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de Montpellier pour 2016 de + 0 %.

Ce choix est en outre conforté par notre bouclier social, avec des allègements qui ont représenté pour les Montpelliérains environ 17 M€ de cotisations non perçues, au titre de la taxe d'habitation 2015.

Produit d'imposition pour 2016 :

Le produit d'imposition prévisionnel pour 2016 s'établit comme suit :

Taxes	Bases d'imposition 2016	Taux d'imposition 2016	Évolution des taux en 2016	Produit d'imposition 2016
Taxe d'habitation	354.521.000 €	22,49 %	0 %	79.731.773 €
Taxe foncière (Bâti)	350.115.000 €	31,18 %	0 %	109.165.857 €
Taxe foncière (Non bâti)	512.900 €	112,71 %	0 %	578.090 €
			TOTAL	189.475.720 €

De plus, les services fiscaux ont fourni les éléments prévisionnels 2016 de la majoration de 20 % de la cotisation communale des logements meublés non affectés à l'habitation principale (mesure votée par le Conseil municipal le 19 février 2015) : la majoration des bases prévisionnelles concernées s'élève à 3.924.503 € pour un produit de 882.621 €.

Ainsi, le produit d'imposition prévisionnel global pour 2016 s'élèvera à 190.358.341 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de fixer les taux d'imposition 2016 à l'identique de ceux de 2015, conformément à nos engagements :
 - Taux de Taxe d'Habitation : 22,49 %
 - Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 31,18 %
 - Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71 %
- d'approuver le produit d'imposition qui s'établira comme présenté ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Max LEVITA : Monsieur le Maire, mes chers collègues, en ce qui concerne les taux d'imposition de la ville de Montpellier, je vous le rappelle rapidement, la décision est simple : aucune augmentation des taux d'imposition. Je vous propose donc 0 % sur ces taux. Simplement, si je peux faire une remarque, par rapport au passé, cette année, sur les bases qui nous ont été transmises par la Direction régionale des finances publiques, la base de la taxe d'habitation n'augmente que de 3 pour 10 000, ce qui est tout à fait étonnant, par rapport à l'effort de construction qui est fait pour la ville.

De la même manière, pour le foncier bâti, il n'augmente que de 0,52 %, ce qui est la plus faible évolution constatée depuis 2001. J'ai demandé des explications à Monsieur le directeur régional des finances publiques, et je vous tiendrai informés des réponses qu'il nous fournira. Le taux est de 22,49 % pour la taxe d'habitation. Je vous rappelle – et je vous le rappellerai sans cesse – qu'il existe toujours un abattement à la base de 15 % qui diminue d'autant ce taux de 22,49 %, qui fait que ce taux de taxe d'habitation est dans la moyenne nationale faible. Pour les villes de la même strate, le foncier bâti est de 31,18, ce n'est pas le même cas. Le foncier bâti, de toute manière, comme la base est de 112 000, nous rapporte 578 000 euros et nous avons également voté l'année

dernière la majoration de 20 % de la cotisation des logements meublés non affectés à l'habitation principale, ce qui devrait ramener à la ville un produit de 882 621 euros.

Monsieur le Maire : Avez-vous des questions à poser à Monsieur LEVITA ? Monsieur LARUE, Madame JAMET. Monsieur LARUE. Attendez, pardonnez-moi, mais vous avez levé le doigt de façon décalée. Monsieur LARUE, Madame JAMET et Madame BRISSAUD. Monsieur LARUE.

Alex LARUE : Merci, Monsieur le Maire. Monsieur le Maire, chers collègues, je voterai en faveur de l'adoption de cette première décision. Je voterai en sa faveur car, effectivement, vous n'augmentez pas les taux d'imposition, respectant ainsi un de vos engagements de campagne et, comme j'estime que ma responsabilité d'élus est de me comporter de manière objective en faisant abstraction des clivages politiques dans l'intérêt général, je mets volontiers cette décision à votre crédit. Je voterai en faveur de cette décision et ce sera la dernière fois, car j'estime que nous ne pouvons nous contenter de ne pas augmenter les taux, alors que nos bases sont si hautes.

J'attends de vous, Monsieur le Maire, que vous inversiez la courbe des taux d'imposition pour permettre à nos concitoyens de retrouver du pouvoir d'achat, et aussi, et peut-être surtout, de croire à nouveau en la capacité d'action de leurs élus. Comme cela a été dit par certains de nos collègues au cours du DOB, nos investissements n'ont jamais été aussi bas dans un passé proche, et pour moi l'investissement ne doit pas être la variable d'ajustement de notre manque de courage et d'ambition politique. Manque de courage, car nous devons accroître encore l'effort sur la réduction des charges, comme le souligne régulièrement, Monsieur LANNELONGUE, en sa qualité de président de la commission des finances. Manque d'ambition, car vous étiez, hélas, prisonnier du vieux schéma, qui consiste à considérer que les recettes ne peuvent venir que de l'État ou de l'impôt, ce qui est, par ailleurs, la même chose.

Je vous demande, Monsieur le Maire, d'avoir une vision et de casser les codes en explorant toutes les possibilités de génération des recettes par notre collectivité au-delà de l'impôt. Je vous demande donc, et je soutiendrai toute démarche en ce sens, de mettre en place un groupe de travail ouvert à des professionnels extérieurs sur cette question. Je ne peux pas croire que, en 2016, une ville comme la nôtre, avec son rayonnement et avec les nombreuses personnes de qualité qui l'habitent, ne soit pas capable de trouver des pistes en ce sens : mise à disposition du domaine public, cession de certains actifs non stratégiques, partenariats public/privé, etc.

Vous êtes, comme moi, attaché au projet de Smart City. Eh bien cette notion doit aussi englober la gestion des finances. Je n'ai pas la prétention de détenir la vérité, mais, en revanche, je ne peux accepter que nous restions collectivement passifs, en nous disant que c'est comme cela et que nous n'y pouvons rien. Vous avez impulsé une politique volontariste en matière de soutien des entreprises innovantes dans le cadre de la French Tech et j'ai été, et je continue d'être, à vos côtés, en la matière, car elle soutient un esprit d'entrepreneuriat qui est la clef de notre rebond futur. Comme vous le savez, la majeure partie de ces entreprises, que je côtoie au quotidien, ont été créées sur la croyance que nous pouvons bouleverser les modèles en vigueur : modèles économiques, modèles sociaux, modèles comportementaux. C'est ce que nous appelons des ruptures de modèle.

Vous avez donc le choix, Monsieur le Maire, soit vous restez dans l'épure en vous contentant d'équilibrer un budget en réduisant jusqu'à l'épuisement les investissements au risque de faire prendre un retard considérable à notre ville, soit vous acceptez de changer votre logiciel et vous resterez dans la mémoire collective, comme celui qui a su se remettre en question et donner un cap.

Monsieur le Maire : Écoutez, Monsieur LARUE, je prends tout cela pour des compliments.

Monsieur LARUE : Très bien.

Monsieur le Maire : Franchement, je prends tout cela pour des compliments.

Monsieur LARUE : Allons-y, alors.

Monsieur le Maire : Mais nous allons vous répondre après. Max vous répondra sur les transferts de compétences et tout cela qui expliquent un certain nombre de choses, mais ce que vous avez dit me va droit au cœur sur la French Tech, sur le numérique, et sur la reconnaissance du fait que nous maintenons le taux de 0 %. Après, diminuer l'impôt, diminuer le taux d'imposition, c'est ce que vous proposez, c'était le programme du Front National.

Monsieur LARUE : Mais avec des bases aussi hautes, comprenez que maintenir les taux n'est pas suffisant. Vous êtes d'accord avec moi.

Monsieur le Maire : Je le constate. Madame JAMET.

France JAMET : Monsieur le Maire, mes chers collègues, une très brève remarque parce que vous répétez toujours les mêmes choses, donc il est normal que nous répétions toujours la même chose et, justement, sur ce fameux slogan de « communiquant » et ce 0 % d'augmentation.

Monsieur le Maire : Je crois que cela vous gêne.

France JAMET : Cela ne me gêne pas, cela me scandalise.

Monsieur le Maire : Parce que, quand nous faisons ce que nous disons, cela gêne.

France JAMET : Non, ce n'est pas ce que vous faites qui me scandalise, c'est ce que vous dites et que vous ne faites pas. Et ce que vous ne faites pas, c'est une baisse des impôts.

Monsieur le Maire : Et voilà.

France JAMET : Eh oui.

Monsieur le Maire : Écoutez, Madame JAMET, vous critiquez – je vous laisse parler ensuite – souvent ce que vous appelez l'UM-PS, là vous prenez les mêmes arguments.

France JAMET : Vous venez de faire la même chose dans l'autre sens. Vous êtes dans la dialectique, c'est intéressant. C'est bien aussi, c'est plaisant, mais c'est aussi ce que je vous reproche. C'est de la communication. Non, pas du tout, de toute manière l'UM-PS, quand ils sont au pouvoir, ils font exactement la même chose que vous, et surtout pas ce qu'ils se sont éventuellement engagés à faire, et ce que nous nous engageons à faire. C'est pour cela que je suis droite dans mes bottes. Tous nos maires Front National, dans les mairies qu'ils ont gagnées, ont baissé les impôts, cela est donc possible. Oui, mais voilà.

Monsieur le Maire : Allez-y, Madame JAMET.

France JAMET : Il existe une augmentation de 2 % de la pression fiscale. Je ne me trompe pas de débat, nous en parlerons tout à l'heure dans le cadre de la discussion, certainement, du budget primitif avec le développement non exhaustif de Monsieur LEVITA. J'ai relevé, rien que quelques chiffres, parce qu'il faut tout de même comparer ce qui est comparable, mais, même par rapport à 2014, concernant toutes les communes dans la même strate, nous sommes largement au-dessus de la moyenne. Nous avons 21 % pour les communes de la même strate, pour la taxe d'habitation et nous sommes, nous, à 22,49 ; nous avons 23,7 % pour le foncier bâti et nous sommes, nous, à 31,18 %, et ce sont les chiffres de 2014, je n'en avais pas d'autres. Cela, vous me le concéderez, ce qui prouve bien – et c'est d'ailleurs un ratio dont j'avais regretté l'absence l'année dernière, je crois, à la métropole – le ratio de mobilisation du potentiel fiscal, c'est-à-dire le poids de la charge fiscale sur chaque Montpelliérain.

Et c'est très joliment écrit ; il est dit 1,60, mais en fait cela veut dire que nous dépassons la charge fiscale de 160 %. Nous avons un taux de 160 %, cela signifie que nous dépassons très largement de 60 %. J'ai une bonne lecture. Cela signifie que, quoi que vous puissiez dire, même si vous parlez de 0 %, il existe une charge, une pression fiscale qui est énorme, à laquelle vous devez ajouter les prix de la cantine qui ont augmenté, les prix des parkings qui ont augmenté, le prix du transport qui a augmenté, même si vous continuez de communiquer

sur ce fameux ticket de dix trajets à un euro – les faits sont têtus, vous pouvez l'interpréter comme vous le voulez, mais c'est cela.

Je ne peux pas vous laisser dire que c'est à 0 %, parce que tout cela aussi s'inscrit dans une conjoncture économique, etc., un contexte global et, ensuite, effectivement, je ne peux pas admettre ce rapport, l'abonder et le voter, parce que je pense que vous devez vous donner les moyens de baisser la pression fiscale sur les Montpelliéraines et les Montpelliérains dans une région, je vous le rappelle, qui est l'une des plus pauvres de France, dans le département, et une des villes de France qui est la plus touchée par la précarité et le chômage. Et, quoi que vous puissiez en dire, même si Monsieur LEVITA dit que nous ne faisons payer que les riches, d'abord les riches sont de moins en moins nombreux, et ce ne sont pas les riches, c'est la classe moyenne. De plus, quoi que vous puissiez en dire, tout le monde, à tous les étages, à un moment ou à un autre, paie des taxes et paie de l'impôt, donc tout le monde est concerné par cette charge fiscale.

Nous demandons une baisse de cette pression fiscale, vous ne la permettez pas, donc nous ne voterons pas ce taux.

Monsieur le Maire : Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, chers collègues, comme je vous l'ai dit pendant le débat d'orientations budgétaires, je regrette aussi que l'impôt des Montpelliérains ne baisse pas et ce n'est pas parce que nous sommes de droite, d'extrême ou quoi que ce soit, c'est tout de même une position qui est largement reconnue par de nombreux Montpelliérains qui le demandent. Ensuite, vous le faites, vous ne le faites pas, cela est votre choix et votre liberté. En revanche, j'ai fait un calcul et j'aimerais que vous me disiez si je me trompe. Le produit de 2016, en ce qui concerne les impôts locaux, est de 189 475 720 euros.

Monsieur le Maire : Madame BRISSAUD, je ne corrige pas les copies.

Anne BRISSAUD : Comme votre adjoint m'a tout de même répété à plusieurs reprises que je ne savais pas lire ou que je comprenais certainement très mal ce que vous expliquiez, je me suis dit que nous allions tout de même essayer d'avoir la même lecture des choses. Donc un produit d'imposition 2016 de 189 millions d'euros. Quand je regarde les produits des années précédentes, je constate, par exemple en 2013, que ce produit des impôts locaux était de 179 millions. Je me suis donc dit que nous allions faire une simple soustraction et, en trois ans, nous avons, en fait, 10 millions d'euros en plus qui proviennent des impôts, et 10 millions d'impôts, c'est une augmentation des impôts. Quoi que vous en disiez, à partir du moment où vous n'augmentez pas les taux, l'argent augmente tout de même dans les caisses.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Je ne demande pas comment est utilisé l'argent. Nous avons tout de même plus d'argent dans les caisses. Quand vous dites que « nous n'augmentons pas les impôts, nous n'augmentons pas le taux d'imposition », c'est aussi dévoyer un peu la réalité, une augmentation finalement des produits venant des impôts des Montpelliérains. Cela fait plusieurs fois que nous avons ce débat en séance et vous continuez à vouloir me classer dans les cases de ceux qui sont dans des partis politiques qui veulent absolument dire qu'ils ne sont pas d'accord avec vous.

Monsieur le Maire : Pourquoi ? Vous avez démissionné de l'UDI ?

Anne BRISSAUD : Peut-être, nous verrons. Cela n'est pas exclu.

Monsieur le Maire : Vous y êtes donc toujours. Ce n'est pas une insulte d'être dans un parti politique, mais disons-le clairement. Il ne faut pas dire j'y suis, je n'y suis pas, je suis sur le bord du strapontin. J'ai été exclu, je le dis clairement. Vous êtes toujours à l'UDI, dites-le clairement.

Anne BRISSAUD : Peu importe, je ne critique pas les partis politiques en permanence. Ce n'est pas une question d'être dans un parti ou non de défendre une position. Je défends une position aujourd'hui en tant qu'élue, et je défends la position des Montpelliérains qui veulent que nous baissions leurs impôts et la pression

fiscale. C'est tout. Vous n'êtes pas d'accord avec cela, c'est un choix. En revanche, quand je constate qu'effectivement les produits de l'imposition augmentent, vous pouvez dire que cela est vrai ou que cela est faux. Alors, cela est vrai ou cela est faux ?

Monsieur le Maire : Je vais vous poser une petite question puisque vous m'avez pris pour votre professeur, j'ai donc bien le droit de vous interroger en tant que bonne élève. Est-ce que le taux d'imposition présenté par Monsieur LEVITA augmente ou non ?

Anne BRISSAUD : Vous m'avez mis au fond de la classe comme une mauvaise élève, déjà. Je ne parle pas du taux, je parle des produits issus des impôts.

Monsieur le Maire : Répondez à ma question. Est-ce qu'il augmente ?

Anne BRISSAUD : Répondez tout d'abord à la mienne.

Monsieur le Maire : Vous ne voulez pas répondre. Deux heures de colle.

Anne BRISSAUD : Vous ne voulez pas répondre à ma question non plus.

Monsieur le Maire : Vous serez collée deux heures.

Anne BRISSAUD : Cela nous fera deux heures de plus de conversation, j'espère que vous resterez avec moi.

Monsieur le Maire : N'oubliez pas que je suis fils d'instituteur. Alors j'ai de vieux réflexes de la MGEN qui me remontent comme cela, de temps en temps.

Anne BRISSAUD : Donc vous ne souhaitez pas répondre à ma question ? Si, vous répondrez, Monsieur LEVITA ? D'accord.

Monsieur le Maire : Monsieur LEVITA est pire que moi. Allez-y, Monsieur LEVITA.

Max LEVITA : Pour répondre, j'enregistre avec plaisir l'accord de Monsieur LARUE. Pour l'année prochaine, nous verrons, je ne prends pas d'engagement. Si nous pouvons les baisser, nous les baisserons, bien sûr, mais, franchement, cela m'étonnerait dans la situation actuelle. Je ne peux pas répondre à Madame JAMET de baisser la pression ; elle est élevée, je n'en ai jamais disconvenu, la baisser est impossible. Madame BRISSAUD, vous posez une question précise. Dans notre pays, qui est un des champions du monde de l'inflation, il est nécessaire de tenir compte de l'évolution de l'inflation, donc, dans ce cadre-là, l'Assemblée nationale décide l'augmentation de la base et, l'année dernière, nous avons eu droit à 0,9 % et, cette année, nous avons eu droit également à 0,9 %. Ce taux est-il supérieur ou inférieur à l'inflation ? Je vous laisse en débattre, parce que c'est un vieux débat. Effectivement, pour les contribuables, il peut y avoir une augmentation. Nous jouons, nous, sur un seul facteur, qui est à notre disposition, qui est le taux, et ce taux ne bouge pas, ce qui est un exploit – que vous en soyez d'accord ou pas – puisque, si vous regardez toutes les métropoles françaises, elles ont touché à leur taux, soit à la ville, soit à la métropole. Je parle bien de toutes – à l'exception de Paris qui est un cas tout à fait particulier –, ce qui montre que, aujourd'hui, nous sommes dans un moment particulier de l'histoire de France. Nous sommes en 2016, il existe une situation économique générale, dont nous devons tenir compte. Est-ce que cela est bien, est-ce que cela n'est pas bien ? Pour ceux qui veulent de la diminution de la pression fiscale, je suis prêt à retenir vos suggestions quant à baisser notre intervention dans un certain nombre de domaines.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LEVITA. Je vais donc mettre aux voix l'affaire n° 1 sur le taux d'imposition de la ville en disant que nous respectons l'engagement que nous avons pris auprès des Montpelliérains pendant la campagne des municipales : 0 % d'augmentation des taux pendant le mandat. Je voudrais vous dire aussi que, jusqu'à quelques jours, nous étions deux villes et deux métropoles en France à avoir pu tenir le choc, Montpellier et Nantes. Eh bien, Madame Johanna ROLLAND a augmenté quelques jours plus tôt les taux à la métropole de Nantes. Nous sommes donc seuls aujourd'hui, hors Paris – parce que Paris est un autre problème, très différent –, la seule ville et la seule métropole, en France, à tenir notre engagement de

0 % d'augmentation des taux d'imposition et nous avons proposé cela aux Montpelliérains et nous le tenons. C'est tout simple. Je comprends que cela énerve. Je mets aux voix.

Pour : 60

Contre : 1 (Anne BRISSAUD)

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à la majorité.

2. Exercice 2016 - Création, modification et clôture des Autorisations de Programme

Par délibération n° 2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) / Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élève au 31 décembre 2015 à 285 077 155 euros.

Lors du Débat d'Orientation Budgétaire, tenu lors de la séance du Conseil Municipal du 25 février dernier, la Ville de Montpellier a réaffirmé sa volonté de prioriser l'éducation et l'aménagement du cadre de vie.

L'aménagement urbain constitue un enjeu pour améliorer la qualité de vie des Montpelliérains, il est ainsi proposé la création d'une AP Mosson ANRU 2. De même, dans le cadre de l'amélioration du patrimoine, il est proposé deux nouvelles AP pour la sécurisation du Carré Saint Anne et pour l'accompagnement à l'embellissement des devantures commerciales.

Il est enfin proposé d'aménager les installations sportives du Lac des Garrigues afin de proposer un lieu de convivialité et d'esprit sportif.

Ainsi, il vous est proposé d'approuver, pour 2016, la création des Autorisations de Programme ci-dessous :

N°	Programme	AP au BP 2016
2016P02	Mosson ANRU 2	730 000
2016I01	Sécurisation Carré Sainte Anne	1 500 000
2016P04	Devantures commerciales	800 000
2016P05	Aménagement sport Lac des Garrigues	510 000

Il vous est également proposé de procéder :

- à des augmentations d'AP :

N°	Programme	AP globale 2015	AP au BP 2016	AP globale et proposée 2016
2013I22	PRU Cévennes	10 615 375	1 561 844	12 177 219
2013P12	Avenue Raymond Dugrand	9 315 718	2 888 000	12 203 718

2013I04	Rénovation salle Louis Feuillade	950 000	136 000	1 086 000
2013I28	Ravalement subventions	600 000	155 000	755 000
2013P22	Concession Grand Cœur SERM	2 484 000	2 056 215	4 540 215
2015P22	Opération Laissac	8 505 000	1 393 683	9 898 683
2013I19	Zoo du Lunaret	7 285 000	22 715 000	30 000 000

- à l'actualisation du montant de certaines AP votées afin de ramener leur montant aux coûts réels des opérations :

N°	Programme	AP globale 2015	AP au BP 2016	AP globale et proposée 2016
2013I30	PRU Centre	747 000	-221 120	525 880
2013P22	Concession Grand Cœur SAAM	5 540 000	-804 880	4 735 120

- à la clôture des AP pour lesquelles les opérations sont terminées :

N°	Programme	AP globale 2015	CP réalisés
2013I06	Halles 4 saisons	548 000	517 280
2013I20	Boulevard Jeu de Paume	2 100 000	1 553 477
2013I25	Subvention CG Blayac	1 103 977	1 084 935
2013I33	Théroigne de Méricourt	1 814 600	1 814 600
2013P14	PAE Marqueroze <i>(transfert à la Métropole)</i>	3 001 326	1 081 378
2013P15	PAE Aqueduc rue Denizot <i>(transfert à la Métropole)</i>	1 250 743	18 854
2013P18	Saint Charles Travaux	1 435 000	-
2013P19	PAE Saint Lazare <i>(transfert à la Métropole)</i>	3 067 000	28 728
2014I10	Consuls de Mer Extension	600 000	599 669
2013P10	Vidéo protection	713 000	707 826
2013I01	Plan réussite Écoles	2 260 000	2 257 544
2013P02	École Chengdu République	6 730 000	6 720 751
2013P06	Cité des Métiers	500 000	446 834
2013P05	Cité de la Jeunesse	6 000 000	91 644
2013P08	Projet Urbain	530 000	324 506
2013P23	Vestiaires Grammont	300 000	111 276

Les AP inchangées sont les suivantes :

N°	Programme	AP globale 2016
2014P03	Logiciel SIRH acquisition et mise en œuvre	800 000
2013P13	ZAC Nouveau Saint Roch	10 360 731
2013P16	EAI	26 020 000
2013P17	Gare Saint Roch	6 237 199
2013P20	ZAC Nouveau Saint Roch Parking	17 000 000
2013P21	Pont André Lévy	8 018 730
2013P03	Gestion électronique des Archives	500 000
2013P04	Acquisition et travaux archives	10 500 000

2015P11	Multifonctions renouvellement	1 415 000
2014I05	Extension vidéo protection	1 660 000
2015P23	Locaux police municipale	6 180 000
2013I02	Rénovation écoles Daviler / Kergomard	1 000 000
2013P01	École Beethoven les Grisettes	6 733 756
2014I01	Écoles Figuier Hugo Bert	2 460 000
2014P02	École Malraux	10 630 000
2015P09	Groupe scolaire Ovalie 2	12 500 000
2015P20	Groupe scolaire Malbosc	12 800 000
2015P24	Construction école EAI	15 000 000
2013I03	Crèche des Arceaux	1 930 000
2013I27	Action foncière	12 716 000
2013I31	Pont Vialleton	1 500 000
2015P19	Peyrou réfection des sols	2 550 000
2013I32	Réhabilitation cuisine centrale	2 000 000
2015I02	Vestiaire stade Grammont	1 150 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création, la modification et la clôture des Autorisations de Programme mentionnées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Max LEVITA : Mes chers collègues, toute modification des autorisations de programme doit vous être communiquée. Il existe donc plusieurs catégories. Je vous propose quatre créations :

- la Mosson ANRU 2 à 730 000 euros ;
- la sécurisation du Carré Sainte Anne à 1,5 million ;
- l'opération des devantures commerciales pour 800 000 euros ;
- l'aménagement du Lac des Garrigues pour 510 000 euros.

Il existe des augmentations d'AP parce que les programmes ont été revus et approfondis. Il s'agit :

- du Plan de rénovation urbaine des Cévennes, je vous demande d'ajouter 1 561 000 ;
- l'avenue Raymond Dugrand, je vous demande d'ajouter 2 888 000 ;
- la rénovation de la salle Louis Feuillade : 136 000 ;
- les subventions pour le ravalement : 155 000 ;
- la concession Grand Cœur SERM : 2 056 000 ;
- l'opération Laissac : 1 393 000 : cette augmentation est essentiellement due à la prise en compte des parkings souterrains.
- le zoo du Lunaret, je vous propose une augmentation considérable, parce que le projet a été affiné, de 22 715 000.

Je vous propose également, pour des opérations plus précises, des diminutions, parce que nous sommes au coût réel :

- pour le PRU Centre : moins 221 000 ;
- pour la Concession Grand Cœur : moins 804 000.

Vous avez la clôture des AP, les opérations sont terminées, voire éliminées. Donc :

- les Halles 4 saisons sont terminées ;
- le Boulevard Jeu de Paume est terminé ;
- la subvention CG Blayac est terminée ;

- Théroigne de Méricourt, il en est de même ;
- PAE Marqueroise est une opération qui a été transférée à la métropole ;
- PAE Aqueduc rue Denizot est également transférée ;
- les travaux Saint Charles sont une opération terminée ;
- PAE Saint Lazare, transféré ;
- consuls de Mer Extension, vidéo protection sont terminés ;
- Plan réussite Écoles est terminé ;
- école Chengdu République est terminée ;
- Cité des Métiers est terminée ;
- Cité de la Jeunesse est une opération écartée, elle a été supprimée de la programmation ;
- Projet Urbain, Vestiaires Grammont, sont terminés.

Enfin, dernières opérations, ce sont les AP qui sont inchangées et, de cette manière-là, vous avez la totalité des AP qui figurent dorénavant dans notre plan pluriannuel d'investissement.

Monsieur le Maire : Je vous donne la parole suite à l'intervention de Monsieur LEVITA. Monsieur MOURE.

Jean-Pierre MOURE : Juste deux questions, par rapport à la liste qu'a évoquée Monsieur LEVITA, le Zoo du Lunaret, quelle est la durée prévue pour la réalisation de l'allocation globale de 30 millions ?

Monsieur LEVITA : C'est une opération prévue jusqu'en 2021.

Monsieur le Maire : Avec l'accord de la préfecture. Pour l'instant, nous ne le transférons pas à la métropole.

Jean-Pierre MOURE : D'accord. Deux précisions. Le boulevard Jeu de Paume. Il est noté, s'agissant d'une opération qui est terminée, une diminution par rapport à l'AP qui était prévue en 2015, de 600 000 ou 550 000. À quoi cela est-il dû ? À un transfert de certains marchés avec la métropole, ou c'est un meilleur résultat sur...

Monsieur le Maire : Sur la voirie. Oui, parce que nous ne l'avons pas dit à Monsieur LARUE tout à l'heure, mais une partie de l'investissement est passée du côté métropole avec le transfert des compétences. Cela veut dire que, lorsque vous voterez le budget sur la métropole, vous voterez un budget qui est en augmentation sur l'investissement par rapport à la ville. Il ne faut donc pas se tromper de combat. Ainsi, vous dites que l'investissement sur la ville est riquiqui, c'est parce qu'une partie de cet investissement a été transférée sur les compétences voirie, aménagement de l'espace public à la métropole.

Jean-Pierre MOURE : Dernier point. C'est la réhabilitation de la cuisine centrale où nous avons prévu 2 millions d'euros. Ces 2 millions sont au titre de la réalisation d'une nouvelle cuisine centrale ou dans le cadre de la discussion en cours avec le CHU ?

Monsieur le Maire : Merci de me poser cette question. Je vais aborder le problème des cantines de façon généralisée sur le territoire. La somme qui est mise là concerne les travaux qui sont en cours et qui nous permettent de gagner un peu de temps, en sachant que la cuisine centrale est en mauvais état. Nous avons, avec Isabelle MARSALA, et avec le directeur du CHU, entrepris une série de réunions de travail, pour essayer de mettre au point le projet de mutualisation de la cantine du CHU et de la cantine scolaire, ce qui pose un certain nombre de problèmes qui sont difficilement résolubles à ce jour, parce que la nourriture n'est pas la même, parce que les chaînes de production de l'alimentation ne sont pas les mêmes. L'idéal serait de reconstruire une nouvelle cuisine centrale.

Vous savez que, dans le cadre du transfert des compétences du département vers la métropole, nous avons, si le département le souhaite, la possibilité de reprendre l'ensemble des collèges, et vous savez que les collèges ont une restauration collective qui se trouve en deux points différenciés de la métropole. Ainsi, nous en avons discuté déjà, que l'on reprenne les collèges d'ailleurs ou non, avec le président du département, à notre dernier rendez-vous. Il ne l'a pas dit dans son interview d'hier parce qu'on ne lui a pas posé la question, et je vous le dis aujourd'hui, même si on ne me la pose pas- pardon, vous me l'avez posée.

Ainsi, nous cherchons plutôt des solutions de mutualisation, de partenariat. Je crois aussi que, pour les collègues, la production de nourriture est différente de celle des écoles et il faut donc, là aussi, travailler le projet. Il existe trois solutions : soit nous reconstruisons, soit nous travaillons avec le CHU, soit nous travaillons avec les cantines et les restaurants scolaires des collèges. Nous travaillons les deux champs de partenariat, parce que les cantines, à la fois du CHU et du collège, ne sont pas utilisées à 100 % en tant qu'équipement. Ce serait l'occasion de le faire.

Je mets aux voix l'affaire 2.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3 (Audrey LLEDO, France JAMET et Anne BRISSAUD)

Adopté à l'unanimité.

Madame DRAY-FITOUSSI entre en séance et récupère sa procuration. Messieurs DOMERGUE et LARUE, (avec la procuration de Madame DANAN), sortent définitivement de séance.

3. Exercice 2016 - Budget Primitif de la Ville de Montpellier

Lors de la séance du Conseil Municipal du 25 février dernier s'est tenu le Débat d'Orientation Budgétaire.

Conformément aux orientations définies, il est proposé au Conseil d'adopter le Budget Primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2016.

Le Budget Principal de la Ville de Montpellier s'élève à 434 926 562 € et se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 112 635 650 €
- Section de fonctionnement : 322 290 912 €

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 112 635 650 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses BP 2016	Recettes BP 2016
900 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS	8 736 832.00	250 000.00
901 - SÉCURITÉ ET SALUBRITÉ PUBLIQUE	1 756 850.00	
902 - ENSEIGNEMENT FORMATION	14 079 618.00	
903 - CULTURE	2 608 379.00	111 000.00
904 - SPORT ET JEUNESSE	3 728 500.00	
905 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTÉ	91 000.00	91 000.00
906 - FAMILLE	1 450 000.00	1 382 086.00
908 - AMÉNAGEMENT ET SERVICES URBAINS	30 622 271.00	1 491 000.00
909 - ACTION ÉCONOMIQUE	320 000.00	
910 - OPÉRATIONS PATRIMONIALES	1 000 000.00	1 000 000.00
911 - DETTES ET AUTRES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	48 076 200.00	76 475 888.00
912 - DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		10 474 362.00
913 - TAXES NON AFFECTÉES		1 000.00
914 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		16 000 000.00
917 - OPÉRATIONS SOUS MANDATS	166 000.00	166 000.00
919 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		3 641 938.00

95 - PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATION		1 551 376.00
Total section d'investissement	112 635 650.00	112 635 650.00

Dans le cadre des transferts de compétences à la Métropole, il est proposé de participer par fonds de concours à hauteur de 6 756 535 euros pour l'exercice 2016, aux opérations communes qui présentent un intérêt majeur pour la Ville. Cette somme est inscrite en dépenses d'équipement au chapitre 908. Le détail des opérations sera présenté au Conseil Municipal par délibération distincte.

De même, dans le cadre des Projets Urbains Partenariaux (PUP) et Plans d'Aménagement d'Ensemble (PAE), la Ville a perçu des recettes des promoteurs qu'il convient de reverser à la Métropole afin que les travaux soient réalisés. Pour l'exercice 2016, le montant à reverser s'élève à 1 353 000 euros.

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 322 290 912 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Dépenses BP 2016	Recettes BP 2016
920 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS	65 153 304.00	5 721 032.00
921 - SÉCURITÉ ET SALUBRITÉ PUBLIQUE	11 964 688.00	303 000.00
922 - ENSEIGNEMENT-FORMATION	66 137 983.00	6 206 000.00
923 - CULTURE	10 352 274.00	364 300.00
924 - SPORT ET JEUNESSE	20 014 718.00	3 007 855.00
925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTÉ	14 511 396.00	266 200.00
926 - FAMILLE	28 820 410.00	14 712 500.00
928 - AMÉNAGEMENT ET SERVICES URBAINS	29 187 487.00	8 542 463.00
929 - ACTION ÉCONOMIQUE	5 931 699.00	3 993 316.00
931 - OPÉRATIONS FINANCIÈRES	6 905 000.00	506 750.00
932 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTÉES		73 910 799.00
933 - IMPÔTS ET TAXES NON AFFECTÉES	43 422 726.00	204 756 243.00
934 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	16 000 000.00	
936 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ÉLUS	247 289.00	454.00
939 - VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT	3 641 938.00	
Total section de fonctionnement	322 290 912.00	322 290 912.00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter le Budget Primitif 2016 proposé, au niveau du chapitre budgétaire ;
- d'autoriser le principe de participation par fonds de concours à la Métropole à hauteur de 6 756 535 euros ;
- d'autoriser le principe de reversement à la Métropole des recettes perçues pour les Projets Urbains Partenariaux (PUP) et Plans d'Aménagement d'Ensemble (PAE) à hauteur de 1 353 000 euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LEVITA : Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous vous avons présenté un projet de budget lors de notre réunion du 25 février. Ce budget, que je vais vous présenter aujourd'hui, qui a un montant de 435 millions, tient compte, bien entendu, de la baisse des dotations de l'État, de la démographie dynamique de la ville de Montpellier et d'une période de grands changements avec le transfert de compétences à la métropole. Ce budget s'inscrit dans une démarche de modernité avec la dématérialisation des pièces financières depuis le 1^{er} février et une volonté de transparence, puisque nous sommes engagés dans un dispositif de certification des comptes. Ce

budget est, à notre avis, à la hauteur des enjeux présents et à venir. Il conforte nos engagements de ne pas toucher à la fiscalité, de préserver ainsi le pouvoir d'achat des Montpelliérains, tout en maintenant un niveau soutenu d'investissement.

Nous nous sommes fixé trois priorités : l'éducation – j'y reviendrai –, l'aménagement du cadre de vie et le renforcement du lien social. Nous sommes conscients que la ville de Montpellier est attractive et doit rester attractive par son économie, par ses jeunes entreprises porteuses d'avenir, par sa culture contemporaine, sans oublier son rayonnement à l'international.

Je vais vous présenter les grandes lignes de ce budget en soulignant auparavant que j'ai l'honneur de vous le présenter, mais un budget est une œuvre collective, et c'est la réalité effectivement, les adjoints et les conseillers municipaux y ont participé, ainsi que l'administration sous la direction attentive de Monsieur le Maire. Permettez-moi de remercier, en ce qui me concerne, Messieurs FINA, PONS DE VINCENT, Vincent DOMEIZEL et Michel REDAL qui ont apporté leur concours à la rédaction du dossier que vous avez sous les yeux et qui s'efforce d'être le plus complet possible.

Dans l'avant-propos, celui que je vous ai transféré, nous sommes dans une période de transfert de compétences. Ce transfert de compétences, pour le moment, est réussi, il fonctionne bien. L'année dernière était une année particulière, puisque nous avons fait des opérations pour le compte de la métropole, qui nous a remboursés. Cette année, tout est transféré à la métropole qui fait, elle-même, les opérations qui sont prévues. Nous représentons, avec la ville de Montpellier, 62 % de la population ; l'attribution de compensation représente 68 %, un total de 43 millions sur 68 millions transférés.

Sur la dématérialisation, j'attire votre attention sur le fait que, pour le moment, elle fonctionne très bien. Nous sommes la première ville, après Paris, à l'avoir pratiquée. L'intérêt est que l'envoi des pièces au trésorier municipal est passé de 28 jours à 18 jours, ce qui va nous permettre de payer plus rapidement les entreprises qui travaillent avec nous.

Le deuxième point est la volonté de certification que nous avons commencée et qui va prendre longtemps – c'est une opération compliquée –, avec le concours de la Cour des comptes.

Dans ce budget, les points essentiels sont les points de la construction budgétaire maîtrisée. Vous avez donné ce graphique lors de la présentation du document, j'y insiste à nouveau. Si nous fonctionnions suivant les taux qui étaient anciens, c'est ce que nous appelons la prospective au fil de l'eau ; dans le passé, nous avons évolué au cours des cinq-six dernières années avec une évolution de charges de fonctionnement de l'ordre de 3 % par an, des charges de personnel qui ont augmenté de 5 %. J'ai introduit deux hypothèses. Les deux premières sont des hypothèses historiques, les deux suivantes, les dépenses d'équipement, sont une contrainte que nous avons mise pour l'étude et la baisse des dotations, Monsieur le Maire s'est engagé, nous ne touchons pas au taux jusqu'en 2020. La courbe d'évolution de l'épargne nette donne un résultat catastrophique dès l'année 2016, puisque vous voyez que notre épargne devient négative dans le courant de l'année 2016. Une épargne négative, cela signifie que nous perdons la maîtrise de notre budget et que le préfet se substitue à nous.

Dès lors, notre budget est basé sur les hypothèses suivantes, que je vais vous présenter : les charges de fonctionnement pour l'année 2016 sont à + 1,2 %, les charges de personnel sont à + 2,2 % et les dépenses d'équipement – c'est un résultat plus qu'une volonté – sont à 63 400 000, parce que – c'est un point sur lequel je reviendrai – une institution ne se pilote pas, c'est comme un pétrolier, c'est compliqué à gérer et à freiner dans son évolution.

Monsieur le Maire : Cela ne se pilote pas comme une mobylette.

Max LEVITA : Non, malheureusement.

Monsieur le Maire : Quand le pétrolier est lancé, il faut du temps pour réviser la trajectoire.

Max LEVITA : Nous y reviendrons, parce que vous avez un graphique sur lequel nous reviendrons un peu plus loin. Les services de la mairie ont calculé dans le budget la répartition de la commande publique de la ville en

2015. Nous avons dépensé, en 2015, 131 millions. Nous avons regardé parmi nos fournisseurs, comment ils se répartissaient, 106 millions, soit 82 % qui ont été dépensés avec des entreprises qui appartiennent à notre nouvelle région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon.

Nous entrons maintenant dans le fonctionnement de notre budget, sur le bouclage du budget. Concernant ce tableau, permettez-moi de faire un peu de pédagogie – excusez-moi si j’ennuie un certain nombre qui savent comment cela fonctionne. Dans le budget, premier point, par rapport au fonctionnement de l’État, le budget de fonctionnement doit être au minimum équilibré. Nous ne pouvons pas financer un déséquilibre éventuel par de l’emprunt, c’est interdit, parce que cela voudrait dire que notre épargne brute est négative, ce qui est interdit par la loi. Ce budget de fonctionnement doit donc être au minimum en équilibre, voire supérieur, pour que nous puissions rembourser le capital de l’emprunt, sans quoi nous faisons de la cavalerie. Dans ce cadre-là, toute augmentation de l’impôt permet effectivement d’alimenter l’épargne brute de l’autre côté. Comme cela est une opération qui nous est interdite, nous sommes bien obligés de serrer.

Il faut donc bien comprendre – j’attire votre attention sur ce deuxième point – la présence de l’attribution de compensation dans le budget de fonctionnement. L’attribution de compensation, c’est le transfert des compétences à la métropole, mais, dans ce que nous avons transféré à la métropole, il existe deux parties : de l’investissement et du fonctionnement. Or les deux sont dans cette attribution de compensation et cette attribution de compensation, vous le voyez, qui est à 43 millions, pèse très lourdement sur le budget de fonctionnement. Par ailleurs, si vous regardez à l’heure actuelle, parce que nous en parlons, le fonctionnement d’un certain nombre d’autres communes de la métropole, elles sont contraintes d’augmenter leurs impôts parce que cette attribution de compensation a été tellement importante que cela a entraîné comme résultat une épargne brute négative. Elles sont donc bien obligées d’augmenter. Nous avons fait la suggestion – mais l’État, le Parlement, ne nous ont pas suivis – que cette attribution de compensation soit divisée en deux parties : une attribution de compensation au titre du fonctionnement et une deuxième attribution au titre de l’investissement. Cela aurait été plus clair et cela aurait été plus facile à supporter pour le budget. 43 millions qui pèsent très lourdement sur la diminution de l’épargne brute et qui expliquent que, pour toutes les métropoles françaises, le transfert de compétences et ce calcul de l’attribution de compensation donnent un résultat extrêmement compliqué et extrêmement négatif sur l’épargne brute.

Là-dessus, une fois que vous savez cela, vous savez tout sur le budget de notre institution. Les impôts et taxes représentent 208 millions, les dotations sont à 72 millions – ce sont les dotations de l’État –, les produits des services à 22 millions, les autres recettes à 16 millions, ce qui nous donne comme recettes réelles de fonctionnement 322 millions. En dépenses, nous avons 169 millions de personnel ; pour les dépenses personnel sur les dépenses de production, nous sommes à 52,6 %, ce qui est un taux un peu élevé, nous sommes dans la moyenne des villes de notre strate.

Nous arrivons à dégager une épargne brute de 19,6 millions, en diminution par rapport aux années précédentes, mais cela est dû, ainsi que je viens de l’expliquer – je l’espère clairement – par la création de cette attribution de compensation. L’épargne brute est donc de 19 millions, nous la retrouvons en crédit du compte d’investissement auquel nous ajoutons le fonds de compensation de la TVA, l’emprunt. Le contrat long terme de 18 300 000, nous le retrouvons des deux côtés, puisque vous avez vu dans le texte l’explication de ce que cela représente. Nos dépenses d’équipement sont à 63 millions. Le capital, nous le remboursons à 11 millions. Le remboursement de capital est inférieur à l’épargne brute, ce qui montre que nous ne faisons pas de cavalerie.

Nous pouvons ensuite entrer dans le détail, pour essayer de voir de BP à BP, en essayant de travailler avec un périmètre constant pour pouvoir faire des comparaisons. Si nous faisons la comparaison, dans le deuxième cas, en éliminant l’effet métropole, c’est-à-dire ce qui a été transféré à la métropole, notre section de fonctionnement augmente de 1 % ; nous espérons que, l’année prochaine, elle diminuera de 1 %. La section d’investissement diminue de 4,2 %, donc nous avons au total un budget qui diminue de 0,4 %.

Les tableaux suivants montrent la répartition des recettes du budget 2014, qui indique que nos impôts directs représentent 46 % ; la dotation de l’État, 18 %, est en baisse ; le produit des services, 10 % ; l’emprunt représentant 9 %. Vous avez une répartition dans le slide suivant sur les dépenses de fonctionnement. Le premier poste est le lien social enfance, jeunesse, culture, sport, maison pour tous, solidarité à 21 %, le second poste est l’éducation qui est 20 %.

À périmètre constant, sur la section de fonctionnement, les charges de personnel augmentent de 2,2 %, c'est-à-dire en enlevant ce qui est transféré à la métropole ; les charges à caractère général augmentent de 1,2 % ; nos charges financières diminuent de 12,3 % ; les autres dépenses augmentent. Nous sommes dans des chiffres de l'ordre du million d'euros ; l'attribution de compensation ne bouge pas par rapport à l'année dernière. Au total, dans les recettes de fonctionnement, les dotations de l'État – mais nous allons y revenir plus longuement – diminuent de 0,9 %, les impôts et taxes augmentent de 1,5 %. Au total, notre épargne brute est à 19,6 ; par rapport à notre dette de 190 millions, nous sommes, en capacité de désendettement, à 10 ans. Nous restons dans les clous, c'est un chiffre qui augmente d'année en année. Avant, c'était 8 ans, maintenant c'est 10 ans, pour l'ensemble des métropoles, cela devient 13 ans. La ville de Marseille est à 30 ans, pour prendre l'exemple qui est effectivement le plus catastrophique de l'histoire de France.

Sur les recettes de fonctionnement, nous ne revenons pas dans le détail, puisque j'en ai parlé. Simplement, malgré les précautions prises dont je parlais tout à l'heure, il existe une diminution de 700 000 par rapport à nos prévisions, alors que nous pensions que nos prévisions étaient extrêmement pessimistes, mais nous pensons qu'il existe, de la part de la DGFIP, soit des erreurs, soit des incapacités à suivre l'évolution des bases physiques. Concernant la taxe d'habitation, c'est légèrement moins que prévu. Pour le foncier bâti, c'est légèrement plus que prévu et donc je vous rappelle que le taux de la taxe d'habitation – je n'arriverai pas à le faire comprendre à Madame JAMET donc j'abandonne, mais non je ne peux pas abandonner – est à 22,49, sans tenir compte de l'abattement à la base. Comme cet abattement à la base nous coûte à peu près 15 millions, nous ne voulons pas être brimés deux fois, perdre 15 millions sans reconnaître que nous perdons 15 millions. Au moins, reconnaissez-nous cela.

Les tableaux suivants nous permettent de dire que, à l'heure actuelle, avec Paris, nous sommes la seule métropole, soit au niveau de la ville, soit au niveau de la métropole, à ne pas toucher au taux, ce qui est, je suis désolé de devoir le dire – non je suis assez fier de devoir le dire – un exploit.

Monsieur le Maire : Cela, il faut l'apprendre par cœur pour la prochaine séance. Apprenez-le par cœur.

Max LEVITA : Nous maintenons le bouclier social en 2016. Les chiffres qui sont projetés sont les chiffres de l'année 2015. Nous ignorons encore ceux de l'année 2016. Quatre abattements sont donc prévus :

- l'abattement général – regardez, il figure sur votre taxe d'habitation – est de 15 % ; il concerne tous les foyers de Montpellier, soit 122 380 ; il permet de réduire le montant de la taxe de 110 euros. À l'heure actuelle, seulement quatre villes ont gardé ce taux : Lyon, Toulouse, Bordeaux et Strasbourg. C'est un abattement qui coûte 13 500 000 euros, c'est notre participation au maintien du pouvoir d'achat des Montpelliérains ;
- deuxième abattement, pour les foyers aux revenus les plus modestes. Il existe 26 800 foyers. Leur taxe d'habitation est à nouveau réduite de 110 euros. Seule Strasbourg l'applique comme nous ;
- troisième majoration, celle pour enfant à charge : nous sommes quatre villes à l'appliquer ;
- enfin, un quatrième abattement sur lequel je ne peux pas vous donner de statistiques, car elles ne nous ont pas été communiquées par la Direction des finances, il s'agit de l'abattement spécial de 10 % pour les handicapés.

Au total, sur le budget 2015, 17 millions n'ont pas été prélevés et sont donc restés dans la poche de nos concitoyens. C'est une démarche volontaire, volontariste que nous maintenons.

Les autres taxes et reversements de fiscalité sont la taxe additionnelle au droit d'enregistrement, les droits de stationnement et la taxe de séjour.

Un tout petit point sur les dotations et participations de l'État. C'est une opération un peu compliquée, vous l'avez sur le texte à la page 21. Nous avons essayé d'être exhaustifs pour que ce soit parfaitement clair. Il existe une dotation que nous avons calculée au BP 2015 qui était de 44 millions, notifiez que cela a bien été 44 millions. La prévision cette année est de 38 400 000, soit une baisse de 13 %, ce qui fait une diminution de 6 millions. Pour la dotation de solidarité urbaine, nous avons prévu 16,2 millions, nous avons eu 18,7 millions, nous prévoyons 21,5 millions, cela devrait nous être communiqué en juin, je vous l'indiquerai, soit une augmentation de 32 %, mais la dotation solidarité urbaine est une dotation de péréquation. Les villes riches

donnent aux villes considérées comme pauvres. Nous sommes dans cette liste. Pour la dotation nationale de péréquation, les montants sont relativement faibles, dotations générales de décentralisation, etc. Donc au total des dotations, nous passons de 65,8 à 65,7 ou de 68,5 à 67,5 – comme vous le voulez –, soit une baisse de 4 %. Nous calculons une baisse de 3,4 millions. Je vous rappelle que nous avons fait le calcul, 1 million en fonctionnement représente, pour nous, 12 millions en investissement par l'emprunt ; donc 3,4 millions de moins sur ce tarif devraient entraîner, pourrait entraîner, une baisse de l'investissement de 40 millions.

Sur le calcul de la dotation – ces chiffres sont des chiffres de l'année 2015 –, nous sommes à 233 contre 275, moyenne des villes de la même strate ; cette différence, qui existe depuis 25 ans, est inexplicable, inexpliquée, nous espérons que la réforme du calcul de la DGF en 2017 corrigera cette anomalie que je souligne depuis que je fais les rapports sur le budget à l'assemblée.

Les autres recettes de fonctionnement sont à 40 millions, participation de nos partenaires, essentiellement la CAF, pour notre politique d'accueil des enfants, les produits de prestation courante, les produits exceptionnels. Un tout petit tableau, si vous regardez pour une place de crèche, la part de la ville représente 64 %, les parents prennent en charge 7 % et la CAF prend en charge 29 %. Ce tableau montre que l'usager paie 7 % et que le contribuable paie 64 % dans cette répartition.

Si je passe aux dépenses de fonctionnement, nous sommes à 322 millions. En moyenne, si nous comparons – il s'agit d'une comparaison de l'année 2015 –, nous sommes inférieurs à la moyenne nationale pour les villes de la même strate. Nos dépenses de fonctionnement sont budgétées à hauteur de 302 600 000 euros et notre objectif est clair : faire mieux avec moins que maintenant.

Il existe donc des diminutions dans un certain nombre de domaines, des augmentations, puis des places de crèche supplémentaires ont été créées. Des sanisettes ont été mises en place, ainsi que l'accueil du Tour de France et des diminutions sont intervenues dans le domaine du protocole, de la communication et des relations internationales.

Dans les charges à caractère général, vous avez la répartition de ces charges, l'administration générale représentant 37 % et l'éducation 13 %.

J'en viens aux dépenses de personnel. Les dépenses de personnel sont le premier poste de dépense du budget de fonctionnement avec 169 700 000 euros. Si nous faisons une comparaison avec un périmètre identique, nous avons une augmentation de 2,2 %, c'est-à-dire que nous avons tenu, malgré le glissement vieillesse technicité. Alors, bien sûr, à effectif non constant, nous avons transféré 195 agents à la métropole, ce qui entraîne une diminution des effectifs, de 4 344 nous passons à 4 149 et donc au total notre masse salariale a évolué à 2,2 % en 2016 ; nous espérons tenir à 2 % l'an prochain. Est entendu que l'État a fait deux opérations : l'une qui nous avantage, même si nous ne sommes pas pour, c'est-à-dire une diminution au CNFPT de 20 % – nous sommes passés à 0,9 % –, et, deuxièmement, une revalorisation qui est prévue au 1^{er} janvier 2016. Cette revalorisation ne figure pas dans les comptes, parce qu'elle n'a pas encore été votée. Elle entraînera une augmentation de 400 000 euros que nous inscrirons au budget supplémentaire.

Les subventions sont à 23 800 000 euros. Nous accompagnons mille associations et partenaires dont le rôle est fondamental, nous le reconnaissons. Au total, dans la répartition de ces subventions, 12 millions vont au CCAS, le COS, la caisse des écoles, le temps des périscolaires : 2,5 millions, et la vie associative à 5 600 000. Il existe une diminution de 200 000 euros par rapport à l'année dernière. Vous notez que nous avons transféré à la métropole – mais bien sûr nous avons compensé dans l'attribution de compensation – la subvention à l'office du tourisme, la subvention à l'agence locale de l'énergie et l'association de la promotion des flux touristiques et économiques, ainsi qu'une partie de la subvention au GIP-DSU.

Pour les charges financières, nous sommes à 5 800 000, soit en baisse de 12,3 % par rapport au BP 2015. En ce moment, nous sommes dans une excellente période pour les taux, les taux sont faibles, l'équipe municipale des fonctionnaires gère avec habileté en négociant et en renégociant des emprunts. Nous sommes aujourd'hui – nous l'avons mis – à un taux moyen de 1,99 % pour l'ensemble de nos taux, soit une baisse de 26 points de base par rapport à 2014, et 33 points de base en moins par rapport à 2013.

Sur l'encours de dette, vous voyez une diminution en 2016 – au 1^{er} janvier 2016, nous sommes à 190 millions – qui est due au fait que trois effets ont eu lieu : nous avons remboursé des emprunts, de façon anticipée, nous avons transféré des emprunts à la métropole – contrairement à ce que disait Madame JAMET, ce n'est pas un tour de passe-passe, ces emprunts font partie de l'attribution des compensations, du principe de la neutralité budgétaire –, nous l'avons transmis, mais nous avons donné l'argent pour payer à la place. Au total, notre emprunt pour 2016 prévu pour équilibrer devrait être de l'ordre de 40 millions. 63 % des dépenses d'équipement. Dans le DOB, nous avions prévu 65 % au maximum, le pourcentage est donc respecté.

Le deuxième point, dont je vous demande de nous féliciter instamment, est que, dans nos emprunts, il n'existe aucun emprunt qui présente un risque. Nous respectons la charte Gissler et tous nos emprunts sont en catégorie 1, c'est-à-dire en sécurité maximale.

Juste un point d'ordre, sur l'attribution de compensation, elle est à 43 300 000 euros et elle a lieu du fait des compétences que nous avons transférées à la métropole. Les dépenses d'ordre, c'est le résultat du budget de fonctionnement à 19 600 000 qui se répartit en deux dotations aux amortissements : 16 millions et virement à la section d'investissement proprement dite à 3 600 000 euros.

Nous passons à l'investissement. Recettes d'investissement : 112 millions. Les recettes d'ordre dont nous venons de parler : 19 millions. Le fonds de compensation de la TVA, les dotations d'amendes de police : 4 500 000. Un certain nombre de subventions : les subventions venant de la CAF pour la crèche des Arceaux ; pour Richter un fonds de concours ; pour l'opération French Tech, il existe une subvention, la mise aux normes de cet hôtel pour accueillir les entreprises de l'opération French Tech ; une subvention de la métropole de 300 000, une subvention de l'État pour 100 000 euros pour le pont Vialleton. L'État, conscient que sa diminution des dotations pouvait entraîner une diminution de nos investissements, a ouvert un fonds de 1 milliard d'euros destiné à soutenir l'investissement public local. Ainsi que je vous l'indiquais, 1 milliard est inscrit dans le budget de l'État, seuls 120 millions sont en crédit de paiement. Il ne faut pas trop espérer mais, néanmoins, ce fonds est ouvert, nous avons donc transmis à Monsieur le Préfet des dossiers pour pouvoir abonder, pour que ce fonds abonde nos ressources sur la mise en conformité et l'accessibilité des bâtiments publics, et la création de nouveaux groupes scolaires. Le produit des cessions : 1 600 000 euros. Les remboursements d'avance, vous les avez, et le recours à l'emprunt : 39 097 000. Cet emprunt sera effectué pour autant que les investissements seront réalisés. Ils ne sont jamais réalisés à 100 % ; ce montant, nous le prévoyons donc, ne sera pas mobilisé.

Le contrat à long terme renouvelable est un contrat tout à fait particulier, que nous avons avec l'entreprise Dexia qui est une petite merveille puisqu'il coûte 8 points de base. Dexia voudrait nous le supprimer, il n'en est pas question ; 8 points de base, c'est 0,08 %. Il joue en fin d'année et en début d'année pour équilibrer les comptes. Vous voyez que nous ne l'avons pas utilisé en 2013, ni en 2014, ni en 2015 ; c'est la raison pour laquelle il figure dans nos comptes en recettes et en dépenses.

Les dépenses d'investissement : 112 millions à l'intérieur desquels vous avez donc les 18 millions de ce CLTR ; vous avez le remboursement du capital de la dette pour 14 millions. Remboursement du capital : 11 millions. 3 millions pour la caisse des dépôts qui a consenti un prêt à 0 % de 6 millions. Nous en remboursons 3 millions cette année et 3 millions l'année prochaine.

L'encours de la dette, je vous en ai parlé, nous sommes à 190 millions en réparation quasiment 50/50 en fixe et en variable. Les avances infra-annuelles, ce sont nos relations avec SERB.

Nous en venons aux dépenses d'équipement proprement dites. Pour que nous disions tous des choses précises, vous avez un tableau sur lequel j'attire votre attention. Nous avons fait le calcul depuis l'année 97 et nous avons fait le calcul pour l'évolution des dépenses d'équipement, hors Hôtel de Ville, bien sûr. L'Hôtel de Ville est une dépense de 133 500 000, ce n'est pas une opération que nous allons faire tous les ans ou tous les dix ans, nous l'avons donc éliminée. Si vous regardez les deux tableaux, ce sont essentiellement les dépenses de voirie. Dans le passé, ces dépenses de voirie étaient prises en compte directement ; depuis l'année 2016, elles sont prises en compte par la métropole, puisque nous les avons transférées. Vous voyez que, dans la période de 1997-2002, nous sommes en moyenne à 57 millions. Dans la période 2003-2007, nous sommes en moyenne à 90 millions. Dans la période de 2008-2012, nous sommes à 94 millions. Dans les trois dernières années, nous sommes en

moyenne à 83 millions. Nous en sommes en 2016 à 63 millions, étant entendu que nous transférons à la métropole 17 millions de travaux qui sont dans l'attribution d'une compensation. Concernant ces 63 millions, j'attire votre attention sur le bas du tableau, puisque ce bas du tableau est le tableau qui m'angoisse, et il n'y a pas de raison que vous ne partagiez pas mon angoisse. Nous sommes pour l'année 2016 à 63 millions qui se décomposent de la façon suivante : vous avez 31 millions en crédit globalisé, c'est-à-dire que chaque adjoint, pour les écoles, etc., dispose d'un budget pour maintenir le patrimoine ; il existe un fonds de concours métropole, nous n'avons transféré à la métropole que 70 %, nous laissant la possibilité d'abonder ce budget de façon supplémentaire de 7 millions ; et en crédit de paiement pour les opérations nouvelles, nous sommes à 25 millions. Mais, dans le tableau que vous avez à côté, j'ai demandé à calculer ce qui était inscrit dans notre plan pluriannuel d'investissement. Pour l'année 2017, nous avons 50 millions. Si vous ajoutez à 50 millions les 31 millions, les 7 millions, nous sommes à 88 millions. Je ne vous ai pas caché, mes chers collègues, que pour tenir, il fallait ramener notre investissement à 50 millions ; il va donc falloir freiner et cela s'étend sur les années 2017, 2018, 2019 et même 2020, puisqu'à 2020 nous serons à 64 millions au-dessus des 50 millions nécessaires pour équilibrer. Si vous regardez le grand tableau du début plus celui-là, je n'ai plus rien à dire dans ce budget. C'est l'essentiel du message que je devais vous faire passer.

Le tableau suivant nous donne la répartition de ce plan pluriannuel d'investissement sur l'ensemble du territoire de la ville de Montpellier, étant entendu qu'il faut ajouter un programme d'accessibilité de 35 millions qui figure dans notre plan pluriannuel d'investissement réalisé sur les neuf ans à venir et le plan de vidéo-protection de 1 700 000 euros.

Voilà la partie financière, la partie indigeste du débat. Nous allons maintenant passer au contenu de ce budget que constituent les opérations qui sont réalisées avec les moyens qui sont ainsi disponibles. Il existe trois domaines : l'éducation, le cadre de vie et la volonté de créer du lien social. Nous allons les passer, étant entendu que si vous avez des questions, mes chers collègues, les adjoints concernés répondront.

Sur la réussite éducative, le budget est ambitieux. Nous sommes à 49 millions de dépenses de personnel pour 1 323 agents, un fonctionnement de 9 600 000 et un investissement de 13 millions. Nous avons 123 écoles et près de 21 000 enfants. 22 000 sont prévus en 2020 avec la nécessité de prévoir des écoles supplémentaires, mais Madame MARSALA les a bien fait inscrire dans le plan pluriannuel d'investissement. Les opérations sont données. Il s'agit donc d'une année dense pour l'éducation, puisqu'il existe des opérations sur la première partie. Nous allons commencer des travaux sur Voltaire et Condorcet. Nous poursuivons des améliorations sur un certain nombre de lycées. Nous ouvrons des classes sur Gambetta, Beethoven, etc. Je passe – non pas que ce ne soit pas important, mais j'ai peur de vous excéder – le plus rapidement possible. Sur les TAP, je souligne qu'elles restent – suivant l'engagement du maire et sa volonté – gratuites. Nous sommes à un budget de 6 700 000 euros. Je dois dire que l'État a abondé ce budget de 2 500 000 en 2016 ; nous n'avons pas de promesses en ce qui concerne l'année 2017, nous avons simplement une mission parlementaire en ce moment qui conduit l'évaluation de cette mesure. En ce qui concerne la restauration scolaire, un calcul : à la ville de Toulouse, chaque fois que l'on prend un ticket – je vous l'ai indiqué, Monsieur le Maire – le coût du ticket est prévu, mais aussi ce qu'il coûte pour la collectivité. Nous avons fait le calcul ici pour un restaurant scolaire – j'ai perdu mon tableau, je vais l'avoir –, le coût d'un repas pour la collectivité s'élève à 9,90 ; les parents paient en moyenne 2,78. Là aussi une part importante est payée par le contribuable et non par l'utilisateur. Nous avons révisé les tarifs de la restauration scolaire pour l'année 2015-2016, ces tarifs répondaient à une répartition plus équitable de l'effort demandé – cet objet est atteint, d'après Madame l'adjointe à l'éducation – et également à une fréquentation plus égalitaire de nos restaurants scolaires, ce qui était l'objectif poursuivi. Pour les ALSH – les accueils de loisir sans hébergement –, vous avez le fonctionnement : là aussi la participation de la ville est à 3,05 pour les accueils en ALSH maternelle associative et à 2,29 pour les accueils en ALSH élémentaire associative.

Pour la partie destinée à l'amélioration du cadre de vie, il s'agit du développement, de l'aménagement et du renouvellement urbains, la volonté de travailler par la procédure des ZAC – nous en avons quatorze sur la ville qui permettent de renforcer l'offre de logements sans bouleverser les quartiers existants. De la même manière, l'opération, en ce qui concerne la démarche Grand Cœur, est consolidée en 2016 et vous avez les opérations qui sont prévues qui figurent sur le tableau que vous avez sous les yeux, ainsi que les deux parties sur l'EAI, le plan de rénovation Cévennes, etc. Concernant l'urbanisme – je ne sais plus où j'en suis –, vous avez les actions sur le patrimoine qui sont indiquées sur les tableaux, tableau sur l'Hôtel de Ville que je vous ai indiqué, sur l'ancien

Hôtel de Ville, pour permettre d'accueillir les entreprises de l'opération French Tech. Sur l'opération suivante, nous sommes sur une qualité de vie améliorée pour la propreté, d'une part, et pour la place de l'animal dans la ville. En ce qui concerne la sécurité, nous dépensons 10 millions dans les opérations de personnel. 180 agents de police sont prévus. Nous terminons les embauches prévues en 2016 et 19 nouveaux policiers, qui font partie des 50 qui avaient été promis par Monsieur le Maire, seront intégrés en cours d'année 2016 ; donc 180 agents avec les opérations d'investissement qui figurent sur les tableaux que vous avez. La poursuite du plan de vidéo-protection ainsi que les actions dans le cadre du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance...

Monsieur le Maire : Et vous intégrez les 50 policiers, de même que les personnes pour les crèches des écoles, dans l'appréciation sur le chiffre lié au frais de personnel de tout à l'heure, sachant que les 19 qui nous manquent sont recrutés à partir de maintenant et prendront leurs fonctions en septembre.

Max LEVITA : Ils sont bien prévus dans le budget. La mise en place de l'opération télé-alerte sur la ville de Montpellier en trois étapes, l'action de la ville dans le domaine du confort énergétique... Nous avons reçu, de la part de Madame Ségolène ROYAL, un prix, le prix qui récompense notre politique en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable avec les actions qui sont prévues dans ce cadre sur les bâtiments publics, sur la consommation énergétique dans les écoles et les études thermiques dans les écoles, et la réfection des toitures.

Monsieur le Maire : J'ai invité à plusieurs reprises Madame ROYAL sur les éco-quartiers, sur les écoles à énergie positive, sur la centrale de bois trigénération. Je dis à Ségolène très gentiment : « Madame la ministre, venez à Montpellier. Montpellier vous a soutenu quand vous étiez candidate à la présidence de la République – pas tout le monde, je parle pour le groupe majoritaire –, venez à Montpellier. C'est une ville qui va de l'avant en termes de transition énergétique, de protection de l'environnement. C'est bien d'aller à Sète, et de vouloir sauver sur un pont de bateau la Méditerranée, je l'entends, mais c'est bien aussi de venir à Montpellier », comme j'ai eu l'occasion de lui dire dans le creux de l'oreille quand elle m'a remis le prix. Voilà. C'est bien qu'elle vienne. Il faut que les ministres viennent à Montpellier. Regardez Fleur PELLERIN, je l'ai invitée quatre fois, elle n'est pas venue.

Max LEVITA : En ce qui concerne l'environnement et la biodiversité, la ville entend prolonger la dynamique de diminution des surfaces arrosées, transformation des espaces verts. Nous sommes membres de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU. Le budget, vous l'avez sous les yeux, est de 175 agents, 12 millions pour le personnel, 4 700 000 pour le fonctionnement et des investissements à hauteur de 4 millions. Pour le parc Lunaret – je vous en ai parlé tout à l'heure, quand nous avons parlé de l'autorisation de programme –, c'est un parc qui a fait l'objet d'une étude attentive de la part des services de sécurité, et cela nous conduit donc à la nécessité d'investir 30 millions d'euros dans les années à venir. La gratuité du parc est maintenue pour les visiteurs et sont inscrits au programme de cette année 1 500 000 de travaux sur le parc proprement dit, avec 100 000 euros d'achat de matériel et 200 000 de travaux de signalétique.

Monsieur le Maire : Je rappelle que le parc de Lunaret – et le zoo – est l'un des lieux les plus fréquentés en termes de tourisme du Sud de la France. Je rappelle aussi qu'il est dans un tel état qu'il a requis, de la part des services de sécurité de l'État, plusieurs reports dans les travaux de mise en sécurité. Aujourd'hui, nous arrivons à la limite du système et nous sommes contraints d'investir pour rendre accessible, en termes de sécurité, le zoo de Lunaret, et nous allons le faire en maintenant la gratuité de l'entrée, parce qu'il s'agit de respect envers le donateur. Lorsque la famille Lunaret a offert le zoo à la ville de Montpellier, elle a indiqué qu'elle était d'accord pour le donner, à condition que le zoo de Lunaret reste ouvert et gratuit pour tous les Montpelliérains. Nous respectons donc les termes du don, et nous sommes ainsi contraints d'afficher, dans le temps, un certain nombre de travaux pour le rendre utilisable et sécurisé. C'est un équipement qui, à la sortie, sera un des plus beaux équipements du pays. Et nous avons sollicité, bien entendu, dans le cadre du volet métropolitain du CPER – contrat de plan État région – la participation de l'exécutif régional. Vous me posez la question : est-ce qu'il y est ? Il y sera dès que les crédits seront fléchés, mais ils sont assignés parce que c'est une affaire d'État maintenant. J'ai porté l'affaire devant l'État et j'ai demandé au préfet MAILHOS, Toulousain, le préfet de la région, d'organiser la confection du document définitif, ce qu'il a fait. Les services de la région et Monsieur FINA se voient demain matin et nous avons l'accord des deux exécutifs pour le faire, il n'existe pas de problème. La seule chose est que je souhaite que, entre les parenthèses, les chiffres fléchés soient présents sur les opérations métropolitaines et qu'il n'existe pas seulement la mention à déterminer, comme c'est le cas. En

fait, je demande le même contrat qu'a rédigé la ville de Toulouse. Sur l'université, 15 millions d'euros sont portés par la métropole, ce qui est le premier cas dans l'histoire ; c'est la première fois que cela se produit.

Monsieur le Maire (répondant à une intervention hors micro) : Ils sont surtout gelés parce que le contrat n'est pas signé, mais je maintiens ma position sur l'IDEX. Il est hors de question, pour moi, d'accepter un I-SITE, ce serait catastrophique pour Montpellier. Je demande donc aux universitaires de s'entendre, de se mettre autour de la table et, s'ils n'arrivent pas à s'entendre entre eux, qu'ils prennent une personne extérieure qui doit être obligatoirement un professeur d'université pour conduire la politique universitaire de l'université de Montpellier. Je ne suis pas le seul à dire cela, la présidente de Montpellier 3 l'a dit en son temps. On pourrait me taxer de faire de la politique. Je vais retirer – puisqu'il existe un conflit entre l'UM et Montpellier 3 – mes propos là-dessus et je vais les illustrer par la position de l'université de Perpignan et de son président qui a dit exactement ce que je vous dis là. Aujourd'hui, je n'entends plus rien, plus de rides à la surface de l'eau, mais si Madame le recteur accepte que Montpellier soit candidat à l'I-SITE, je m'insurgerai publiquement contre la décision du recteur, parce que c'est un recul pour l'université de Montpellier d'autant que, dans le cadre de la réforme territoriale, nous sommes en compétition – même si nous nous entendons bien – avec l'université de Toulouse qui a, dans un premier temps, expliqué pour avoir l'IDEX qu'ils étaient tous d'accord, qu'ils allaient fusionner alors qu'ils n'ont finalement pas fusionné du tout. Mais je ne vois pas le gouvernement retirer à Toulouse l'IDEX qu'il lui a donné, qui est un IDEX provisoire, et même le provisoire je ne le vois pas. Je dis simplement que les universitaires sont des grands garçons et des grandes filles, ils sont capables de voir où est l'intérêt général de l'université, pas simplement de leur petite carrière. Il faut qu'ils se mettent autour de la table, qu'ils fédèrent les énergies, cela ne me pose pas de souci. Pour éviter les querelles personnelles, qu'ils choisissent un universitaire qui vienne d'ailleurs et qu'ils présentent un dossier qui soit tout à fait compétitif dans le cadre de l'IDEX, parce que je rappelle la différence entre l'IDEX et l'I-SITE : l'IDEX, c'est reconnaître que l'université est mondialement reconnue ; l'I-SITE, c'est une seule thématique qui est pointée, cela disqualifie donc toutes les autres. Voilà ma position. Les 15 millions sont le contrat de plan État-Région. Aujourd'hui, le contrat de plan est en passe d'être signé, et travaillé en tout cas sous la tutelle du préfet de Toulouse, Monsieur Pascal MAILHOS, et je verrai ce qu'il se passe pour l'IDEX et l'I-SITE, mais faites-moi confiance pour prendre la parole dans le sens que je viens de vous indiquer. Je n'ai peur de personne.

Max LEVITA : Je poursuis sur le zoo. Il n'existe pas de relation de cause à effet entre l'université et le zoo, mais pour le zoo, vous avez des chiffres. Le zoo est sur 60 hectares, nous avons 110 personnes à l'intérieur, 141 espèces animales, 1 357 animaux, etc. C'est effectivement quelque chose qui attire de très nombreux visiteurs, de Montpellier, de la métropole, du département, mais également de la région.

Troisième et dernier temps, il s'agit d'un budget qui est volontaire dans le cadre de la création du lien social. En 2015, Monsieur le Maire a organisé plus de soixante réunions publiques de manière à mettre en place cette démocratie participative ; c'est une opération lourde, c'est une opération compliquée, mais c'est une opération qui est suivie et appréciée par un très grand nombre de Montpellicains. En ce qui concerne le problème qui est essentiellement dans le domaine de l'enfance, nous avons 624 agents pour un budget de fonctionnement de 4 500 000 euros, un investissement de 1 500 000 – vous avez la répartition qui figure –, au total 5 000 places d'accueil sur la ville, dont 1 350 proposées par les 39 établissements municipaux de la ville. En ce qui concerne la jeunesse, nous sommes dans le domaine, pour les dispositifs qui s'adressent aux jeunes entre 12 et 29 ans, de l'insertion et de l'emploi, de la prévention et de la citoyenneté, du logement, grâce à l'opération clef Montpellier, de l'aide à l'obtention du BAFA et de l'aide au permis deux roues, ainsi que de la poursuite de la carte été jeune. Dans le domaine de la culture, nous avons 103 agents pour un budget de 4 500 000, 5 700 000 de fonctionnement, un investissement de 2 900 000. Des opérations sont maintenues pour la ville :

- la Comédie du livre deviendra métropolitaine dès lors qu'elle aura eu lieu, parce qu'il était trop compliqué de la faire passer en 2016, et donc une modification de l'attribution de compensation aura lieu, puisque la métropole acceptera, mais avec l'argent nécessaire à son organisation. La Comédie du livre du 27 au 29 mai va accueillir cette année les écrivains italiens, si je ne me trompe pas ;
- l'Agora des savoirs ;
- la ZAT, je vous rappelle qu'elle aura lieu, si je ne me trompe pas, les 9 et le 10 avril ;
- les expositions du Carré Sainte-Anne, la réhabilitation de ce Carré Sainte-Anne, ainsi que la mise en place de la ZAT ;
- la rénovation de la salle Louis Feuillade ;
- les crédits globalisés en culture et patrimoine à 300 000 euros ;

- et en 2016 les crédits sont prévus pour ériger une statue pour Manitas de Plata.

Monsieur le Maire : Deux mots simplement sur ce sujet : nous devions le faire cette année, nous avons fait un appel à projet, nous avons reçu des résultats, ces résultats ne convenaient absolument pas, j'ai donc relancé un appel à projet. Cela ne convenait pas, parce que j'ai considéré que la qualité des œuvres proposées n'était pas dans le ton de ce que nous pouvions attendre. Nous avons relancé la mécanique.

Max LEVITA : Nous avons inscrit 100 000 euros en investissement. Ils seront reportés en 2017. En ce qui concerne les sports, un budget de 5 millions pour le personnel, 4 millions en fonctionnement, 3 300 000 en investissement. Je rappelle que nous possédons 270 équipements sportifs, ce qui fait beaucoup, mais l'élasticité de l'offre étant infinie, il nous en est demandé encore. Nous en disposons pour le moment, dans le recensement, 270 qui nécessitent des travaux d'aménagement et de maintien qui sont prévus, vous en avez le détail qui est publié. Je vous rappelle les opérations phares : le marathon de Montpellier qui a eu lieu, qui a très bien fonctionné ; nous accueillerons également le Tour de France – je crois que c'est le 14 juillet.

Monsieur le Maire : Étape d'arrivée le 13, étape de départ le 14.

Max LEVITA : L'année 2016 verra la poursuite du FISE, du beach-volley, des 10 km de Montpellier, de l'Urban Trail, de la fête des sports au parc Montcalm, de l'Open Sud de France, ainsi que la mise en place d'un tournoi de tennis féminin qui sera organisé par l'ASPTT.

Je passe sur les dépenses de proximité. À nos maisons pour tous, nous en avons 22 pour un personnel de 7 600 000, un fonctionnement de 1 500 000, les opérations de maintien sont prévues et elles figurent dans le document que vous avez sous les yeux. Dans le domaine de la solidarité, le CCAS reçoit une subvention de 12 millions d'euros, subvention dont le montant n'évolue pas, merci Madame YAGUE de tenir votre budget et de ne pas nous demander un supplément. Nous avons 7 EHPAD, 764 agents au CCAS, 17 clubs d'âge d'or. Le CCAS a un budget de fonctionnement de 40 millions et 2 500 000 d'investissement.

Monsieur le Maire : Et nous avons au CCAS, à la maison de retraite la Carriera, la doyenne des Montpelliéraines Mathilde Lartigue qui a fêté ses 111 ans quelques jours plus tôt et auprès de qui nous étions, avec Madame YAGUE et un certain nombre d'élus. 111 ans.

Max LEVITA : Le soutien aux associations, je vous en ai parlé, nous avons eu 1 716 demandes. Dans ces 1 716, 845 projets sont à noter, au total cela donne lieu à 5 600 000 euros de subventions. Sur Montpellier au quotidien, les crédits du budget précédent sont maintenus : 600 000 euros en crédit de proximité, 1 200 000 euros sont prévus au budget Montpellier au quotidien. Je vous rappelle le numéro de téléphone 0 800 340 707 qui fonctionne bien et qui a donné lieu, l'année dernière, à 6 000 demandes d'interventions.

Tourisme et activités et relations internationales : le tableau vous donne les villes avec lesquelles nous avons un accord de jumelage, auquel il faut ajouter comme nouvel accord la ville de Palerme. Vous avez signé, Monsieur le Maire, récemment, et nous accueillerons prochainement le maire de Palerme.

Monsieur le Maire : Nous avons signé un pré-accord, mais l'intégralité du jumelage se fera au mois de juin. Nous aurons le document définitif lorsque le maire Leoluca ORLANDO viendra à Montpellier, mais les collaborations ont déjà commencé avec l'orchestre de Palerme, avec le cœur de l'opéra de Palerme, avec la Maison des Ados de Montpellier et celle de Palerme, avec le festival de musique ancienne, avec Saint-Martin où une équipe de Palerme était présente pour le tournoi du club et avec Cinemed où Palerme sera représentée. Voilà en un jour et demi, sans compter la présence du congrès de botanique, parce que Palerme a une extraordinaire chance qui est d'avoir, comme nous, un jardin botanique qui est comparable au jardin des Plantes, car il est de la même époque. Il existe, dans le jardin botanique de Palerme, un herbier qui est à l'identique – ce n'est jamais identique, mais enfin –, qui est constitué d'une façon similaire à l'herbier de Montpellier. Je rappelle que notre collègue, Madame Chantal MARION, est à l'origine de l'herbier de Montpellier, professeur agrégé en pharmacie. La ville de Palerme, lorsqu'elle a constitué son herbier, a demandé à Madame MARION de l'aider à la constitution de cet herbier. Ainsi, le responsable de l'herbier de Palerme connaissait parfaitement Madame MARION et l'herbier de Montpellier. C'est la raison pour laquelle le prochain congrès mondial de botanique, qui s'appelle OPTIMA, se tiendra au mois de juin ici, et ce sera l'occasion d'échanger avec les universitaires de

Montpellier et de Palerme. Vous voyez que l'I-SITE n'est pas adapté. C'est un IDEX qu'il nous faut. Je voudrais aussi insister sur les collaborations avec les BIC, les deux incubateurs d'entreprise, notamment sur les start-up numériques, Palerme et Montpellier, tout cela en un jour et demi.

Je vous fais un rapport, parce que nous avons l'habitude d'entendre que les élus se promènent pour le plaisir. Cela ne les empêchera pas de le dire, mais je vous dis ce que nous avons fait. De même qu'avec Madame SANTARELLI – qui je le rappelle est Corse et non Sicilienne –, nous avons été conviés par la confrérie de Saint-Joseph et par le maire de Bastia dans la ville de Bastia et nous avons assisté à toutes les cérémonies classiques traditionnelles de la ville de Bastia, en présence du président du Conseil général, Monsieur ORLANDI, en présence du maire de Bastia, Monsieur SAVELLI, en présence de l'archevêque de Bastia, en présence du président de l'Assemblée de Corse, Monsieur Jean-Guy TALAMONI et en présence du président de l'exécutif Monsieur SIMEONI. Je le répète, parce que j'ai vu des choses fausses écrites. Nous avons déjeuné ensemble à la même table et nous avons pu échanger. Nous avons, par ailleurs, rencontré chemin faisant, sur la place qui porte le délicieux nom de place Saint-Nicolas, à Bastia – je vous le donne en mille – Madame DELCAMP – ah, vous ne connaissez pas Madame DELCAMP, ancienne directrice de cabinet de Georges Frêche – qui s'est retirée en Corse. Cela a été une rencontre improbable. Excusez-moi, mais tout de même, je vais vous dire que cette année, j'irai à Fès, à l'invitation du maire de Fès, aller-retour en un jour et demi, à Heidelberg avec Monsieur LEVITA et Madame MARION, à l'invitation du 55^e anniversaire du jumelage avec Heidelberg, aller-retour, et à Chengdu, alors là pas aller-retour, aller puis retour, à l'invitation du maire de Chengdu pour fêter le jumelage et la coopération au niveau des entreprises et de la vente du vin avec la métropole. Je vous le dis avant, comme cela vous êtes prévenus. Nous recevons le maire de Chengdu les 4, 5 et 6 mai, et je reçois samedi prochain le maire de Kos, en Grèce, une autre ville jumelle. Le président Sarkozy avait dit qu'il fallait fabriquer des échanges sur la Méditerranée. Force est de constater que les États sont incapables de le faire, mais les villes et les métropoles peuvent parler ensemble. Voilà un exemple de coopération. Rien ne vaut la coopération, c'est la meilleure solution gagnant-gagnant.

Monsieur le Maire (répondant à une intervention hors micro) : Madame DELGA disait cela ? Je ne suis pas étonné, tant mieux. Excusez-moi, Monsieur LEVITA.

Monsieur LEVITA : Cela me permet de reprendre mon souffle. Je poursuis. Vous vous souvenez que je suis à la page 70 ; rassurez-vous, il ne reste plus que quatre pages. Je vous rappelle que la ville de Montpellier est marraine de la frégate Languedoc. *Le Monde* nous a indiqué que cette frégate avait rejoint, la semaine dernière, son port d'attache à Toulon ; nous pourrons donc bientôt nous y rendre.

Nous poursuivons avec l'activité commerciale. Nous avons, à l'heure actuelle, vingt-quatre halles et marchés qu'il est nécessaire de maintenir. Des opérations sont prévues pour les estivales et les hivernales, ainsi que l'opération qui a connu, les deux dernières années, un très grand succès, l'opération Cœur de Ville en lumière, et qui sera poursuivie, ce qui nécessite un certain nombre d'investissements qui figurent sur le slide qui vous est proposé.

Dernier service, il s'agit de l'ensemble des services apportés à la population. Je vous rappelle que nous avons des services à la population décentralisés dans six quartiers de la ville. Nous avons un bureau de déclaration des naissances dans les trois maternités. Nous avons trois sites funéraires. Nous avons une qualité de l'accueil qui est certifiée quali-ville ; cette enquête indique que 97 % des usagers sont satisfaits, en augmentation par rapport à 2014, en augmentation par rapport à 2013, et que, parmi ces 97, 2/3 sont très satisfaits, ce qui montre la qualité du travail qui est fait par nos agents. *A priori* nous avons, de l'ordre statistique, 1 000 usagers qui sont reçus chaque jour par la ville et 1 500 appels qui sont gérés par notre personnel.

J'en viens à la conclusion, mes chers collègues. Ce budget, qui a été construit dans un environnement contraint, dans un environnement également rempli d'incertitudes – l'incertitude, je vous le rappelle, pour l'année prochaine, est la modification du calcul de la DGF que nous ne connaissons pas dans le détail ; des simulations nous seront données vraisemblablement vers le mois de juin, nous permettant de construire un budget 2017 –, en tout cas, ce budget réaffirme notre engagement de stabilité de la fiscalité et il a été conduit avec une maîtrise des dépenses de fonctionnement, avec le maintien du service public, voire une amélioration et un investissement qui reste élevé permettant de préparer l'avenir. Dans la situation actuelle, caractérisée – j'insiste – par l'incertitude,

je crois que nous pouvons affirmer que, pour l'instant, nous maintenons le cap. Désolé d'avoir été aussi long, mais Monsieur le Maire m'a coupé. Je vous remercie.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur LEVITA. Le débat est ouvert. Qui souhaite s'exprimer ? Madame BRISSAUD, Monsieur DELAFOSSE, Madame JAMET, Monsieur LANNELONGUE. Je vous répondrai dans quelque temps en fonction des circonstances historiques. Monsieur EL KANDOUSSI. Je mets aux voix la liste : BRISSAUD, DELAFOSSE, JAMET, LANNELONGUE, EL KANDOUSSI. Contre ? Abstentions ? Adopté. Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : J'ai noté avec attention que vous attendiez mon intervention. Effectivement, Monsieur LANNELONGUE avait levé la main avant moi, mais ce n'est pas grave, j'apprécie. Selon moi, un budget est une question de choix politiques et vous vous doutez bien que je n'aurais pas fait les mêmes que vous. Mais en cinq minutes, il va être difficile d'expliquer chacun des choix et de détailler pourquoi je n'aurais pas fait les mêmes. Comme Monsieur LEVITA l'a rappelé, vous avez insisté sur certains points, je vais donc commencer par celui qui concerne les dépenses en équipement, parce que, quand nous regardons les résultats, nous voyons tout de même que, depuis quelques années, il existe une baisse effective des dépenses en équipement, qu'il existe un transfert de compétence ces derniers mois vers la métropole, un transfert de charge vers la métropole, et pourtant cela ne se traduit pas dans le budget que vous présentez aujourd'hui par une baisse d'impôt. Je ne reviendrais pas sur ce point que nous avons largement abordé tout à l'heure et lors de précédentes séances, mais avec un tel niveau de dépenses en équipement, rien ne justifie, selon moi, un niveau d'imposition aussi élevé. Pour en revenir aux chiffres, 63 millions d'euros de dépenses en équipement, ce n'est pas très élevé pour Montpellier et je ne pense pas que cela soit une mauvaise chose en soi, si les dépenses sont orientées vers des priorités qui concernent directement les Montpelliérains, et elles ne sont pas évidentes au regard du budget que vous proposez. Pourquoi je dis cela ? Parce que, selon moi, en termes très clairs, si nous n'améliorons pas le quotidien des Montpelliérains directement en augmentant leurs revenus disponibles, alors il faut améliorer leur quotidien en répondant à des priorités fortes et nous avons eu des demandes clairement exprimées et des attentes qui le sont toujours, notamment sur la rénovation des écoles – mais cela a fait l'objet d'un autre point dans un autre Conseil municipal, je n'y reviendrai donc pas précisément –, sur l'amélioration de l'éclairage public, cela aussi, nous sommes interpellés régulièrement là-dessus. Une réflexion sur le plan de déplacement urbain me semble inévitable, nous sommes encore une fois classés parmi les cancrs français sur ce point et je pense vraiment que nous pouvons avoir une réflexion qui amènerait à des actions réelles. Et finalement, malgré ces priorités et ce qu'elles induisent en dépenses, pour garder un budget de dépenses en équipement faible, il est possible de faire des choix externes de politique publique. Le monde économique et privé pourra apporter les équipements structurants de la ville et ma sensibilité libérale me pousserait à approuver un tel choix.

Monsieur le Maire : Madame BRISSAUD, je vous coupe la parole, de quel éclairage public parlez-vous ?

Anne BRISSAUD : Attendez, Monsieur, nous irons plus tard dans le détail si vous le souhaitez. Je vais finir, j'ai à peine cinq minutes pour parler. Je ne peux imaginer le maintien des taux d'imposition avec de tels choix. La contrepartie de la prise en charge privée d'équipement public me semble être tout naturellement... Écoutez, j'ai cinq minutes pour parler, je vais finir, ensuite je vous répondrai, nous en parlerons, je vais préciser. Selon moi, bien entendu, nous pouvons faire appel au monde économique et privé pour porter des équipements structurants de la ville mais, en contrepartie, bien entendu, j'imagine que cela va naturellement avec une baisse immédiate des impôts. Sauf que, vous me répondrez, et vous avez commencé tout à l'heure, Monsieur EL KANDOUSSI, qu'il existe des charges qui empêchent cela.

S'il existe des charges, cela m'amène au point suivant que je voulais aborder aujourd'hui, qui concerne le fonctionnement de la ville, et je note une incapacité manifeste, malgré quelques politiques de mutualisation symboliques entreprises pour baisser les charges de fonctionnement, à régler cette question de la baisse des charges pour la ville, ce qui signifie clairement que l'argent des Montpelliérains sert essentiellement à payer le fonctionnement de la mairie ; cela comprenant bien entendu les charges en personnel, alors que de nombreuses compétences ont été transférées à la métropole ; pourtant, vous continuez à recruter et je le déplore. 53 % du budget de fonctionnement est constitué des charges en personnel. J'aurais compris ce chiffre s'il s'agissait d'une revalorisation du traitement des agents liée à une stratégie de management sur le court, le moyen et le long

termes, visant à encourager nos agents, à les motiver et à mieux soutenir leur évolution de carrière. Or si cette stratégie existe, elle n'est clairement pas visible.

Comme de nombreux Montpelliérains le pensent, Monsieur le Maire, je ne vois pas bien où vous voulez en venir et où vous allez. Quel est votre plan pour Montpellier et quelle est votre vision pour la ville ? Lors du débat d'orientations budgétaires, je vous ai fait part de mes réserves concernant les recettes qui reposent essentiellement sur les impôts locaux, donc sur une population qui, aujourd'hui, se sent étouffée. Quel horizon leur proposez-vous ? Un budget doit permettre de voir cela, mais votre budget montre, à la limite, une volonté de continuer à faire payer le fonctionnement actuel de la mairie et une incapacité à contenir les dérives. Merci de votre attention.

Monsieur le Maire : Merci pour votre intervention, Madame BRISSAUD.

Rabii YOUSSEUS : Pour revenir sur le point de l'éclairage public, s'il vous plaît, Madame BRISSAUD.

Monsieur le Maire : Ce que vous demande Monsieur YOUSSEUS, c'est que vous nous indiquiez les endroits où les ampoules ne marchent pas. Des exemples précis.

Anne BRISSAUD : Je peux vous envoyer une liste. Si vous vous baladez en ville, notamment sur le quartier de l'avenue de la Justice, sur les petites rues annexes, ce ne sont pas forcément des ampoules qui ne marchent pas.

Monsieur le Maire : Quelles rues, Madame ? Madame BRISSAUD, vous allez tomber, comme si vous arriviez dans le maquis en Corse, parce que j'ai été dix-sept ans conseiller général. Quelles rues, quels numéros, quels propriétaires ? J'écoute.

Anne BRISSAUD : Écoutez, ce n'est pas le prix d'une ampoule qui changera le budget.

Rabii YOUSSEUS : Il existe autre chose à faire que de changer des ampoules. J'y vais moi-même avec mon collègue Monsieur Luc ALBERNHE.

Anne BRISSAUD : Si c'est la seule chose que vous retenez.

Rabii YOUSSEUS : Je retiens ce que vous dites. J'essaie de vous éclairer là où vous n'avez pas la clairvoyance ou vous n'avez pas la vision.

Anne BRISSAUD : Parce que vous allez me dire qu'il n'existe aucune agression en ville, évidemment, que la ville est tellement sécurisée que nous n'avons pas besoin de plus d'éclairage public, que nous n'avons pas besoin de plus de sentiment de sécurité. Mais non, bien sûr.

Rabii YOUSSEUS : Je vous parle d'ampoule, Madame BRISSAUD. Je parle d'éclairage. Précisez, s'il vous plaît.

Anne BRISSAUD : Mais vous êtes adjoint à l'éclairage public, Monsieur ?

Rabii YOUSSEUS : Non pas du tout, vice-président à la métropole, à la voirie et à l'espace public, mais mon collègue Luc ALBERNHE n'est pas là aujourd'hui, donc aidez-moi à vous éclairer, s'il vous plaît.

Anne BRISSAUD : Mais nous aimerions vous entendre plus souvent sur le sujet, par ailleurs. Mais si vous le voulez, je vous envoie une liste.

Rabii YOUSSEUS : Il n'existe pas assez d'éclairage pour vous, et j'y remédierai. De même, je changerai les ampoules. Madame BRISSAUD, précisez s'il vous plaît.

Anne BRISSAUD : Je pense que vous n'êtes pas suffisamment dans la rue.

Monsieur le Maire : C'est comme cela, quand vous dites quelque chose, il faut l'assumer. Intervenant suivant, Monsieur DELAFOSSE.

Michael DELAFOSSE : Monsieur le Maire, chers collègues, ce débat suit le débat d'orientations budgétaires et je m'exprimerai donc au nom de notre groupe pour donner notre explication de vote. Certaines choses ayant été versées au débat lors du DOB, je vais les reprendre et vous dire quelle sera notre position, et je souhaite souligner que certains éléments m'ont éclairé dans la présentation, et la compréhension est appréciable, par exemple cette carte de France qui indique où la fiscalité augmente ou non. Il serait bien, aussi, d'avoir une carte de France qui montre le niveau de fiscalité avec les autres métropoles, ce qui permettrait de comparer. Monsieur le Maire, pouvez-vous exercer votre pouvoir de police de l'assemblée ?

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSE, allez-y, ne vous laissez pas perturber.

Michael DELAFOSSE : Rassurez-vous. Stabilité des taux donc, mais à Montpellier, c'est connu, la fiscalité est élevée.

Monsieur le Maire : Écoutez-moi, laissez parler Monsieur DELAFOSSE. Je veux qu'il en arrive à la conclusion, parce que j'ai parié sur le vote PS-Écologie les Verts. J'ai parié sur sa position et peut-être que je vais perdre ce soir, alors mettez-vous à ma place. Parce que vous voyez, eux aussi sont trois sur neuf, il en manque six. C'est pour cela que je vais perdre, parce que je n'avais pas prévu qu'il en manquerait six. Allez-y, Monsieur DELAFOSSE.

Michael DELAFOSSE : Il y aura six voix, parce que trois de nos collègues sont représentés et deux sont excusés, vous avez cité le député VIGNAL. Stabilité des taux, mais fiscalité qui est élevée et qui a toujours été une fiscalité associée à une dynamique de projet, et il suffit de se promener sur Montpellier pour le comprendre, avec de multiples réalisations liées au volontarisme de la puissance publique, et c'est ce qui a fait la force de notre ville, passant ainsi du vingt-cinquième au septième rang sur le plan démographique. D'autres sont derrière nous, elles ont besoin de trouver des marges pour porter des projets, c'est pour cela que je vous invite à compléter le document. Dans ce budget, nous retrouvons des éléments de continuité des politiques publiques qui ont été portées depuis longtemps et nous nous y reconnaissons, et il faudra que cela s'exécute et ce sont de bonnes choses, dans le domaine de la culture, dans le domaine de la biodiversité, dans le domaine du sport, naturellement. Ces points-là existent depuis longtemps, ils continuent, mais concernant la question des choix, nous allons mettre le propos sur les points qui nous auraient apparu nécessaires, parce que si le budget est contraint, il est toujours une expression politique de choix, d'orientations, et trois points nous apparaissent ne pas être au rendez-vous de l'ambition de notre ville et de l'époque, de la vision que nous devons porter. En effet, dans les temps troublés que nous traversons, des mots très forts sont parfois, à juste titre, prononcés, à l'image du discours du bourgmestre de Bruxelles avec Anne HIDALGO, tels que les forces du vivre ensemble, de l'éducation et de la culture, et les crédits qui font cohésion sociale, à la vie associative, à l'engagement dans la cité ; toutes ces solidarités au quotidien doivent être soutenues, et le chiffre révèle l'innombrable tissu associatif de Montpellier. Il existait là sans doute un choix autre que nous défendons, que nous avons rappelé dans cette assemblée, qu'il faut faire, qui peut-être se fera, espérons-le, par conviction : c'est le soutien aux associations qui baisse. La ville de Rennes a fait le choix – nous comparons avec une collectivité équivalente – d'augmenter le soutien aux associations. Monsieur le Maire, je termine.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSE, pendant que nous sommes aux associations et aux subventions, parce que j'entends des conseillers généraux dans les rangées qui expliquent que vous avez voté la diminution des subventions au département. Nous n'allons pas revenir dessus, nous ne sommes pas ici au département, mais quand vous y reviendrez, Monsieur DELAFOSSE, pensez à dire que, pour le tournoi féminin de tennis, j'ai reçu une lettre où les 20 000 euros étaient supprimés. Cela veut dire que, aujourd'hui, nous ne pouvons plus faire de tournoi de tennis féminin. Monsieur ABERT a la lettre sur lui. Continuez, je vous en supplie, continuez.

Michael DELAFOSSE : Si vous me suppliez. Monsieur le Maire, c'est très simple, nous allons comparer avec des collectivités comparables, parce que vous le savez, ce ne sont pas les mêmes budgets. Nous pensons que, aujourd'hui, il faut que le budget de la commune fasse un effort en faveur du tissu associatif et *a fortiori* les subventions baissent et, en même temps, pour accéder aux salles, elles doivent aussi payer, ce qui rend leur situation difficile. Donc les soutenir. Deuxième point, la question éducative.

Monsieur le Maire : Vous l'avez votée. Vous avez voté l'allocation aux associations en début de mandat. Le groupe socialiste a voté les allocations aux associations. Je ne suis pas Alzheimer.

Michael DELAFOSSE : C'est pour cela que, dans vos choix de budget, nous vous proposons d'être attentifs au financement des associations et non de les baisser d'environ 4 %. Deuxième aspect de choix, l'éducation. La commune a la responsabilité, qui a été confortée par la loi de refondation de l'école de la République en matière éducative, à travers l'accompagnement périscolaire. Si nous comparons encore une fois avec les autres communes, il existe quatre TAP qui sont offertes dans beaucoup de villes comparables. Je mets à part, évidemment, Marseille – souhaitons que nous ne lui ressemblions jamais en la matière. Montpellier reste à une offre de deux TAP. Nous vous avons suggéré lors du DOB de passer à quatre et de faire en sorte que l'offre périscolaire soit égale à d'autres communes et *a fortiori* parce que nous avons voté un vœu pour que le fonds de compensation demeure ; il est au rendez-vous et c'est pour financer cette évolution indispensable qui permet de faire en sorte que les enfants soient le plus accompagnés possible dans le temps scolaire naturellement et hors du temps scolaire. Choix de l'éducation pour préparer l'avenir et, nous l'avons souligné, le niveau d'investissement – l'éclairage, vous l'avez donné, vous avez pris la référence que nous avons utilisée, 1997 – et donc la capacité pour la ville, pour notre territoire à se projeter, à engager des projets, nous pouvons identifier tous ici les contraintes, mais il existe des projets, des investissements qui sont structurants, nécessaires, pour la qualité de vie, le cadre de vie, et là nous entendons que cela va un peu augmenter à la métropole – c'était une petite incise de début de propos, nous verrons comme cela se présente –, mais dans ce contexte, dans le contexte où les entreprises ont besoin d'activité, où Montpellier doit conforter son développement et son rayonnement, il faut maintenir un choix fort d'investissement.

Et alors je profite de ce que vous avez dit, et je termine là-dessus, par une incise. Vous avez évoqué la situation de nos universités ; le jury international, pas le gouvernement, qui attribue ou non l>IDEX – et souhaitons qu'il l'ait – regarde le dossier. Par exemple, vous aviez dit que vous alliez parler sur ce sujet, je vous propose de poser un acte, à savoir que, dans le dossier des universités, soit posé un acte ; que le maire de Montpellier, président de la métropole, dise que le tramway desservira les campus. C'est un investissement structurant qui confortera nos universités. Et, je termine, Monsieur le Maire, pour vous dire que vous avez présenté un budget, que des efforts appréciables de présentation et de compréhension ont été faits. Nous ne le voterons pas, nous ne voterons pas ce budget. Nous nous abstiendrons, voilà notre explication de vote. Nous vous remercions.

Monsieur le Maire : Merci pour votre intervention, Monsieur DELAFOSSE. J'ai perdu 50 euros. Écoutez, Monsieur DELAFOSSE, j'ai entendu, Monsieur LEVITA vous répondra sur le volume des dotations aux associations, parce que cela est important. En revanche, vous êtes bien d'accord avec moi qu'il faut l>IDEX. Vous êtes d'accord avec moi sur l>IDEX. Vous êtes d'accord avec moi sur la gare aussi. Je vous l'ai dit, je suis d'accord sur la gare à condition que nous ayons des TGV dedans. Nous y reviendrons, parce que ce sont des dossiers épineux et j'ai rencontré Madame DELGA à Toulouse aujourd'hui et cela s'est très bien passé.

Nous avons une majorité plurielle, nous avons des communistes avec nous. Il y a des fronts de gauche, des communistes, des anciens républicains, des UDI, des divers gauche, des divers droite, des écologistes de tout point. C'est une majorité citoyenne, à l'image de la France.

Nous allons tout d'abord finir les ordres de parole. Je constate, avec plaisir, que le groupe socialiste s'abstient. Madame JAMET.

France JAMET : Vous allez vite déchanter. Je n'ai pas grand-chose à dire sur ce budget. Nous avons abordé plusieurs de ces sujets, de ces points, dans le cadre du débat d'orientations budgétaires et j'avais déjà relevé que c'était un budget qui baissait globalement de 13,6 %, cela a été redit, et qui passe donc de 503 millions à 435 millions. Je ne vais pas entrer dans le détail et compter les ampoules, je ne vais pas entrer dans le détail et partir dans des envolées lyriques, mais certaines choses – parce que nous parlons d'économie – sont tout de même importantes. Par exemple, quand nous parlons des recettes de fonctionnement qui sont attendues en hausse de 1 %, vous nous parlez d'une baisse de 1 % des dotations de l'État par rapport au budget primitif 2015. Cela fait 72,8 millions et vous augmentez, parallèlement à cela, de 2 % la pression fiscale, qui rapporte 190 millions, *grosso modo*. Vous voyez bien que vous vous y retrouvez tout de même de toutes les manières et, même si tout à l'heure, ce qui m'étonne, quand nous avons abordé le sujet, et comme je le répète chaque fois,

nous avons parlé de revalorisation des bases, vous nous avez dit que ce n'était pas de votre faute, que nous pouvions dire merci à l'Assemblée nationale. C'est sûr, mais je suis étonnée tout de même. Tout à l'heure encore, vous reconnaissiez cette revalorisation de la base et vous reconnaissiez les taux excessifs de la fiscalité sur nos compatriotes, mais vous ne remettiez absolument pas en question votre politique ou vos choix. Je considère que les impôts vont augmenter à Montpellier parce que, parallèlement à cela, l'inflation, etc., quoi que vous en disiez, le pouvoir d'achat, tout cela est en train de s'effondrer, et je pense aussi que – tout à l'heure, comme je vous en parlais – ce taux de 160 % par rapport au ratio de mobilisation du potentiel fiscal est important.

Après, les dépenses de fonctionnement étaient prévues en hausse de 1,5 %. Vous nous dites que les charges courantes augmentent de 0,9 % ; vous aviez, je crois, prévu de les baisser de 5 %. Les dépenses de personnel augmentent de 2,2 %, vous aviez prévu une hausse de 2 %. Il faudra m'expliquer aussi – cela ne remet pas en question les capacités, les qualités du personnel municipal – comment, en transférant, comme vous l'avez rappelé tout à l'heure, 195 agents à la métropole – chaque fois nous avons relevé et nous avons dénoncé cette inclination vers les délégations de service public qui semble vous habitez de plus en plus –, vous arrivez à ne pas faire plus d'économies sur le fonctionnement. Je rappelle aussi que ce ne sont pas 53 %, mais 56,1 % que nous pouvons relever par rapport au ratio des dépenses de personnel sur les recettes réelles de fonctionnement.

Le troisième point qui est important est celui des dépenses d'investissement qui étaient prévues et qui sont prévues en baisse de 32,4 %. Un débat a eu lieu la dernière fois, 60 millions d'euros pour 2016, et tout le monde s'était accordé à dire que nous n'avions jamais vu des chiffres aussi mauvais, sinon depuis Madame Mandroux, ce qui n'est pas une bonne chose, vous en conviendrez. Des coupes claires dans le budget investissement...

Monsieur le Maire : Ne dites pas de mal de la première femme maire la ville de Montpellier depuis la création de la ville.

Franche JAMET : Non, je dis du mal de votre budget. Je ne voulais pas rejoindre celui qui m'a précédé, mais le budget investissement est vraiment un des budgets qui est le plus important. C'est vraiment le budget sur lequel vous auriez dû être beaucoup plus volontaire, beaucoup plus volontariste ; vous auriez dû aborder ce budget d'une façon totalement différente et, en tout cas, ce n'est pas, selon nous, le bon angle. Les dépenses d'équipement brutes par habitant baissent de 34 euros pour atteindre 230 euros par habitant, ce n'est vraiment pas suffisant par rapport – je ne vais pas vous ressortir tous les chiffres – à ce qui est prélevé chaque année sur chacun de nos compatriotes.

Alors, après, tout à l'heure, vous reparliez effectivement de la capacité de désendettement qui est toujours dans le rouge, mais effectivement tout le monde le fait. La dernière fois, quand je parlais de passe-passe, c'était peut-être maladroit, je vous le concède, mais je trouve ahurissant que vous en fassiez ; vous les passez à droite, à gauche, etc., et vous finissez par en faire une lecture qui était totalement positive, alors que je la considère comme négative. Huit à dix ans dans le rouge, c'est grave, et quand vous comparez – d'ailleurs comparaison n'est pas raison – par rapport aux autres villes comme Marseille, je crois que la plupart des villes, que ce soit dans la gestion économique, sociale, etc. – puisque vous avez vu Monsieur KANER – en France ne vont pas bien à tout point de vue, d'un point de vue sécurité, social, économique, etc. Si nous sommes dans une situation catastrophique, ici, et au plan national dans un pays tout de même qui revendique une dette de 2 096 milliards d'euros, alors qu'en fait nous pensons qu'elle est plutôt autour de 3 milliards, vous ne pouvez pas comparer et vous ne pouvez pas dire, évidemment, que tout le monde le fait, ce n'est pas un bon raisonnement. Les dépenses réelles de fonctionnement ajoutées au remboursement du capital de la dette sur les recettes de fonctionnement, nous arrivons à un total de 97 %. Cela veut dire que vous n'avez aucune marge de manœuvre. Et tout à l'heure, vous l'avez dit et il est vrai que c'est très dangereux, l'épargne nette fond comme neige au soleil et cela est très grave.

Si je peux conclure de façon très technique, économique, ma vision, sans économies réelles sur les dépenses de fonctionnement qui augmentent de 1,5 %, et malgré les coupes claires que vous faites dans l'investissement qui n'est pas une bonne chose de - 32,4 %, la capacité de désendettement de la ville qui est toujours dans le rouge, qui est un très mauvais marqueur, la baisse continue de l'épargne nette qui contraint de fait la ville à ne plus pouvoir investir, je crois que nous ne pouvons pas voter ce budget. Ceci dit, évidemment, d'un point de vue plus politique, puisque nous n'avons pas pu forcément l'aborder au dernier budget, je vous reproche finalement de

faire beaucoup d'annonces, beaucoup de pub, beaucoup de com. Le coup de pub, ou le coup de com, ou le coup tout court, que vous avez fait sur Montpellier Evens, je dis chapeau.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas un coup de pub.

France JAMET : Non, j'ai dit un coup tout court. Un bon coup.

Monsieur le Maire : Attendez, nous sommes majoritaires. Tous les équipements sont sur le territoire de la métropole. Nous sommes avec des élus qui ne viennent pas siéger. Que voulez-vous que je fasse ?

France JAMET : Je vous dis bravo. Vous voyez. Là, oui. Mais je dis que je considère plus cela comme de la com. Je vous rends grâce aussi finalement, je l'ai vu, de ce coup de pub ou ce coup tout court ou ce coup de com que vous avez fait avec cette opération sur le Tour de France puisque, comme moi, vous trouvez effectivement que le vin chilien sur le Tour de France est une chose qui est parfaitement scandaleuse. Je vous avais interpellé, et je vous avais même, par ailleurs, écrit une lettre sur ce sujet.

Monsieur le Maire : Madame JAMET, vous n'avez pas été la seule à vous exprimer, Madame DELGA l'a fait aussi. Il faut rendre à César ce qui appartient à César.

France JAMET : Et au Front National ce qui appartient au Front National aussi.

Monsieur le Maire : Nous n'avons pas fait qu'en parler, nous avons fait des propositions concrètes pour faire connaître les viticulteurs de l'Hérault lors du passage du Tour de France et contrebalancer l'effet dû au contrat qui a été passé par la direction du Tour et les vins chiliens. Nous n'avons pas fait que parler.

France JAMET : Il ne manquerait plus que vous ne fassiez que parler.

Monsieur le Maire : Nous sommes en train de le mettre en place, avec les vins de pays du Languedoc, avec les vins de l'Hérault et avec la Chambre d'agriculture, et nous ferons bientôt une communication sur ce sujet, parce que le jour de l'arrivée, le 13, nous essaierons de mettre en place des stands pour faire connaître – Monsieur MANUEL, nous avons fait cela ensemble – les vins de l'Hérault et les produits de l'Hérault sur l'arrivée du Tour de France et peut-être le lendemain au départ sur la place de la Comédie. Nous défendons les filières courtes. Ce ne sont pas uniquement les régions qui ont des capacités économiques. Par ailleurs, à ce propos, j'ai oublié de vous dire tout à l'heure que j'avais écrit à Madame DELGA, comme la loi me le permet en tant que président de métropole, afin de lui demander de nous concéder la compétence économique sur les territoires métropolitains. Elle est en droit de refuser.

France JAMET : Ceci dit, si je peux terminer mon propos et tout de même vous répondre, je tiens à dire que nous avons été les premiers à le relever, même si, pour certains, cela était connu depuis plus d'un an. J'ai, moi aussi, rencontré Monsieur DESPEY ; j'ai, moi aussi, essayé de contribuer, et je crois que si chacun de nous a contribué à cette consolation, finalement – même si je crois que, si nous abordons le sujet, il faudra à un moment ou à un autre reparler de la loi Évin –, je considère qu'à ce moment-là il ne doit pas y avoir de clivage politique et quand les uns en parlent, les autres n'ont pas à le taire, et quand des choses sont faites, il faut le faire. Je suis fière d'avoir interpellé les maires et les interprofessions ; je suis fière d'être intervenue ici et, même si vous avez l'impression que c'est peu de chose, je pense que si chacun de nous peut contribuer à la défense des terroirs et des traditions, etc., et de notre vin – dans ce cas de figure avec le vin sur le Tour de France –, je crois que nous ne pouvons que nous en réjouir tous. Ceci dit, d'un autre point de vue aussi politique, j'ai remarqué la dernière fois que vous aviez l'oreille musicale, vous avez vraisemblablement le pied agile, vous êtes l'expert du tango argentin...

Monsieur le Maire : Vous me faites des compliments là, mais je suis très mauvais en tango argentin. J'ai été croqué deux fois, une fois avec Madame JANNIN et une fois avec Madame FILIPPETTI, mais je suis très mauvais – ce sont les dessinateurs qui ont fait cela – en danse de salon.

France JAMET : Je ne parle pas des dessinateurs. Politiquement, ces volte-face et ces virevoltes que vous faites avec les effets d'annonce, etc., sur la Mogère, sur la ligne 5, sur Ode, etc., soit c'est de l'équilibrisme, soit

de l'acrobatie. Voilà pour votre souplesse. Dernière chose que je voulais vous dire, d'un point de vue positif, vraisemblablement, je suis sûre que vous avez une vision moderne de votre mandat et je crois que vous n'êtes pas le seul ; je crois que nous sommes obligés de remarquer que, comme beaucoup d'autres maires, vous rencontrez les mêmes difficultés, et vous avez les mêmes problèmes pour les résoudre. Le seul reproche que je pourrais vous faire, finalement, dans ce monde cruel, est que, comme tous les autres maires qui se retrouvent dans votre position, vous êtes budgétivore et vous êtes « fiscalophile ». Non, ce n'est pas une grossièreté, pour moi peut-être en tant que Front National, mais je sais que vous vous y faites et que cela est entré dans les mœurs. Ce sont les quelques remarques que je voulais vous faire sur ce budget primitif.

Monsieur le Maire : Merci, Madame JAMET. Je passe à l'intervenant suivant, Madame BRISSAUD. Excusez-moi, j'ai fait une erreur, Monsieur LANNELONGUE. Pardon.

Gérard LANNELONGUE : Déjà vous ne regardez jamais sur la droite de votre angle de vision ; déjà nous intervenons à la fin dans un débat éculé où beaucoup de gens ont dit la même chose ; déjà, Monsieur le Maire, vos débats sont bourrés de digressions, avouez qu'il est compliqué d'intervenir dans ce contexte-là.

Monsieur le Maire : C'est fait exprès.

Gérard LANNELONGUE : J'ai bien compris, mais enfin, écoutez, vous m'avez confié la présidence de la Commission des finances, franchement, je ne suis pas persuadé que tout le monde soit intéressé par les chiffres – c'est un euphémisme – alors intervenir dans ces conditions-là, c'est un peu compliqué. Je vais faire court, beaucoup de choses ont été dites et, de plus, intervenir comme cela m'agace. Premier point, cela a été dit et redit, pour revenir à la Commission des finances, nous avons souligné de manière unanime que cela était bien, et je l'ai fait, de ne pas augmenter les taux, parce que, pour une fois qu'un homme politique en exercice respecte ses engagements, je dis que cela est méritoire. Tout cela me convient, je le dis au cas où cela risquerait d'être oublié après lors des propos liminaires, plus ou moins intéressants. En revanche, il existe des points qui sont indiscutablement négatifs dans ce budget. Il ne faut pas – c'est un débat que nous avons souvent avec Monsieur LEVITA – minimiser ce qu'est la réalité de la pression fiscale de cette ville, elle est réelle. Deux chiffres, pour donner des chiffres tout de même, en 2014 les impôts représentaient donc 682 euros par habitant, sur les chiffres que je tiens de la DGCL – la direction générale des collectivités locales – ; en 2016, ils sont à 773 euros par habitant, nous ne pouvons pas dire que cela est neutre. Ce n'est pas neutre, la pression fiscale demeure élevée. La prochaine fois, je vous servirai – puisque certains aiment les comparaisons – d'autres impôts par habitant, par tête.

Sur l'utilisation de cet argent, de cette masse, il est clair que les dépenses d'équipement à 63 400 000 euros sont historiquement basses. C'est bas, nous ne pouvons pas dire le contraire. Deux ans plus tôt, elles étaient à 120 millions. Après, évidemment, nous pouvons dire que nous n'avons pas les moyens ; nous ne pouvons pas non plus tout faire, je l'entends, mais, pour autant, il faut tout de même acter cela ; ce n'est pas moi qui gère, c'est vous qui gérez et donc le constat est qu'il est vrai que, là, nous sommes tout de même assez bas. Autre point, sur ces 63 400 000 euros de dépense d'équipement, je sais qu'il faut neutraliser à la fois le remboursement de l'emprunt de l'Hôtel de Ville – et du transfert aussi – et les dépenses de voirie. Mais là, le calcul que j'ai fait mérite d'être repris, peut-être, nous serions autour – si nous comparons à périmètre égal – de 94 millions d'euros, et nous sommes donc à 63 millions d'euros. Pour le coup, une baisse importante est tout de même à noter. Nous pouvons nous demander aussi pourquoi, parce que, finalement, l'argent va beaucoup sur les charges de personnel et je voudrais y revenir deux secondes. En 2013, ces charges de personnel étaient de 157 millions d'euros ; aujourd'hui, elles sont à 170 millions d'euros. Il est vrai que l'augmentation n'est que de 2,2 %, mais en masse, cela fait beaucoup ; donc, à un moment donné, vous allez vous trouver dans une sorte – avec les contraintes budgétaires que vous avez – de masse où, si vous ne réduisez pas cette masse – je dis bien réduire cette masse, pas juste la maîtriser à 2 % –, vous allez avoir, et continuer d'avoir, des problèmes et serez obligé, à ce moment-là, de sous-investir. J'ai une interrogation, par ailleurs, là-dessus, suite à ce qui a été fait à la Commission des finances. 195 agents sont transférés. Peut-être ai-je mal entendu, mais cela donnait une masse financière de 1,5 million – ou j'ai mal compris –, mais cela n'est pas possible. 195 agents à 1,5 million, cela fait des agents à 8 000 euros, ce n'est pas possible. Cela est donc à vérifier, mais c'est une interrogation. Cela me semble bizarre, mais, pour le coup, si nous voulons neutraliser ces 2,2 %, ce transfert, pour moi – je l'ai déjà dit –, il n'est pas clair à ce niveau-là.

Bon, l'emprunt, beaucoup de personnes en ont parlé, je ne vais pas épiloguer là-dessus. Il est ce qu'il est, il est relativement important. Si vous voulez, je voudrais essayer d'avoir une légère perspective. Je ne suis pas à la place de Monsieur LEVITA, surtout pas, j'essaie simplement d'être à la fois concret et constructif. Des menaces pèsent, nous les connaissons, ce sont des contraintes externes, pour tout ce qui est dotation. Sur les contraintes internes, j'insiste là-dessus, pour moi, essentiellement, ce sont les dépenses de personnel. Voilà la synthèse claire et nette que je pourrais faire, chers collègues, Monsieur le Maire, sur ce budget. Beaucoup de choses ont été dites, je n'y reviens pas pour ne pas lasser.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LANNELONGUE. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, mes chers collègues, tout d'abord je voudrais féliciter, au nom du groupe majoritaire, notre collègue et camarade Max LEVITA et l'ensemble de la direction des services pour le travail accompli.

Monsieur le Maire : Vous avez dit camarade, Monsieur EL KANDOUSSI ?

Abdi EL KANDOUSSI : Mais Monsieur MARTIN n'est pas là, alors je compense. Je continue. Malgré un contexte complexe, ce budget est honnête, car il est basé sur un taux d'imposition qui reste à 0 % d'augmentation. Pour cette troisième année de mandat, en 2016, nous maintenons une fiscalité stable. Nous proposons un budget avec un montant global d'investissement porté à 78 millions d'euros. 63 millions pour 2016 et un report de 15 millions d'euros, Monsieur LANNELONGUE, non affectés en 2015, ce qui permettra de soutenir l'emploi, les entreprises et l'activité de notre commune. C'est un investissement qui est soutenu, qui est fort et qui est fléché. Monsieur DELAFOSSE, rien que pour cela, vous devriez vous excuser, vous devriez faire comme Monsieur CAMBADÉLIS, qui s'est excusé, votre premier secrétaire national ; vous devriez le prendre comme exemple et faire la même chose. C'est un budget réaliste dans un contexte contraint par les baisses de dotation de l'État. Sur la période 2015-2017, ce sont 10 milliards d'euros en moins qui ne seront pas attribués aux collectivités. Cette année encore, il faudra compter sur une baisse des dotations de l'ordre de 4 %. C'est donc un véritable challenge de faire mieux, non pas avec moins – Madame JAMET, je change la phrase –, mais faire mieux avec toujours moins. Dans ce but, des économies ont été faites tout en préservant le service public. Ces économies ne sont pas réalisées sur le service à la population, je tiens à le souligner, elles se font sur la dette communale, le protocole entre autres. Ces choix permettent de poursuivre un plan d'action ambitieux pour la ville : trois nouveaux programmes scolaires, de nouvelles Halles Laissac, le développement et la préservation du poumon vert qu'est l'EAI, la mise en accessibilité du patrimoine municipal, la pérennisation du parc du Lunaret. C'est un budget qui relève les défis, qui est porteur d'un avenir serein et qui répond aux attentes et à l'exigence des Montpelliérains, qui nous le disent, par ailleurs, tous les jours – et je pense que nous l'entendrons dans les jours à venir également lors des réunions de quartier –, de ne pas augmenter les impôts. Je vous précise enfin qu'il fait de Montpellier la seule grande commune des villes et métropoles, hors Paris – comme l'a indiqué tout à l'heure Monsieur le Maire – à ne pas augmenter ses taux de fiscalité. Monsieur le Maire, vous nous proposez aujourd'hui un budget 2016 responsable et décisif ; c'est avec conviction que le groupe majoritaire votera ce budget.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur EL KANDOUSSI. Je vais donner la parole à Max LEVITA qui va répondre à un certain nombre d'interrogations qui ont été posées dans le débat, puis je vous dirai un petit mot.

Max LEVITA : Tout d'abord, je remercie mon collègue EL KANDOUSSI pour son soutien. Je vais répondre à un certain nombre de choses. Madame BRISSAUD, je pense que vous n'avez pas compris le mécanisme du transfert à la métropole, dans ce que vous avez indiqué, je suis désolé. Vous nous parlez de l'éclairage public, il a été transféré à la métropole, c'est pour cela que Monsieur Rabii YOUSSEF a protesté, parce que cela relève de sa compétence, il s'est donc senti visé, à mauvais titre, par ailleurs. Dans le transfert à la métropole, ainsi que nous l'avons indiqué vingt mille fois, il n'existe aucun tour de passe-passe, contrairement à ce que raconte Madame JAMET, mais je n'arriverai pas à la convaincre. Nous avons transféré un certain nombre de compétences et ces compétences ont été transférées en suivant le principe de la neutralité budgétaire, c'est-à-dire que ce que nous payions avant, nous avons donné l'argent à la métropole pour qu'elle le fasse à notre place. Il n'existe donc aucune manipulation de quelque ordre que ce soit dans ce transfert.

Aujourd'hui, nous sommes dans une phase d'incertitude, que j'interprète d'une façon différente pour discuter, pour débattre avec Michael DELAFOSSE. Un premier point, vous demandez à faire des comparaisons de fiscalité. Je veux bien faire tous les niveaux de fiscalité que vous voulez, cela n'a strictement aucun sens de transférer ; vous le savez bien, si je compare Neuilly avec Montpellier, le calcul de la valeur locative moyenne est très différent, nous avons le même problème au niveau de l'agglomération, au niveau de la métropole. Nous sommes trente et une communes et les variations de ce taux sont tellement importantes que cela varie entre le plus faible et le plus élevé de 1 à 2, et cela est pareil si nous nous comparons à Nice ou si nous nous comparons à Toulouse ; mais je veux bien vous faire cette opération, qui n'a pas beaucoup de sens, de comparer de métropole à métropole, sauf que, si vous voulez, aujourd'hui, en ne touchant pas à nos taux, nous faisons une opération extrêmement compliquée, extrêmement difficile, d'autant plus que le maire maintient sa promesse sur les années à venir. Cela introduit un volontarisme absolument extraordinaire, c'est un acte héroïque, je le maintiens.

Il existe un choix politique, que vous pouvez ne pas partager, je le comprends très bien, mais dites-vous bien – que nous soyons bien d'accord – que si vous voulez que nous augmentions l'investissement, c'est facile, nous augmentons la fiscalité. Il n'existe pas d'autre solution. Monsieur LANNELONGUE plaide, et pourquoi pas, pour une baisse des dépenses de personnel, nous nous y employons, mon ami et collègue EL KANDOUSSI s'y attache avec les difficultés dont la presse rend compte. Ce n'est pas si facile que cela. Nous le faisons, nous tentons de le faire, cela ne peut pas se faire à court terme, cela se fera à moyen terme, à condition que la politique que nous proposons soit couronnée de succès. Sur ce point-là, je veux bien augmenter les investissements, cela ne fait aucune difficulté, à condition que nous augmentions la fiscalité. Si ce point est réglé, nous avons deux visions politiques que je comprends, nous pouvons accepter. Ce matin nous étions, avec Monsieur le Maire et avec Monsieur le président de la métropole, à Toulouse pour discuter du programme ferroviaire. C'était très rigolo parce que nous avons trouvé les mêmes arguments. Le président de la région Aquitaine a dit au gouvernement : « Nous disons que c'est à votre tour. La vallée du Rhône est équipée, l'Alsace est équipée, nous ne sommes pas équipés, c'est notre tour. » Pourquoi pas. La ligne 5 nous fait la même opération. Cela ne relève pas de la mairie, cela relève de la métropole. Qu'il existe un problème de mobilité sur cet espace, le maire-président n'a jamais dit le contraire, nous sommes tout à fait d'accord. Que ce problème soit résolu par le tram, ce n'est pas évident, il existe d'autres solutions. D'autant plus que le tram pose deux problèmes. Un problème d'investissement, pour le moment, dans le trajet ancien que notre collègue a établi, le programme est de 400 millions qu'il faut donc financer. J'entends bien que le département a indiqué qu'il apporterait son soutien, mais combien ? La région apporte son soutien, combien ? Les chiffres sont de l'ordre de 30 à 40 millions.

Monsieur le Maire : Justement, c'est pour cela que je veux que nous fléchions les crédits avec la région, parce que, sur le volet métropolitain, je veux savoir combien ils mettent, et non à déterminer. Même chose pour le zoo, même chose pour le conservatoire à rayonnement régional, même chose pour le centre d'art contemporain, etc., etc.

Max LEVITA : L'investissement. Supposant, dans le meilleur des cas, que nous récupérions une centaine de millions, reste 300 millions à financer. Ces 300 millions ne sont pas un problème dans l'immédiat. Les taux d'intérêt, aujourd'hui, sont faibles, nous pouvons avoir des taux d'intérêt à moins de 1 % sur vingt ans. Ce n'est pas un problème. La BEI peut nous soutenir, il n'existe pas de difficulté. Sauf que cela va tout de même entraîner des remboursements en capital, cela va entraîner des dépenses d'intérêt qui vont peser sur le budget de fonctionnement. Reste également qu'une ligne 5 est en déséquilibre. C'est la même chose pour les TGV. Tout le monde veut des TGV, sauf que le rapport de la Cour des comptes – je suis l'un des rares à croire aux rapports de la Cour des comptes, mais j'y crois – montre qu'aucun TGV n'est rentable, sauf Paris-Lyon. Il existe donc un déficit, qui est pris en charge par qui ? Par la métropole, qui va venir sur le budget de fonctionnement, qui va venir en diminution de notre épargne brute, donc en diminution de nos investissements. C'est bien là le problème de la politique nationale. Je ne critique pas la politique nationale, je ne l'admets pas, elle s'impose à nous. Nous avons une diminution des dotations de l'État. Reste pour l'année prochaine, dans l'incertitude dans laquelle nous sommes, un débat ; un ministre dit que, l'année prochaine, la diminution sera moins importante que cette année. Le ministre du Budget dit qu'il n'en est pas question. Là-dedans, il est facile de construire un budget 2017, or, là, nous avons construit le budget 2016 pour avoir le maximum de libertés sur le budget 2017.

À l'heure actuelle, non, la ligne 5 est dans le schéma ancien. Cela n'interdit pas, et le président a demandé au service à la métropole de calculer un nouveau schéma, mais dans l'état actuel, il n'est pas finançable.

Le niveau d'investissement. Je vous ai indiqué que, pour nous les comptables et les financiers, nous aurions aimé 50 millions ; nous sommes à 63 millions, cela fait 30 % en plus, et l'année prochaine, je suis désolé, par rapport à ce qui est prévu, nous allons demander 50 % de diminution. Si vous avez ce débat cette année, l'année prochaine va être encore pire, mes chers collègues. Nous sommes dans une situation, vous ne pouvez pas l'entendre, je suis désolé, je ne veux pas être méchant, mais, à mon avis, vous êtes encore au temps de l'inflation, vous êtes encore au temps de la dette, et il est vrai que tant que la France peut utiliser l'inflation – qui est une technique remarquable, extraordinaire sur le plan économique –, cela permet de financer les investissements. Quand nous avons fini l'inflation, nous sommes passés à la dette. Aujourd'hui, nous avons 2 000 milliards, nous ne sommes plus dans cette possibilité. Nous sommes donc dans une nouvelle ère. Comment s'adapter à cette nouvelle ère, c'est le premier pas que nous faisons dans ce domaine-là. Que cela ne soit pas bien, je ne vois pas d'autre solution, sauf d'augmenter les impôts, ce que font d'autres collectivités, et nous les citons pour dire que c'est ce qu'elles ont fait, elles ne sont pas meilleures ou moins bonnes que nous, elles ont résolu leurs problèmes, elles, par l'augmentation d'impôts.

Me dire que nous baissons les subventions aux associations, cela n'est pas sérieux. Nous les baissons de 200 000 euros en tenant compte du fait que nous transférons un certain nombre de subventions à la métropole et, quand nous les transférons, elles sont compensées ; le transfert à l'office du tourisme est compensé. Cet argument ne me paraît pas très sérieux. Monsieur LANNELONGUE, Monsieur le président de la Commission des finances, j'enregistre votre satisfaction avec plaisir sur le maintien des taux, puisque vous êtes conscient de la situation dans laquelle nous sommes et que nous essayons de résoudre avec les moyens dont nous disposons. Au total, cette année, par rapport à ce que je vous ai dit et ce qui nous attend l'année prochaine, le budget est très bon. L'année prochaine, ce sera une autre opération. Si l'État maintient sa baisse des dotations, si l'État maintient ses prévisions, mais cela nous allons le voir sur le nouveau calcul de la dotation globale de fonctionnement, les temps sont difficiles pour les collectivités locales et j'ai toujours dit que je ne comprends toujours pas cette situation de diminution des dotations de l'État. Nous la connaissons, l'État a annoncé cela trois ans plus tôt. Nous savions très bien. J'ai demandé à Monsieur DOMEIZEL de faire tourner les ordinateurs de la ville, et ils ont tourné, et nous savons très bien ce que nous pouvions attendre comme conclusions. Je ne comprends pas que les grandes associations d'élus n'aient pas fait ces études trois ans plus tôt, quatre ans plus tôt, et qu'elles n'aient pas protesté. Maintenant, cela me paraît un peu tard. Je ne comprends pas que les partis politiques qui sont censés enregistrer ce genre de choses n'aient pas protesté en leur temps sur une situation à laquelle nous ne pouvons pas échapper, au moins à court terme. Qu'une réflexion à moyen terme et à long terme soit nécessaire, cela, je vous l'accorde. Je crois que j'ai répondu à toutes les questions posées, Monsieur le Maire.

Applaudissements.

Max LEVITA : Simplement, Monsieur LANNELONGUE, je déteste m'opposer à vous, mais nous allons comparer nos sources, parce que la moyenne d'impôt par habitant passe, dans mes calculs, à Montpellier, de 682 à 689 euros, ce qui est une augmentation ; elle est de l'ordre de 1 %, c'est une augmentation, mais nous comparerons nos statistiques. Vous savez bien que la statistique, DISRAELI l'a dit, est l'art du mensonge ; nous verrons à partir de quoi nous faisons ce calcul.

Max LEVITA (répondant à une intervention hors micro de Gérard LANNELONGUE) : Monsieur le président de la Commission des finances, je l'ai mis dans le texte. Sauf que – que nous nous entendions bien – vous avez raison, la DSU compense en partie la baisse des dotations, mais pourquoi existe-t-il une DSU ? Parce que nous estimons qu'il existe des villes avantagées et des villes désavantagées, donc je ne sais pas comment le calculer. Il est vrai que, en partie, cela compense, mais cela veut dire que la DSU ne sert à rien. Le montant de la DSU, qui était prévu à 300 millions, doit monter à 2 milliards, cela répond à une politique nationale. À partir du moment où nous calculons de la manière que vous indiquez, cela signifie que cette politique nationale n'a plus de contenu, mais nous pouvons en discuter, nous pouvons en débattre.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LEVITA. J'aurais deux mots à dire. Tout d'abord, il est facile d'être généreux avec l'argent des autres et le courage en politique est quelquefois de prendre des décisions qui peuvent

paraître difficiles, voire impopulaires. Monsieur Hollande, dans sa campagne nationale, a dit que son ennemi était la banque. Et aujourd'hui, sur les états ferroviaires de la grande région, que disaient les élus présents ? Ils disaient que la SNCF, pour la LGV, a tout abandonné, 35 milliards de déficit ; concernant les trains du quotidien, il faut moderniser les voies, et aujourd'hui la modernisation des voies ferrées ne se fait plus, ou ne se fait que par tronçons faibles. Monsieur MÉRIC, président du Conseil départemental de Haute-Garonne, est allé totalement dans mon sens sur le fait qu'il fallait de grandes politiques publiques pour l'aménagement du territoire, parce que nous étions à bout de souffle sur les grandes structures, les grands équipements. Je fais les plus, les moins, je trace un trait, comme à l'école. Je regarde la France et je dis que la seule ville dont la majorité est une équipe citoyenne, est la seule ville qui n'augmente pas les impôts.

Monsieur le Maire (répondant à une intervention hors micro de France JAMET) : Vous avez parlé, Madame JAMET. Hier, j'animais une table ronde avec le député-maire de Martigues, Monsieur Gaby CHARROUX, communiste, qui a écrit un livre très intéressant – il est impliqué dans le processus de construction de la métropole de Marseille – qui s'appelle *Métropole : un autre chemin, une autre façon de procéder*. Nous sommes bien d'accord, intuitivement, naturellement, sur les outils politiques qu'il fallait créer pour arriver à concevoir une métropole de façon démocratique, parce que Max LEVITA ne l'a pas dit, mais je vais vous le dire, si nous n'avions pas construit la métropole de Montpellier, nous serions tombés de 60 euros à 45 euros par habitant en DGF et, là, nous serions totalement écrasés par la fiscalité. Donc gloire aux trente et un maires qui, dans leur grande sagesse, ont voté à la majorité qualifiée la métropole de Montpellier de façon démocratique, cela nous permet aujourd'hui de pouvoir assurer une conduite des opérations villes et métropole qui répond à l'engagement que nous avons passé avec les Montpelliérains, 0 % d'augmentation d'impôts. C'est tout simple. Je mets aux voix.

Max LEVITA : Juste, Monsieur le Maire, permettez-moi de donner un chiffre. Nous sommes attentifs à l'investissement, parce que, effectivement, c'est une variable fondamentale pour l'avenir. Je voudrais vous indiquer qu'il est prévu tout de même 63 millions au niveau de la ville ; il faut ajouter 2,5 millions, que vous avez dans le texte, qui sont prévus par le CCAS ; il faut ajouter 209 millions qui sont prévus par la métropole, en augmentation de 17 %, par rapport à l'année dernière ; il faut ajouter 97 millions qui sont prévus au budget de la SERB ; il faut ajouter 75 millions qui sont prévus au budget d'ACM ; nous sommes environ à 450 millions d'investissement. Autrement dit, le secteur public joue en 2016 son rôle de soutien à l'activité économique au niveau de la métropole.

Pour : 48

Contre : 3 (Audrey LLEDO, France JAMET et Anne BRISSAUD)

Abstentions : 11 (Jean-Pierre MOURE (avec la procuration de Julie FRECHE), Michael DELAFOSSE (avec la procuration d'Hervé MARTIN), Françoise BONNET (avec la procuration de Clare HART), Gérard LANNELONGUE (avec la procuration de Jacques DOMERGUE), Nancy CANAUD et Christian DUMONT (avec la procuration de Alex LARUE))

Adopté à la majorité.

Mesdames DEMON et BARTHAS-ORSAL sortent de séance.

4. Mise en lumière de la porte de la Vierge de la cathédrale Saint-Pierre de Montpellier

Convention tripartite d'autorisation d'implantation et de gestion d'une installation d'éclairage entre la Ville de Montpellier, la société de transport de Montpellier Méditerranée Métropole (TaM) et le service de la conservation de la DRAC LRMP.

Autorisation de signer les documents

Un projet de mise en valeur par la lumière du patrimoine historique du centre-ville de Montpellier est prévu dans le cadre des travaux de bouclage de la 4^e ligne de tramway.

Dans le cadre de cette mise en lumière, compte tenu de l'intérêt patrimonial que représente la porte de la Vierge de la cathédrale Saint Pierre dans le centre historique, la Ville de Montpellier a proposé de prendre en charge la mise en lumière de la façade de la porte de la Vierge en accompagnement de la mise en lumière déjà réalisée sur la façade principale de la cathédrale.

Le coût global de mise en lumière de la porte de la Vierge de la cathédrale Saint Pierre s'élève à 40 000 € HT.

La mise en lumière de la porte de la Vierge nécessite la réalisation d'un réseau électrique et la mise en place d'équipements d'éclairage à l'intérieur du domaine privé : sur la façade de la Cathédrale, propriété de l'État dont le représentant est le service de la Conservation des monuments historiques de la Direction régionale des affaires culturelles Languedoc Roussillon Midi Pyrénées.

À ce titre, TaM, maître d'ouvrage mandaté de Montpellier Méditerranée Métropole réalisera les travaux d'installation d'éclairage architectural sur la façade de la cathédrale pour le compte de la Ville de Montpellier au titre des opérations connexes au tramway. La Ville de Montpellier sera chargée de l'exploitation et de l'entretien des installations.

Il est donc nécessaire d'établir une convention tripartite entre la société dénommée Transports de Montpellier Méditerranée Métropole (TaM), la Ville de Montpellier et le service de la Conservation des monuments historiques de la DRAC afin de définir les modalités de réalisation des travaux et de gestion de l'installation d'éclairage située sur la façade de la cathédrale st Pierre, domaine privé de la cathédrale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention tripartite entre la société dénommée Transports de Montpellier Méditerranée Métropole (TaM), la Ville de Montpellier et le service de la Conservation des monuments historiques de la DRAC LRMP pour la réalisation des travaux et la gestion de l'installation future d'éclairage de mise en lumière de la porte de la Vierge de la cathédrale st Pierre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer cette convention avec le représentant légal de la DRAC LRMP et le directeur général de TaM et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Montpellier Grand Cœur est la mise en lumière du portail de la Vierge. Le portail de la Vierge est le portail de la cathédrale qui se trouve du côté de la rue du Cardinal Cabrières et qui est sculpté magnifiquement. Il a été restauré au début du XX^e siècle par un sculpteur montpelliérain dont nous sommes assez peu à connaître le nom. Seuls Monsieur BARRAL et moi connaissons – personne ne lève le doigt – Auguste Baussan qui a son buste dans le square de la Tour des Pins, qui est proche de la cathédrale Saint-Pierre. Cet éclairage sera fait à partir de LED qui seront positionnés sur l'éclairage public de l'autre côté. C'est le portail par lequel le cardinal de Cabrières a laissé entrer, pendant la révolte de 1907, les vignerons à qui il a permis d'occuper la cathédrale, qui étaient en révolte contre l'État.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames DEMON et BARTHAS-ORSAL entrent en séance. Madame LEVY-RAMEAU sort de séance

5. « Habitat abordable »

Mise en concurrence pour la vente d'un terrain situé 190, rue du Caroux Parcelle cadastrée AP 354p

La Ville est propriétaire du terrain nu, partiellement arboré, cadastré AP 354 d'une superficie de 3662m², situé 190 rue du Caroux et actuellement classé en zone urbaine 2U2-2bw du plan local d'urbanisme.

Cette parcelle, non spécialement aménagée et non affectée à un service public, fait partie du domaine privé de la collectivité.

La Ville, n'ayant pas l'utilité de la totalité de cette emprise foncière en vue de l'installation d'un équipement public, envisage d'en céder une partie, soit environ 3062 m², dans le cadre d'une vente publique avec charges d'intérêt général.

La cession de ce foncier s'inscrit dans le cadre du dispositif « Habitat abordable » élaboré en concertation avec Montpellier Méditerranée Métropole, afin de renforcer l'attractivité du territoire par la relance de l'accession à la propriété à des prix abordables pour des familles ne dépassant pas un certain plafond de ressources.

L'acquéreur du terrain, professionnel de l'immobilier, devra réaliser un programme immobilier de logements et sera sélectionné sur la base d'un cahier des charges visant à apprécier la qualité du programme proposé et le respect du dispositif « Habitat abordable » répondant en cela à trois enjeux :

- maîtriser les coûts d'investissement, en proposant un concept d'habitat avec des idées justifiant un prix final de vente raisonné, facilitant l'accès aux logements neufs pour un panel plus large de familles ;
- répondre aux attentes sociales dans l'habitat, aux aspirations à bénéficier d'un cadre de vie et d'un environnement quotidien de qualité ;
- démontrer la faisabilité économique de l'opération, par le biais d'un processus de production immobilière économiquement viable en collaboration avec des entreprises responsables et citoyennes, dans un souci de partage d'expériences dynamique.

Les candidats à l'acquisition disposeront de libertés dans la conception des logements, notamment concernant les principes d'organisation de la construction et des espaces, les principes constructifs, les matériaux, la méthode d'élaboration du projet, les techniques d'organisation de chantier, le processus de travail entre les professionnels de la construction, l'objectif en termes de consommation énergétique...

En contrepartie, une contrainte fondamentale s'impose à l'acquéreur tenant aux conditions de ressources des ménages acheteurs : plafond de ressources, apport personnel limité, clause anti-spéculative à la revente.

Dans le respect de ce dispositif, le prix de vente-plancher proposé par la Ville, tenant compte des charges spécifiques d'intérêt général ainsi précisées, est de 330 € net vendeur par m² de SDP développée en accession abordable, et de 240 € net vendeur par m² de SDP développée en logement social PLUS – PLAI, en fonction des obligations du plan local d'urbanisme.

La Ville procédera à la cession du terrain :

- après publicité dans la presse locale, sur son site internet et après information de la chambre des notaires et de la fédération régionale des promoteurs immobiliers ;
- sélection de 5 candidats par un comité technique qui seront admis à proposer un projet en 2^e phase de sélection ;
- choix d'un acquéreur final après avis de la Commission consultative des cessions foncières et immobilières.

Un compromis de vente sera signé après délibération du Conseil municipal portant sur le choix de l'acquéreur et définissant les conditions particulières de la vente, notamment sous condition suspensive de l'octroi du permis de construire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la mise en vente après publicité de la parcelle cadastrée AP 354p d'une superficie d'environ 3062 m², située 190 rue du Caroux, pour la réalisation d'un programme de logements dans le cadre du dispositif

« Habitat abordable », au prix – plancher de 330 € net vendeur /m² de surface de plancher affectée à l’accession abordable et de 240 € net vendeur /m² de surface de plancher affectée au logement social PLUS – PLAI ;

- d’autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l’Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Avant de passer aux affaires d’urbanisme, je voudrais avoir une pensée pour l’architecte anglo-irakienne, Zaha HADID, celle qui a construit le magnifique bâtiment de pierres vives et que j’ai eu l’honneur de conduire lorsque j’étais conseiller départemental chargé des archives départementales de l’Hérault et de la lecture publique. Zaha HADID, avec qui j’ai eu l’honneur de déjeuner, plusieurs fois ; Zaha HADID, qui m’a permis de visiter le magnifique chantier – puisque c’était alors un chantier –, à la Joliette à Marseille, de la Tour de Jacques SAADÉ, l’armateur de cette tour de 100 mètres de haut, tout en verre, qui symbolise une mariée avec la traîne et qui est un chef-d’œuvre d’architecture, prix Pritzker, « prix Nobel d’architecture ». Je voudrais la remercier pour le travail qu’elle a apporté à la ville de Montpellier et à notre pays. Elle est décédée, elle a eu une crise cardiaque aujourd’hui, comme le dit le journal *Le Monde* à l’instant. Je passe la parole à Madame JANNIN sur l’affaire 5, « habitat abordable ».

Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, chers collègues, bonjour. Vous le savez, notre ville est soumise à une croissance démographique très importante. La croissance démographique, nous pouvons être pour, nous pouvons être contre, nous pouvons nous lever sur la table, prendre des banderoles, le fait est que nous ne pouvons pas y faire grand-chose. Elle témoigne de l’attractivité de notre territoire. Sans doute vaut-il mieux être attractif que repoussant ; en tout cas, cette croissance démographique est là et, pour y répondre, le plan local de l’habitat, qui a été voté à la métropole, ancienne agglomération, prévoit la construction de 2 500 logements par an sur la ville centre, la ville de Montpellier. Je tiens à préciser une chose importante. Cette croissance démographique est aujourd’hui plus liée au solde naturel que migratoire. Le solde naturel est la différence entre les naissances et les décès ; le solde migratoire est la différence entre les départs et les arrivées. Cela change beaucoup les choses parce que cette croissance démographique, aujourd’hui, plus liée au solde naturel qu’au solde migratoire, signifie que ce sont bien nos propres populations que nous devons loger, nos enfants, et l’époque où nous faisions la publicité dans le métro parisien pour attirer des habitants sur Montpellier est bel et bien révolue.

L’enjeu crucial de loger nos habitants dans de bonnes conditions est un enjeu politique majeur, et il en va de notre responsabilité d’élu. Pour cela, notre politique en matière de logement a pour objectif de couvrir toute la palette de logements répondant aux situations des ménages les plus contrastés, du logement le plus social au logement libre, et voire ponctuellement au logement d’exception. Notre politique en matière de logement social est volontariste, avec aujourd’hui presque 23 % de logements sociaux pour un objectif de la loi SRU, je le rappelle, à 25 %. Nous accompagnons la production de logements sociaux dans les ACM ainsi que dans la ville existante avec la mise en place de la servitude de mixité sociale qui oblige chaque opérateur à chaque immeuble construit de réaliser un certain nombre de logements sociaux. Je le rappelle, pour mémoire, 76 % de la population de Montpellier est éligible au logement social. La question du logement social occupe donc une place très importante.

Au centre de cette palette de logements, du plus social jusqu’au logement libre, se trouve le logement abordable. Ce logement abordable est à destination des propriétaires occupants dont le revenu est à la fois un peu trop élevé pour obtenir un jour un logement social et en même temps trop modeste pour accéder au logement libre tel qu’il est prévu, tel qu’il est produit aujourd’hui. C’est donc à eux que ce programme de logements abordables s’adresse et pour plusieurs raisons. Tout d’abord nous avons observé que, au moment de la première acquisition immobilière, les jeunes ménages actifs partent dans le grand péri-urbain, faute d’une offre adaptée sur la ville centre. Cela entraîne des déplacements pendulaires, la nécessité d’avoir plusieurs véhicules, et la précarité financière qui s’ensuit liée aux coûts de ces déplacements. Bien évidemment, nous ne pouvons pas parler d’aménagement durable du territoire avec ces phénomènes de déplacements pendulaires qui sont extrêmement polluants. Parallèlement, j’observe chaque jour dans les quartiers l’importance de favoriser l’implantation des propriétaires occupants qui sont plus investis au quotidien pour leur environnement et la cohésion sociale dans un marché immobilier où, sans volonté politique forte, la logique économique prévaut et conduit les promoteurs à ne s’intéresser qu’au marché investisseur qui est plus rentable.

Pour ces raisons, nous avons décidé, Monsieur le Maire et moi-même, de lancer un programme en faveur du logement abordable, logement abordable qui a, par ailleurs, été identifié au PLH mais dont, à Montpellier, sous la précédente mandature, personne ne s'était vraiment soucié de savoir comment le mettre en œuvre, et pour cause cela est assez complexe. Pour cela, nous questionnerons donc à nouveau la chaîne qui conduit à la production de logement. Comment produit-on des logements ? Parce qu'intervenir sur le marché de l'immobilier est une question sensible. J'ai donc mis autour de la table l'ensemble des acteurs de l'immobilier : l'aménageur, tout d'abord, SERM-SAAM, la fédération des promoteurs de l'immobilier, la fédération française du bâtiment et l'ordre des architectes, afin de répondre ensemble et de manière concrète à l'enjeu politique qui est posé. Comment construire des logements qui soient mieux en adéquation avec les possibilités financières des ménages et avec leurs aspirations qualitatives en termes de qualité de vie ? Cette double entrée entre le prix et la qualité constitue la colonne vertébrale de la réflexion. Pour permettre ce passage à l'acte, nous avons co-construit avec ces différents acteurs un cahier des charges partagé avec eux et nous mobilisons aujourd'hui du foncier pour mettre en œuvre ces opérations de logement abordable : tout d'abord deux fonciers, donc deux terrains en ZAC SERM, l'un sur Ovalie et l'autre sur les Grisettes, cinquante-cinq logements d'un côté, quarante-cinq de l'autre, les consultations sont en cours ; un terrain qui appartient à la métropole, situé sur la commune de Castelnau-le-Lez, que je remercie d'avoir bien voulu participer à cette expérimentation ; et enfin ce terrain propriété de la ville rue du Caroux qui est l'objet de la présente délibération. Il s'agit d'une parcelle de 3 062 mètres carrés et nous proposons donc ici la mise en vente publique, dans le cadre d'une consultation en deux tours, et l'étude des dossiers qui sera effectuée par un comité technique. Quelques années plus tôt, à Montpellier, le foncier était mobilisé pour faire des folies. Aujourd'hui, nous le mobilisons pour faire du logement abordable pour les Montpelliérains. Nous sommes la seule métropole à engager une véritable réflexion, une véritable démarche de recherche et développement sur le logement abordable avec les différents acteurs économiques qui font le marché de l'immobilier. Alors Montpellier, laboratoire d'architecture, oui, mais au service de ses habitants. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame JANNIN. Qui souhaite s'exprimer sur ce sujet qui est très important ? Madame CANAUD.

Nancy CANAUD : Oui, Monsieur le Maire, mes chers collègues. Je remercie Madame JANNIN pour son intervention. Les conditions d'accès de la classe moyenne au logement se sont considérablement dégradées et nous constatons une paupérisation de la ville, puisque Madame JANNIN nous a bien dit que 76 % de la population est éligible au logement social. Je pense qu'il n'est pas possible de répondre aux enjeux du logement en conduisant une politique centrée exclusivement sur l'habitat social, d'où l'idée du logement abordable pour les ménages intermédiaires qui semble absolument intéressante. Comme vous l'avez dit, je pense qu'il existe toute une tranche de population qui est obligée de partir loin de Montpellier afin de pouvoir se loger. Si c'est une orientation extrêmement intéressante, je pense tout de même qu'il ne faut pas oublier – et depuis le début du Conseil municipal nous l'avons assez répété – que la pression fiscale est élevée dans cette ville et que cela peut tout de même être un frein au retour ou à l'acquisition dans Montpellier. Je voulais savoir, simplement, est-ce que c'est une solution pour réguler un peu la hausse des prix de l'immobilier ?

Stéphanie JANNIN : Oui, tout à fait, parce que c'est une intervention politique dans la logique économique. Vous le savez, à différents niveaux, même nationaux et européens, se confrontent la logique économique et la force politique. La question se pose de savoir quel est le pouvoir du politique d'infléchir la logique économique et, vous le rappeliez, notre président Hollande avait dit que son ennemi était la finance, avec les résultats que nous connaissons. Modestement, à l'échelle de notre territoire, à Montpellier, nous remettons en avant l'acte politique, la volonté politique, pour que la logique économique s'adapte. Dans la mesure où nous orientons ces logements, que nous allons construire, vers les propriétaires occupants avec une recherche sur la qualité, sur le prix, nous nous déconnectons du marché investisseurs. Le marché investisseurs ne doit pas être dénigré à Montpellier, il est important, c'est tout notre marché locatif, ce sont tous les emplois aussi générés par cette production de logements, mais je dirais qu'il se fait beaucoup plus naturellement. Reste juste à nous de mettre sur le marché les bonnes quantités pour que l'offre et la demande soient en corrélation. Le marché des propriétaires occupants est beaucoup plus compliqué, parce que, comme je l'expliquais, la stricte logique économique ne conduit pas à produire pour ce marché de propriétaires occupants. Effectivement, aujourd'hui, avec cette volonté politique forte – et je remercie les acteurs économiques d'avoir bien voulu se mettre autour de la table pendant un an pour construire ce travail, parce que nous ne pouvons pas le faire sans eux –, nous

réussirons à produire un type de logement qui est déconnecté, effectivement, du marché investisseurs principalement tourné autour de produits fiscaux.

Nancy CANAUD : Il serait intéressant aussi de pérenniser cet habitat abordable dans des programmes, en particulier sur l'EAI, et de pouvoir prévoir aussi un certain pourcentage de ce type de logement.

Stéphanie JANNIN : Tout à fait, c'est l'objectif et, au-delà de la valeur un peu symbolique de la création de logements sur ces quatre terrains, il s'agissait surtout de mettre en ordre de bataille toute la chaîne de ces acteurs économiques, autour de ce sujet et de cette volonté politique, pour construire des modèles qui puissent être reproductibles en ZAC. Sur les futures ZAC, cela nous donnera beaucoup plus de connaissance et beaucoup plus de matière pour savoir comment intégrer dans nos réflexions sur les ZAC la création de ce logement, puis également sur les terrains dans le diffus, et cela montre aussi que c'est possible. À titre d'exemple, et pour rappeler l'importance de ne pas se déconnecter des acteurs économiques qui travaillent au quotidien à ce sujet et qui produisent le logement, sur la ZAC Ovalie avait été prévu un foncier libéré sous la précédente mandature pour réaliser une folie. La logique économique fait qu'il est absolument impossible de vendre sur la ZAC Ovalie des logements à 5 000 euros du mètre carré. Une fois cet appel d'offres lancé, lorsque nous sommes arrivés en avril 2014, nous avons ouvert les prix de cet appel d'offres. Seulement trois opérateurs avaient répondu. Cela veut dire que, sur la cinquantaine d'acteurs locaux, quarante-sept avaient dit « stop, nous arrêtons, c'est n'importe quoi ». Aujourd'hui, avec le logement abordable, la réalité contemporaine, nous sommes dans le vif du sujet, nous travaillons pour les Montpellierains, nous avons plus de trente-cinq équipes qui ont répondu sur ces premiers appels d'offres Grisettes et Ovalie.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

Conventions Ville / Société Héraultaise d'Économie Mixte de Construction (SHEMC)

Résiliation de la convention cadre et des 14 conventions complémentaires

Le 14 septembre 1982, la Ville a signé avec la Société Héraultaise d'Economie Mixte et de Construction (SHEMC) une convention-cadre approuvée par délibération du Conseil municipal du 25 mai 1982, ayant pour objet de définir les rapports entre la Ville et la SHEMC à l'occasion de la réalisation de programmes de construction, d'aménagement et de réhabilitation de logements sur le territoire de la commune. Cette convention-cadre prévoit la passation de conventions d'application pour chaque programme.

Entre 1982 et 1988, 11 avenants et 3 conventions complémentaires ont été signés en application de ce dispositif.

Il ressort des obligations réciproques prévues dans ces conventions que :

- la SHEMC a acquis à titre onéreux les terrains à la Ville, la SERM ou des particuliers, à l'exception d'un terrain acquis à titre gratuit à la Ville (« Chapeau Rose » Pompignane) ;
- la commune finance les garanties d'emprunts ;
- en contrepartie, la commune bénéficie d'une capacité d'attribution de logements, indéterminée, pour les 3 dernières conventions ;
- 4 ans après la fin du remboursement des emprunts, les immeubles reviennent pour 10 francs symboliques à la commune selon une clause dite « de dévolution ».

Ces 14 conventions devaient arriver à terme entre 2015 et 2030. Elles ont fait l'objet d'une prorogation de 15 ans par délibération du Conseil municipal du 22 novembre 2004 portant ce terme entre 2030 et 2045.

Ces conventions sont les suivantes :

Nom	Adresse	Nombre de logements	Date de signature convention	Année de mise en service	Année de fin de dévolution initiale	Année de fin avec rallongement
-----	---------	---------------------	------------------------------	--------------------------	-------------------------------------	--------------------------------

Convention-cadre	-	-	14/09/1982	-	-	-
Nombre d'Or	Place du Nombre d'Or	275	15/10/1982	Janvier 1984	Mars 2030	Mars 2045
Sablons	Rue Jules Isaac	80	15/10/1982	Février 1984	Sept. 2029	Sept. 2044
Pastourelles	Rue de Salaison	28	10/12/1982	Mai 1983	Sept. 2029	Sept. 2044
Métairies	Rue de Saint-Hilaire	70	10/12/1982	Août 1984	Sept. 2029	Sept. 2044
Chapeau Rose	Rue Jules Isaac	30	11/12/1982	Mai 1983	Déc. 2028	Déc. 2043
Nom	Adresse	Nombre de logements	Date de signature convention	Année de mise en service	Année de fin de dévolution initiale	Année de fin avec rallongement
Richemont 1	Avenue Villeneuve d'Angoulême	52	09/08/1983	Déc. 1984	Déc. 2029	Déc. 2044
Bioclimatique	Rue de Sicile	25	27/03/1984	Février 1986	Janvier 2015	Janvier 2030
Tournezy 1	Place de Tibériade	68	16/07/1984	Juin 1985	Déc. 2030	Déc. 2045
Renaissance	Rue Adolphe Mion	25	23/07/1985	Juillet 1986	Octobre 2028	Octobre 2043
Richemont 2	Avenue Villeneuve d'Angoulême	91	23/07/1985	Juin 1986	Sept. 2028	Sept. 2043
Terrasses de la Rauze	Rue de Saint-Hilaire	37	15/05/1986	Octobre 1987	Sept. 2027	Sept. 2042
Tournezy 2	Plan Tristan Bernard	38	24/04/1987	Mai 1988	Août 2027	Août 2042
Point d'Argent	Rue Jacques Bounin	77	24/12/1987	Octobre 1989	Juillet 2027	Juillet 2042
Magnolias	Rue Jacques Bounin	38	30/11/1988	Février 1990	Mars 2028	Mars 2043

Ces conventions prévoient une clause « de dévolution » stipulant qu'« à l'issue du remboursement des emprunts contractés par la SHEMC pour la réalisation de l'opération plus 4 ans, l'ensemble immobilier [...] sera cédé à la commune pour le prix symbolique de 10 francs ainsi que tous droits et obligations s'y rattachant. » Les 3 dernières conventions prévoient, en outre, la faculté pour la Ville de bénéficier d'un quota réservataire de logements.

ACM Habitat, légataire universel de la SHEMC, est, en droit, substitué à la SHEMC dans la mise en œuvre de ces conventions et propriétaire des terrains d'assiette et des immeubles édifiés.

ACM Habitat envisage à ce jour la mise en œuvre de programmes, parfois lourds, de réhabilitation de ce patrimoine, réhabilitation le cas échéant financée par de nouveaux emprunts. ACM Habitat sollicite en conséquence la résiliation de ce dispositif contractuel.

Il s'avère, d'une part, que la Ville n'est plus compétente en matière de gestion ou de financement de logement social. Elle n'a a priori pas vocation à récupérer en pleine propriété et en gestion ces résidences. D'autre part, les quotas de réservation de logement sont désormais très clairement encadrés par le code de la construction et de l'habitat. Cela signifie que l'application de ces conventions au bénéfice de la Ville serait source de complexité sur le plan juridique, la réglementation n'autorisant plus la mise en œuvre d'un tel dispositif contractuel.

Ainsi, il est proposé d'accepter la résiliation pure et simple de cet ensemble contractuel par accord express entre les parties et sans indemnité de part et d'autre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de résilier par accord amiable la convention-cadre du 14 septembre 1982 et les 14 conventions complémentaires dont la liste est précisée par la présente délibération, signées entre 1982 et 1988 entre la Ville

de Montpellier et la Société Héraultaise d'Économie Mixte et de Construction, représentée par ACM Habitat qui s'y substitue, dans les conditions fixées par la présente délibération ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

7. FONCIER

ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée Cession par la Ville à la SERM de quatre parcelles

La Ville est propriétaire de quatre parcelles en nature de terrain nu, situées en bordure sud de l'avenue du Mondial 98 et dans le périmètre de la ZAC métropolitaine Port Marianne - Portes de la Méditerranée, cadastrées RY 219-221-223 et SK 362, d'une superficie totale de 322 m² suivant géomètre-expert.

La SERM, concessionnaire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée, a sollicité la Ville pour acquérir ces parcelles dans le cadre d'une commercialisation de lot en vue de la construction d'un immeuble de bureaux.

Ces quatre terrains nus sont issus des divisions réalisées en mars 2015 sur les parcelles RY 114-128-134 et d'une emprise initialement non cadastrée.

N'étant affectées à aucun usage public, ces parcelles ont été déclassées du domaine public communal par une délibération du Conseil Municipal n°2014/543 du 17 décembre 2014.

Suivant avis du 11 février 2016, les services fiscaux ont évalué ces terrains, classés en zone à urbaniser à vocation principale d'activité 4AU1-2 du plan local d'urbanisme, à 53 € par m² de terrain nu.

Il est proposé de céder à la SERM ce foncier, soit les parcelles suivantes, au prix fixé par les Domaines, pour un prix total de 17 066 € net vendeur :

Parcelle	Surface	Valeur
RY 219	7 m ²	371 €
RY 221	260 m ²	13 780 €
RY 223	54 m ²	2862 €
SK 362	1 m ²	53 €
total	322 m²	17 066 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à la SERM les parcelles cadastrées RY 219-221-223 et SK 362, représentant une surface totale de 322 m², au prix de dix-sept mille soixante-six euros, soit 17 066 € net vendeur ;
- de demander au notaire de l'acquéreur de rédiger à ses frais l'acte authentique de cession ;
- de dire que la recette sera imputée au budget de la ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

8. Vente de la parcelle CE 64 - propriété de la Ville 55 avenue François Delmas Révision du prix

Par arrêté préfectoral du 9 octobre 2007, prorogé par arrêtés préfectoraux des 1^{er} août 2012 et 11 février 2013, la réalisation de l'intercepteur Est des eaux usées a été déclarée d'utilité publique.

Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage du projet, demande à la Ville la cession d'une emprise foncière d'une superficie d'environ 1903 m² issue de la parcelle cadastrée BX 5 sur la commune de CLAPIERS, en bordure de la route départementale 65 longeant le Domaine de Lavalette.

Cette parcelle de 18 185 m² de contenance totale est incluse dans l'emprise foncière du bail emphytéotique du 25 juillet 1980 signé entre la Ville et Montpellier SupAgro. En conséquence, il y a lieu d'établir à ce jour un avenant à ce bail, pour rétrocession à la Ville de l'emprise foncière impactée par le projet d'équipement public.

La réduction de l'assiette foncière du bail emphytéotique ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité compensatrice au profit de Montpellier SupAgro, étant donné qu'il s'agit d'emprises foncières de terrain agricole non bâti et que le loyer est d'un montant de 4,50 euros annuels, pour l'ensemble du périmètre sur lequel il porte.

Après la signature de l'acte notarié constatant la réduction de l'emprise foncière du bail et la récupération en pleine propriété du terrain par la Ville, au vu de l'estimation de France Domaine, le terrain sera cédé à la Métropole pour la réalisation des travaux de l'intercepteur Est au prix de 7992,60 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à signer avec « Montpellier SupAgro » un avenant à titre gratuit au bail emphytéotique du 25 juillet 1980 portant réduction de l'emprise foncière de ce bail pour une superficie de 1903 m² issue de la parcelle cadastrée BX 5 à Clapiers ;
- d'autoriser la Ville à céder à Montpellier Méditerranée Métropole l'emprise foncière d'une superficie de 1903 m² issue de la parcelle cadastrée BX 5 à Clapiers au prix de 7992,60 € ;
- d'autoriser la saisine de l'office notarial de Baillargues en vue de la régularisation des actes ;
- d'autoriser le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

Madame LEVY-RAMEAU entre en séance. Madame PEREZ sort de séance. Monsieur LANNELONGUE sort définitivement de séance.

9. École d'Application de l'Infanterie Concession d'aménagement Ville/SAAM Avenant n° 4 Approbation

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'École d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21ème siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m² de surface de plancher dont 35 000 m² d'activités et de commerces, d'un programme d'équipements publics intégrant la création d'un parc d'au moins 20 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SAAM acquerra auprès de la Ville une partie de l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 reventilant le montant annuel des versements de la participation de la Ville et intégrant une mission de gestion immobilière.

Par délibération du 11 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°2 ajustant le programme de l'opération aux objectifs politiques de la nouvelle municipalité (agrandissement du parc de 15 à 20 ha, réduction de l'emprise constructible).

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 ajustant les versements annuels de la participation de la Ville en fonction des besoins de trésorerie de l'opération.

La réalisation de ce nouveau quartier qui permettra la création d'environ 2.500 nouveaux logements, complémentairement au développement d'autres opérations d'urbanisme en cours de réalisation sur le centre-ville Montpelliérain (nouveau Saint Roch, Mendès France) rend nécessaire la création d'un nouveau groupe scolaire de 20 classes pour la rentrée 2019, d'un montant évalué à 12.500.000€ HT. La complexité de sa réalisation dans un secteur où l'ancien s'imbrique avec le neuf, où les logements se mêlent aux équipements publics, exige un suivi opérationnel particulier. Aussi, la Ville de Montpellier souhaite confier la réalisation de ce groupe scolaire à la SAAM dans le cadre d'un avenant n°4 à la concession d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°4 à la concession d'aménagement et son annexe 2 ;
- d'autoriser la SAAM à solliciter les subventions les plus larges possible auprès de l'Etat, des collectivités territoriales et autres partenaires potentiels ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : Effectivement, sur l'EAI, je ne serai pas très longue, mais je rappelle les grandes lignes pour le parc : un parc de vingt hectares, le tramway qui ne foulera pas le parc, cela nous permet d'éviter l'abattage de sept cents arbres sur le parc et nous avons également replacé la question hydraulique au cœur du

sujet sur le parc, qui est une option qui n'avait pas été retenue dans le précédent projet, c'est-à-dire que ce nouveau parc va aussi servir à réduire toutes les problématiques hydrauliques sur les quartiers alentour. L'objet de cette délibération est un avenant pour intégrer un groupe scolaire de vingt classes. Je rappelle que, à terme, l'EAI, ce seront 2 500 nouveaux logements à l'issue du projet. Nous devons donc faire un avenant au contrat avec l'aménageur pour intégrer ces vingt classes qui n'avaient pas été prévues dans le précédent projet.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Ne prend pas part au vote : 1 (Stéphanie JANNIN)

Adopté à l'unanimité.

10. ZAC Malbosc

Demande d'agrément de candidature

Local commercial lot 43A

Par délibération du Conseil Municipal en date du 30 septembre 1999, la Ville de Montpellier décidait la création de la ZAC MALBOSC.

L'aménagement de la zone a été confié à la SERM par une convention publique d'aménagement approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 8 octobre 1999, devenue concession d'aménagement suite à la loi du 20 juillet 2005.

Le 29 septembre 2000, la Ville a approuvé le dossier de réalisation, précisant notamment le programme des équipements publics et des aménagements nécessaires à cette urbanisation, ainsi que les modalités prévisionnelles de financement.

Cette opération, d'une superficie de 38 hectares a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville ;
- de constituer un quartier équilibré et animé (commerces, activités et services, groupes scolaires) ;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel, à proximité du futur parc Malbosc.

Le plan de composition comprend un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (près de 60% de la surface de l'opération), avec notamment une importante coulée verte au centre, ainsi que de nombreux espaces publics (squares) sécurisés et dotés de jeux pour enfants.

Dans ce contexte, la SERM propose à la Ville d'agréer la candidature de M. Youness ASSBAI (Croust'Wich) pour le lot n°43A/43B de la ZAC Malbosc.

Acquéreur : M. Youness ASSBAI
157 rue de Marseille
34000 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section TL n°454

Désignation : Volume 2 d'un état descriptif de division volumétrique en date du 18 septembre 2014

Surface du lot : 317 m²

Nature du projet : Restauration rapide, sandwicherie
Type CROUST WICH

Surface utile : 43 m²

Montant de la charge foncière : 117 000 € HT

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'agréer la candidature de Monsieur Youness ASSBAI en vue de la réalisation d'un local commercial dans la ZAC Malbosc ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

11. MONTPELLIER GRAND CŒUR

Campagnes d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention

Dans le cadre des campagnes d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités misent en place dans le centre historique et sur le périmètre Grand Cœur, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leurs vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n° 2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 7 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes ont été conduites en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif. Depuis, le cofinancement du FISAC a pris fin le 9 novembre 2015.

Les dossiers ci-dessous ont été déposés avant le 9 novembre 2015. Le total des subventions de la Ville et du FISAC s'élève donc à 65 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (50 % apportés par la Ville de Montpellier et 15 % par le FISAC).

Après validation des programmes de travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de ces campagnes, les subventions suivantes sont attribuables :

MACARON DE PROVENCE , enseigne « MAISON ROUX », Gérant M. Alain ROUX 9 rue du Cheval Vert (65 % des montants des travaux : 10 672 € HT et de la maîtrise d'œuvre : 2 000 €)	8 236,80 € Dont Part Ville : 6 336,00 € Part Etat (FISAC) : 1 900,80 €
« LE MAS SAINT CÔME Immobilier », Gérant M. Hakim OLDMAN 8 rue Saint Paul (65 % des montants des travaux : 5 500 € HT)	3 575,00 € Dont Part Ville : 2 750,00 € Part Etat (FISAC) : 825,00 €
SARL « CATHIE BLANC Immobilier » , Gérante Mme Cathie BLANC 86 avenue du Pont Juvénal (65 % des montants des travaux : 5 480 € HT et de la maîtrise d'œuvre : 1 500 €)	4 537,00 € Dont Part Ville : 3 490,00 € Part Etat (FISAC) : 1 047,00 €
SARL « EXA Expert » , Gérant M. Guilhem BLANC 86 avenue du Pont Juvénal (65 % des montants des travaux : 10 460 € HT et de la maîtrise d'œuvre : 1 500 €)	7 774,00 € Dont Part Ville : 5 980,00 € Part Etat (FISAC) : 1 794,00 €
SARL « ID Immobilier » , Gérante Mme Sophie GIRARD 77 bis avenue du Pont Juvénal (65% des montants des travaux : 10 298,33€ HT et prime d'accessibilité PMR 500 €)	7 193,92 € Dont Part Ville : 5 649,17 € Part Etat (FISAC) : 1 544,75 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures 2015-2019, les versements de ces subventions sont ainsi proposés après visites de conformité des travaux réalisés en accord avec les autorisations préalables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions pour un montant total de 31 316,72 € correspondant aux requalifications des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

12. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des radios associatives

Il y a 36 ans naissaient à Montpellier les premières radios associatives libres, mouvement émanant des premières radios « pirates ».

Aujourd'hui, la Ville de Montpellier compte six radios associatives indépendantes qui animent et produisent, chaque jour, des heures de programmes radiophoniques et participent ainsi pleinement à la pluralité et à la diversité culturelle. Elles touchent tous types de public : jeune, citoyens, personnes isolées ; leurs actions en font des acteurs majeurs de la liberté d'expression.

La richesse de leurs programmes permet de rendre visibles des initiatives locales et d'assurer une information de proximité solidaire et citoyenne, leur impact social est donc considérable. Ces modes d'expression se construisent en activant des partenariats avec les acteurs associatifs de Montpellier et les institutions. En cela, ces associations assument une mission de lien social et participent à la construction d'une histoire et d'une identité commune. Elles apportent donc un concours essentiel au développement local et culturel.

Considérant les missions des radios associatives comme indispensables à l'exercice de la démocratie locale, la Ville de Montpellier décide de renouveler son soutien en octroyant 8 000 € à chacune. Sont aussi octroyés 4 000 € à la radio étudiante ADOREM créée en 2010 et hébergée depuis dans les locaux de la Maison pour Tous Emma Calvé. Cette mise à disposition de locaux constitue une aide en nature importante.

Le montant global proposé est de 60 000 € répartis entre 8 associations.

N° Association	Nom de l'association	Nature	Montant
29	Montpellier Contacts - Radio Clapas	Fonctionnement	8000 €
38	Radio Aviva 88 FM	Fonctionnement	8000 €
48	FM PLUS ASSO PROTESTANTE DE RADIO-TELEVISION	Fonctionnement	8000 €
307	RCF MAGUELONE HÉRAULT	Fonctionnement	8000 €
491	SON E RESSON OCCITAN	Fonctionnement	8000 €
1215	CROQU'OREILLES DIVERGENCE	Fonctionnement	8000 €
1919	ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ÉTUDIANT	Fonctionnement	4000 €
4283	L'EKO DES GARRIGUES	Fonctionnement	8000 €
TOTAL			60 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations, pour un montant total de 60 000 € ;
- d'approuver les conventions types et lettres d'engagement annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Contre : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

13. Culture et Patrimoine

Attribution d'une subvention à l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier et convention de partenariat

Dédiée à la connaissance des cinémas du bassin méditerranéen, de la mer Noire, du Portugal et de l'Arménie, l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen organise sa 38^e édition du 21 au 29 octobre 2016 au Corum et au Centre Rabelais.

Le Festival aborde le patrimoine cinématographique mais entre également de plain-pied dans l'actualité, parfois féroce, et dans des sociétés en pleine métamorphose. Il participe ainsi à l'expression d'une difficile émancipation tournée vers la recherche de la démocratie et d'une vie plus juste. Articulant ainsi le passé et le présent le Festival International du Cinéma Méditerranéen se projette résolument du côté de l'avenir.

La Ville de Montpellier est un partenaire essentiel de la manifestation et a permis dès les années 1980 de lancer et de développer cette manifestation. Ce sont près de 160 films qui sont projetés, représentant plus de 30 nationalités. L'édition 2015 a accueilli environ 90 000 spectateurs, public majoritairement montpellierain, qui ont largement plébiscité la richesse et la qualité des productions cinématographiques récentes du bassin méditerranéen.

De nombreux prix sont décernés durant le festival et certains couronnent le travail effectué durant l'année. Parmi les plus importants concernant les longs-métrages, le Prix Antigone d'Or : 15 000 euros de récompense et une aide à la diffusion ainsi que des prestations techniques d'un montant de 2 500 euros. Pour les courts-métrages, le Grand prix d'un montant de 4 000 euros; le Prix du jeune public de la Ville de Montpellier de 2 000 euros.

Au-delà des productions méditerranéennes inédites, des compétitions longs-métrages, courts-métrages et documentaires, des panoramas et des avant-premières, l'édition 2016 mettra à l'honneur des jeunes réalisateurs. Par ailleurs, les nombreuses projections inédites permettront de rencontrer les équipes de films en collaboration avec les grands distributeurs et les exploitants locaux.

Des **Journées Professionnelles seront également organisées** positionnant toujours Montpellier comme une plateforme essentielle à la production de films sur le bassin Méditerranéen. Trois journées qui s'articuleront autour de trois temps forts : la 26^{ème} bourse d'aide au développement, les tables rondes, présentations et débats, ainsi que les rencontres projets, le fonds d'aide... Cela constitue aux yeux de la Ville de Montpellier un élément déterminant dans le développement et la professionnalisation du festival.

La contribution de la Ville au Festival du Cinéma Méditerranéen est majeure. Elle se décline non seulement en termes de subvention versée mais aussi en termes d'aides en nature ainsi que par la désignation de professionnels au Conseil d'Administration proposée par délibération.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier met à disposition de l'association les locaux sis au **Moulin de l'Evêque** destinés à l'administration à l'année du Festival, d'une valeur de 36 400 euros. L'emplacement privilégié et la superficie de ces locaux de 330 m² sur trois étages constituent un atout pour le fonctionnement et la visibilité du festival.

Considérant ainsi que cette manifestation contribue au développement de la culture cinématographique, domaine important de la politique culturelle de la Ville et de son rayonnement, la Ville de Montpellier propose d'attribuer à l'association Festival du Cinéma méditerranéen une subvention de 267 600 euros pour l'organisation du festival, des Journées professionnelles Cinémed, du prix jeune public, de l'opération Hors les murs et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec ladite association.

Tableau d'attribution

Code	Nom association	Nature	Montant
105	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier	F	267 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 267 600 € ;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame PEREZ entre en séance. Monsieur MALEK (avec la procuration de Madame AYACHE) sort de séance.

14. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2016

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Arts plastiques, Arts visuels et médias, Patrimoine, Musique et Théâtre sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de son action en faveur du tissu associatif, la Ville soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 136 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 590 350 € au titre de l'exercice 2016.

N° asso	Nom de l'association	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
5149	Les Briscarts	F	1 500,00
6457	ART COLLECTIV	P	26 800,00
771	Champ libre		2 000,00
	ARTS VISUELS ET MÉDIAS		
992	Le Camescope Apprivoisé - Vidéastes Amateurs Montpelliérains	F	800,00
1281	Kaïna	F	7 500,00
5171	Aletheia	F	1 300,00
5951	Le Lait Sur Le Feu	F	800,00
107	Les Amis de Jean Vigo	F	11 800,00
1171	So Bollywood Montpellier	P	1 000,00
1748	Les Rencontres du Court	P	2 500,00
1781	Regards sur le Cinéma Algérien	P	1 800,00
3465	Le Studio du Scénario	P	1 000,00
4974	Languedoc Roussillon Cinéma	F	3 000,00
4974	Languedoc Roussillon Cinéma	P	3 500,00
5095	Les Chiens Andalous	F	4 000,00
6368	Effets Stars	P	900,00
2255	LA STATION MAGNÉTIQUE (ex SONOTONE)	F	500,00
5971	Brand à Part	F	500,00
1810	Oaqadi On a Quelque Chose à Dire	F	1 000,00
	PLURI DISCIPLINES		
5374	APAAAV	F	4 000,00
	PATRIMOINE		
184	Lou Parage De Mount Pelie	F	1 000,00
500	Cercle Occitan de Montpellier	F	1 200,00
1246	Amistats Max Rouquette	F	4 000,00

1531	Lectura e Oc	F	1 500,00
1969	Institut Protestant de Théologie	F	1 800,00
2113	Atelier de Recherche Théâtrale - Art Cie	F	7 000,00
2119	Centre Lacordaire	F	10 000,00
2265	Association Culturelle des Berbères de Kabylie	P	2 700,00
2732	Cercle Algérieniste de Montpellier	F	500,00
2969	Universite de Figuerolles	F	500,00
3636	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	P	800,00
3930	La Bourrèio del Clapas	F	1 200,00
4388	Le Passe Muraille	P	900,00
4478	Identités et Partage	P	500,00
4544	Chœur Occitan de Montpellier Nadalenca	F	900,00
4573	Atelier de Rencontre et de Recherche Comparative en Ethnologie	F	800,00
4813	La Poesia	F	3 000,00
5055	Lo Talhier Parlar - Centre Formacion Professionala Occitan	F	4 000,00
5192	Asso Recherche Enseignement Langues Anciennes Montpellier	P	500,00
5432	INTER'CAL	F	1 000,00
	SPECTACLE VIVANT / Danse		
2432	Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron	F	23 000,00
	SPECTACLE VIVANT / Musique		
154	Jam - Jazz Action	F	11 700,00
161	Club Lyrique de Montpellier	F	2 000,00
382	Association Jules Sonic Prods	F	1 300,00
412	Intensités	F	3 800,00
444	Amis de l'Orgue des Saints François	F	500,00
565	Carré Menthe	F	800,00
867	Cellanova.Org	P	3 000,00
980	Festival International de Radio France et de Montpellier	F	60 000,00
1274	Un Orgue dans la Ville	F	800,00

1461	Collectif Koa	P	4 000,00
1788	Les Nuits Du Chat	P	2 300,00
1867	Pic et Colegram	F	1 300,00
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	P	6 000,00
1966	Association des Producteurs Editeur de Musique en Languedoc Rouss	F	2 800,00
3314	Blabla Productions	F	1 700,00
3564	Jazz Club Montpellier	F	1 300,00
3745	Association Chrétiens et Cultures	P	14 000,00
3745	Association Chrétiens et Cultures	P	14 800,00
3746	Association Uni'sons	F	5 000,00
3944	Association des Choeurs de Montpellier	F	3 500,00
3944	Association des Choeurs de Montpellier	P	3 800,00
4185	L'Acte Chanson	F	2 700,00
4185	L'Acte Chanson	P	2 700,00
4752	Association Continuum	P	2 700,00
4755	Association Lola Product	F	6 600,00
4755	Association Lola Product	P	1 800,00
4817	Vox Rapido	F	3 300,00
4923	280 communications	F	1 000,00
4953	L'Arc en Ciel des Faubourgs	P	14 000,00
4955	Musique Sans Frontières	F	15 000,00
4967	Zigzags Arbatz et Compagnie	F	2 700,00
4979	Polyfolies	F	500,00
5156	TAF PRODUCTION	F	3 500,00
5263	De Bouche à Oreille	F	1 800,00
5361	L'oreille électrique	F	1 800,00
5537	Môm'art Factory	F	800,00
5861	Acord Production	P	5 000,00
6107	Les Amis de l'Orgue du Temple de la Rue Maguelone	F	500,00
6250	Montpellier Accordeon	P	1 000,00

	SPECTACLE VIVANT / Théâtre		
58	Compagnie Théâtr'elles	F	5 500,00
231	Théâtre en Flammes - Créatef	F	1 800,00
432	Association des Pupilles de l'Enseignement Public Hérault	F	5 000,00
432	Association des Pupilles de l'Enseignement Public Hérault	P	4 800,00
473	Le Bao	F	1 800,00
473	Le Bao	P	3 000,00
490	Théâtre de la Plume	F	2 000,00
532	Athome	F	1 800,00
1071	Université Paul Valéry Montpellier III	F	9 000,00
1143	Compagnie les Grisettes	F	2 600,00
1176	La Compagnie Provisoire	F	1 800,00
1315	Théâtre de la Remise	F	3 600,00
1595	Le Cri Dévot	F	800,00
1733	Atout Clowns	F	900,00
1774	Compagnie Pepi MORENA	F	2 600,00
1949	Théâvida	F	1 000,00
1968	Idéokilogramme	F	800,00
2003	Compagnie Auguste Singe	F	1 700,00
2558	Les Murs d'Aurelle	F	5 000,00
3005	Sonorités	F	4 300,00
3073	Les Fourmis Rousses	F	1 700,00
3156	Primesautier Théâtre	F	1 000,00
3156	Primesautier Théâtre	P	2 000,00
3185	La Compagnie du Pas'sage - Rencontres Scène Jeunesse	F	1 700,00
3283	Compagnie Les Têtes de Bois	F	8 000,00
3471	Compagnie des Nuits Partagées	F	2 600,00
3617	Compagnie Point du Jour	F	3 300,00
3845	Centre des arts du cirque Balthazar	F	15 000,00
4010	L'Autre Théâtre	F	1 900,00

4214	U Structure Nouvelle	F	7 600,00
4364	Exit Compagnie	F	6 700,00
4472	La Vista Théâtre de la Méditerranée	F	35 750,00
4472	La Vista Théâtre de la Méditerranée	P	10 200,00
4799	CaboMundo- Cap Monde	F	2 600,00
4819	L'Atalante	F	4 300,00
4932	Compagnie Doré	F	800,00
4936	Interstices	F	1 800,00
4937	Compagnie tire pas la Nappe	F	7 000,00
4941	Amadée	F	800,00
4951	Bruitquicourt	F	4 700,00
4962	Grognon Frères	F	3 600,00
4994	La Compagnie du Capitaine	P	4 700,00
5016	Compagnie Les Perles de Verre	F	4 300,00
5016	Compagnie Les Perles de Verre	P	5 300,00
5039	Machine Théâtre	F	8 500,00
5045	La Compagnie Maritime La Pilotine	F	1 700,00
5049	N.U. (Nos Urgences) Collectif d'Artistes	F	900,00
5105	L'ADRESSE	F	5 000,00
5109	Compagnie de l'Astrolabe	F	6 000,00
5109	Compagnie de l'Astrolabe	P	1 300,00
5110	Compagnie Vertigo	F	4 000,00
5205	Compagnie Moebius	F	4 500,00
5239	Rhizome	F	2 800,00
5305	La Maison Théâtre	F	1 000,00
5513	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	F	1 700,00
5814	LA RAFFINERIE	F	1 000,00
		TOTAL	590 350,00

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal:

- de proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 590 350 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui veut des précisions auprès de Bernard TRAVIER ? Madame BONNET.

Françoise BONNET : Chers collègues, bonsoir. Je ne veux pas de précisions, je voudrais proposer que nous fassions comme il est fait dans les bilans, que nous mettions la subvention de l'année. Est-ce que nous pourrions mettre à côté la subvention de l'année N-1 ? Comme cela nous pourrions comparer, parce que ces associations sont nombreuses, nous savons ce qu'elles font ou non et nous pourrions comparer la différence entre ce que nous leur avons donné l'an passé et ce que nous leur donnons cette année, et ainsi pouvoir demander des explications si la différence est très importante, si la subvention disparaît ou si une nouvelle subvention apparaît. Est-ce possible ou non ?

Monsieur le Maire : Madame BONNET, il faut travailler en politique. Vous prenez le budget de l'an dernier, vous prenez celui de cette année, vous les mettez à côté et vous travaillez. J'ai fait cela pendant vingt ans.

Françoise BONNET : Cher Monsieur le Maire, c'est ce que j'ai fait, mais cela est tellement plus pratique...

Monsieur le Maire : Si c'est moi qui fais le travail ! Madame BONNET, si vous voulez un conseil, ce genre de choses très politiques, il ne faut pas le déléguer, il faut le faire soi-même.

Françoise BONNET : Alors je le ferai moi-même. Cela pourrait tout de même, parce que, par exemple, pour le budget nous le faisons, nous pourrions très bien le faire pour les subventions.

Samira SALOMON : Nous avons une Commission préparatoire depuis deux ans, aucun élu PS ne vient.

Françoise BONNET : Nous n'y sommes pas conviés, Madame. La prochaine, je pense que j'y serai donc c'est bien, parce que j'y suis conviée, mais, si je n'y suis pas venue jusque-là, c'est parce que je n'y étais jamais conviée.

France BONNET (répondant à une intervention hors micro) : Mais comme à l'époque le groupe n'existait pas et qu'il est nouveau...

Monsieur le Maire : Madame BONNET, écoutez-moi. Je vous aime bien parce que vous posez des questions qui sont teintées de sincérité. Vous allez pouvoir me rendre hommage gratuitement Grâce à moi, votre groupe est reconstitué.

France BONNET : Pas uniquement grâce vous.

Monsieur le Maire : Si je n'avais pas voté de remettre le nombre d'élus par groupe à cinq, vous seriez toujours en ordre dispersé. Par ailleurs, des militants socialistes m'appellent et me remercient d'avoir réuni la gauche à Montpellier, pas la gauche pardon, le PS.

France BONNET : J'en profite en tout cas pour saluer tout le travail que font, en partie grâce aux subventions que nous leur donnons, les associations culturelles, notamment celles des quartiers qui s'occupent de théâtre, de musique, etc., qui organisent des stages pour les élèves des écoles et pour les adultes, parce que c'est fondamental dans la vie d'une ville.

Monsieur le Maire : Combien je partage votre opinion. Montpellier est la première métropole en termes de culture, derrière Paris. Il faut que nous confortions cette situation. C'est le sens de la demande que j'ai faite au

département de l'Hérault dans le cadre du transfert des compétences département-villes, pardon département-métropole. Unifier l'ensemble des associations et des équipements culturels me paraît une bonne chose pour soutenir cette grande politique culturelle que nous mettons en place. Nous sommes presque d'accord. Monsieur BARRAL.

Guy BARRAL : Un mot pour Madame BONNET. Ce qu'elle réclame est fait dans le budget que nous venons de voter. Regardez, par exemple, page 29, vous avez sur la culture l'évolution 2015-2016. Vous remarquez que la culture n'est pas en baisse du tout. Vous avez 1 313 672 euros en 2014, 1 343 303 euros, c'est-à-dire 40 000 euros de plus pour l'expression artistique. Pour la conservation et la diffusion du patrimoine, vous aviez 2 705 456 euros. Là, vous avez 2 712 081 euros, ce qui constitue une hausse des subventions culture.

Pour : 55

Contre : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

15. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations gérant des chorales

Exercice 2016

Avec la Maison des Chœurs et son soutien permanent aux associations concernées, la Ville de Montpellier a souhaité montrer à quel point il était important de soutenir le chant choral qui touche plusieurs milliers de Montpelliérains.

Si cet art se situe clairement dans la pratique amateur, il est important de noter qu'un grand nombre de chefs de chœurs est professionnel, apportant ainsi un gage d'exigence et de qualité. 70 % des chorales proposent comme base de travail le répertoire classique ; 30 % se situent sur la chanson française ou sur la chanson du bassin méditerranéen. Chacune de ces chorales a son propre fonctionnement, certaines dépendent d'institutions telles que les universités ou lieux de culte, d'autres sont totalement indépendantes. Si elles fonctionnent essentiellement à partir des cotisations de leurs membres et des recettes des concerts qu'elles donnent, la Ville de Montpellier est la principale institution qui reconnaît leur travail et leur implication dans le tissu culturel local.

Considérant que l'activité des chorales crée un lien social très fort entre les individus, qu'elles sont aussi des ambassadrices de l'excellence montpelliéraine en matière de chant choral en France et à l'étranger, il est proposé d'attribuer à 19 chorales figurant dans le tableau ci-après un montant global de subventions s'élevant à 30 000 €.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT
146	Amis de l'Orgue et Chœurs de la cathédrale	F	1 800
148	Chœurs de l'Enclos	F	2 800
149	Ensemble Vocal Claire Garrone	F	4 300
152	Groupe Vocal Arlequin	F	500
153	Ensemble Vocal de Montpellier	F	4 700
375	B.A. Bach	F	800

465	Chœur les Chorégiens	F	2 200
547	Vocalys	F	500
1986	Chorale Protestante de Montpellier	F	1 300
2009	Coralen	F	500
2057	Ars Musica Montpellier	F	2 200
2137	Chorale Cor Canto à Cœur Joie	F	500
3996	Ensemble Choral Universitaire de Montpellier	F	3 200
4011	Atout Chœur	F	800
4630	Chœur d'ô	F	800
4726	Ensemble Vocal l'Accroche Chœur	P	800
4778	Art et Création Chorale	F	1 300
5172	Le Chœur des Balladins	F	500
5472	Voy'Elles Chœur de femmes de Méditerranée	F	500
		TOTAL	30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et pour les manifestations, pour un montant total de 30 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces conventions et lettres d'engagement et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame YAGUE sort de séance. Monsieur MALEK (avec la procuration de Madame AYACHE) entre en séance.

16. Culture et Patrimoine

Attribution d'une subvention à l'association Théâtre Talhers Production La Rampe TIO et convention de partenariat

Exercice 2016

L'association Théâtre Talhers Production La Rampe TIO, créée en 1990, développe et diffuse des spectacles vivants en langue occitane ou bilingue occitan-français. Elle assure également des actions de formation dans ce domaine. En 2015, la structure a proposé 10 spectacles différents dont 1 création et donné 103 représentations (tout public et scolaires) dans les régions Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Auvergne et Provence Alpes Côte d'Azur pour 13 196 spectateurs.

Pour soutenir la diffusion de la langue et de la culture occitanes, il est proposé d'attribuer à l'association Théâtre Talhers Production La Rampe TIO 10 000 euros pour son fonctionnement et de passer avec l'association une convention de partenariat, jointe en annexe.

L'association a également sollicité des subventions auprès d'autres collectivités.

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
227	Association Théâtre Talhers Production La Rampe TIO	F	10 000 €
	Total		10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 10 000 € ;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Djamel BOUMAAZ : Monsieur le Maire, cette affaire me laisse perplexe et je la relierais avec l'affaire suivante, l'affaire n° 17. Je m'explique. Nous prenons l'intitulé de ces deux affaires « Culture et Patrimoine, Attribution d'une subvention », l'une occitane, l'autre juive, jusqu'ici tout va bien. Ce qui me dérange le plus sérieusement, Monsieur le Maire, ce n'est pas le financement de ces associations, mais bien cette instrumentalisation de ces associations dont vous faites preuve ce soir. C'est une forme de populisme dont nous n'avons véritablement pas besoin aujourd'hui au vu de ce qu'il se passe en France et en Europe. Ces deux associations, Monsieur le Maire, que vous nous présentez, et ce en deux affaires distinctes, nous aurions pu les inclure dans l'affaire n° 14, affaire où nous avons voté une multitude de subventions à une multitude d'associations et qui ont, me semble-t-il, la même dévotion à défendre la culture et le patrimoine de notre territoire montpelliérain. Les isoler, Monsieur le Maire, pour mieux les présenter, pas mal, ou pas, chacun jugera, mais je m'abstiendrai personnellement sur ces affaires.

Monsieur le Maire : Je vais vous dire pourquoi j'ai isolé le théâtre occitan : parce que, tout d'abord, le théâtre est l'expression la plus fragile de l'art et que financer le théâtre, aider l'expression théâtrale, c'est aider une forme de culture qui, dans des temps obscurs, disparaît la première. Deuxième point, le théâtre occitan est encore plus élaboré et plus rare. C'est pour cela que je l'ai isolé, parce que cela rend hommage au théâtre et rend hommage à la culture occitane.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 3 (Audrey LLEDO, France JAMET et Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

17. Culture et Patrimoine

Attribution d'une subvention à l'association Centre Communautaire et Culturel Juif et convention de partenariat

Exercice 2016

L'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ), créée en 1959, agit pour la diffusion de la culture juive sous toutes ses formes à Montpellier et dans la région. Elle assure notamment des cours et ateliers d'hébreu biblique et moderne, de danses orientales, de chant en hébreu (chorale), d'échecs, de piano et de *krav maga*, et propose aussi à ses 1500 adhérents un ciné-club mensuel, des repas à thème les vendredis soir et mercredi midis et met à leur disposition une bibliothèque de plus de 2500 titres. Elle organise régulièrement des conférences historiques et des soirées littéraires avec les libraires de la Ville à thématique juive ou israélienne et, de façon ponctuelle, expositions et séminaires.

Pour soutenir la diffusion de la culture juive à Montpellier, ville qui a abrité à l'époque médiévale une communauté juive de savants (exégètes, philosophes et médecins), il est proposé d'attribuer à l'association Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ) 30 000 euros pour son fonctionnement et de passer avec l'association une convention de partenariat, jointe en annexe.

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
783	Centre Communautaire Culturel Juif (CCCJ)	F	30 000 €
	Total		30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 30 000 € ;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 3 (Audrey LLEDO, France JAMET et Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur RASSAT sort de séance.

18. ZAT : Mise à disposition d'espaces et de locaux par l'école Sainte-Famille Saint-Charles dans le cadre de l'organisation de la ZAT 10

La 10^e ZAT se déroulera les 9 et 10 avril 2016, dans le quartier populaire de Figuerolles. Sous la direction artistique de Pierre Sauvageot à la tête de Lieux publics, la ZAT 10 propose une rencontre entre la musique, l'espace public, les habitants et le public sous la forme d'une « symphonie urbaine » à Figuerolles, du Plan Cabanes à la Cité Gély.

Dans le cadre de cette 10^e édition, l'école Sainte-Famille Saint-Charles, située place Roger Salengro, met gratuitement à disposition de la Ville de Montpellier des locaux en vue de leur utilisation les 9 et 10 avril comme espace de loges et d'accueil des artistes programmés pendant la manifestation. Les locaux concernés par cette mise à disposition sont une salle en rez-de-chaussée donnant sur la cour principale, une salle à l'étage donnant sur cette cour ainsi que les toilettes adultes accessibles depuis la cour.

La Ville s'engage à occuper ces locaux conformément à l'usage prévu dans la convention ci-jointe, à les assurer, en contrôler l'accès, les garder et à en assurer le nettoyage courant durant la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette convention et, plus généralement, tout document s'y rapportant.

Pour : 55

Contre : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

19. ZAT : Mise à disposition d'espaces et de locaux par ACM dans le cadre de l'organisation de la ZAT 10

La ZAT, une manifestation culturelle accessible à tous est devenue en dix éditions, l'événement incontournable de Montpellier en matière de spectacle vivant. À l'initiative de la Ville de Montpellier elle s'est imposée dans le paysage culturel montpelliérain et a remporté un succès populaire important.

La 10^e ZAT se déroulera les 9 et 10 avril 2016, dans le quartier populaire de Figuerolles. Sous la direction artistique de Pierre Sauvageot à la tête de Lieux publics, la ZAT 10 propose une rencontre entre la musique, l'espace public, les habitants et le public sous la forme d'une « symphonie urbaine » à Figuerolles, du Plan Cabanes à la Cité Gély.

Dans le cadre de cette 10^e édition, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM) autorise la Ville de Montpellier à utiliser du lundi 4 avril à 9h au lundi 11 avril 2016 à 12h00, des immeubles d'habitation situés Cité Gély dont il est propriétaire, en vue de la conception et la réalisation du spectacle Zéro Degré de la compagnie La Fabrique royale. Il s'agit en particulier des façades et aménagements immobiliers qu'elles comportent, les parties communes, ainsi que l'immeuble à usage commercial situé Rue du Mas de merle, notamment les façades et leurs aménagements immobiliers, les parties communes, les toits et leurs accès par les parties communes.

Le choix définitif des immeubles utilisés se fera pendant la conception du spectacle, à partir du 4 avril, en concertation avec ACM et les artistes.

La Ville s'engage à suivre les préconisations et restrictions fournies par ACM quant aux possibilités et restrictions liées à chacun des immeubles ou des parties d'immeubles de la Cité Gély, à limiter les accès aux espaces et locaux à ses personnels et préposés, ainsi qu'aux artistes qu'elle aura invités, à l'exception de tout autre public, à assurer une surveillance physique des accès durant les périodes de montages techniques, de répétitions et de représentations ; en dehors de ces périodes, la Ville de Montpellier s'engage à les maintenir fermés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette convention et, plus généralement, tout document s'y rapportant.

Pour : 55

Contre : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur RASSAT entre en séance.

20. ZAT : Mise à disposition d'espaces et de locaux par Groupama Méditerranée dans le cadre de l'organisation de la ZAT 10

La ZAT, une manifestation culturelle accessible à tous, est devenue en dix éditions, l'événement incontournable de Montpellier en matière de spectacle vivant. À l'initiative de la Ville de Montpellier, elle s'est imposée dans le paysage culturel montpellierain et a remporté un succès populaire important.

La 10^e ZAT se déroulera les 9 et 10 avril 2016, dans le quartier populaire de Figuerolles. Sous la direction artistique de Pierre Sauvageot à la tête de Lieux publics, la ZAT 10 propose une rencontre entre la musique, l'espace public, les habitants et le public sous la forme d'une « symphonie urbaine » à Figuerolles, du Plan Cabanes à la Cité Gély.

Dans le cadre de cette 10^e édition, Groupama Méditerranée met gratuitement à disposition de la Ville de Montpellier deux espaces de stationnement situés Rue Adam de Craponne ainsi qu'un local situé au sein de la Maison de l'Agriculture, afin d'y installer des zones logistiques, des espaces de bureaux et le PC d'organisation de la manifestation.

La Ville s'engage à occuper ces locaux conformément à l'usage prévu dans la convention ci-jointe, à les assurer, les garder et à en assurer le nettoyage courant durant la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette convention de mise à disposition de locaux à titre gratuit et, plus généralement, tout document s'y rapportant avec l'entreprise concernée.

Pour : 56

Contre : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame BODKIN sort de séance

21. Théâtre Jean Vilar Convention de mise à disposition à titre gratuit à l'association « Génération Espoir et Développement »

La Ville souhaite favoriser la diversité culturelle et rechercher de nouveaux publics, plus particulièrement les habitants des quartiers populaires. L'association Génération Espoir et Développement propose au Théâtre Jean Vilar, une pièce à succès jouée par la Troupe du Théâtre National du Maroc, pièce incontournable de la production marocaine. Il est donc proposé de permettre une mise à disposition à titre gratuit du Théâtre Jean Vilar.

Dans le cas du spectacle *Ja ou Jab* diffusé dans le cadre d'une tournée en France, en Espagne, en Belgique et aux Pays-Bas, soutenu par le Consulat du Maroc, l'association Génération Espoir et Développement propose d'offrir le plateau artistique, comprenant les cachets des artistes, les frais d'approche, les droits et taxes liés au spectacle ainsi que la communication pour un montant de 10 532 €.

De son côté la Ville mettrait à disposition le Théâtre en ordre marche pour un montant valorisé à 2 872 €, montant détaillé dans la convention de mise à disposition jointe en annexe.

La mise à disposition du théâtre Jean Vilar est programmée le vendredi 29 avril 2016 (de 14 H à 24 H).

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition du théâtre Jean Vilar à l'association GED, le vendredi 29 avril 2016 ;
- de dire que cette mise à disposition se fera à titre gratuit et que sa valorisation, soit 2 872 €, sera considérée comme une subvention en nature et, à ce titre, inscrite au compte administratif de la collectivité et dans les comptes du bénéficiaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

22. Acceptation de la donation à la Ville de Montpellier de l'œuvre Up and down de JonOne

L'exposition « JonOne – Above and below », présentée au Carré Sainte-Anne du 24 juin au 1^{er} novembre 2015, a rencontré un succès exceptionnel en accueillant plus de 115 000 visiteurs. Cette exposition représente la plus forte fréquentation à ce jour du Carré Sainte-Anne, espace d'art contemporain.

À la suite de ce succès et en raison des conditions d'accueil qui ont été offertes à l'artiste par la Ville de Montpellier, John Andrew PERELLO, dit JonOne, a souhaité lui faire don de l'œuvre *Up and down*, huile sur toile, d'une valeur de 44 400 € (cote actuelle de l'artiste), aux conditions suivantes précisées dans l'acte notarié :

- la Ville s'engage à ne pas vendre cette œuvre ;
- la Ville s'engage à solliciter l'avis de l'artiste, JonOne, en cas d'exposition et d'usage de l'œuvre à des fins de communication.

Cette donation est le reflet de l'image exceptionnelle que porte la Ville de Montpellier dans le secteur de l'art contemporain. Lieu attractif, dont la qualité de la programmation et les conditions d'accueil des artistes sont désormais de notoriété nationale, le Carré Sainte-Anne est désormais un lieu d'art contemporain incontournable au niveau régional comme national.

Au regard de l'intérêt de cette donation pour la Ville de Montpellier, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter le don de l'œuvre *Up and down* de John Andrew PERELLO dit JonOne, qui rejoindra le fonds de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser la prise en charge sur le budget de la Ville, fonction 923, des frais liés à l'acceptation de cette donation ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

Mesdames YAGUE et BODKIN entrent en séance. Mesdames SCUDIER (et donne procuration à Monsieur RASSAT), ACQUIER et Messieurs YOUSSEUS et DELAFOSSE (avec la procuration de Monsieur MARTIN) sortent de séance.

23. Révision des critères de la commission des dérogations scolaires

Placé sous la responsabilité du Maire, le périmètre scolaire définit des secteurs correspondant aux zones d'inscription des élèves dans les différentes écoles de la ville. Cette disposition permet de privilégier l'accueil des élèves à proximité de leur domicile et de maintenir un équilibre entre les différentes écoles.

L'article L. 131 du Code de l'Éducation modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales précise que lorsque le ressort des écoles publiques a été déterminé par délibération dans le cadre d'une sectorisation, les familles doivent se conformer à ces dispositions. Les inscriptions scolaires sont donc instruites en fonction de la résidence de l'enfant.

Ce critère de résidence étant la règle générale, il existe une procédure dérogatoire qui permet aux familles de demander l'inscription de son ou ses enfants dans une autre école que celle de rattachement.

La Ville de Montpellier a mis en place une commission afin d'étudier les demandes de dérogations des parents.

Les critères de recevabilité de ces demandes et le fonctionnement de cette commission ont fait l'objet d'une délibération en date du 6 mai 2013, et ont été revus en concertation avec l'ensemble des partenaires lors d'une réunion le 8 décembre 2015.

Le fonctionnement proposé est le suivant :

La commission :

Présidée par le Maire ou son Adjointe déléguée à la réussite Educative, elle est composée comme suit :

- Les représentants de la Direction de l'Éducation ;
- Les représentants de la Direction académique des services de l'Éducation nationale ;
- Les représentants des organisations syndicales enseignantes ;
- Les représentants des fédérations des parents d'élèves.

La procédure :

- Deux commissions annuelles seront organisées : la commission plénière et la commission de recours prévues lors du dernier trimestre scolaire.

Les dossiers sont classés selon 3 types de critères retenus (automatiques, pédagogiques et familiaux).

Seuls les critères familiaux font l'objet d'un examen en commission, les autres critères étant accordés hors commission.

Il est à noter que les demandes de dérogations, même si elles répondent à des critères reconnus, ne sont accordées que sous réserve des possibilités d'accueil.

Les critères automatiques sont définis comme suit :

- Motif médical de l'enfant (non d'un tiers) ;

- Rapprochement de fratrie (concerne strictement la première inscription d'un enfant qui demande à rejoindre son aîné et hors cursus spécifique) ;
- Quelques situations d'urgence en cours d'année scolaire donnant lieu à un compte rendu récapitulatif transmis aux membres de la commission de dérogations ;
- Les demandes d'inscription d'élèves résidant hors de la commune sous réserve de l'accord du Maire de la commune de résidence et de la Ville de Montpellier.

Les critères pédagogiques sont les demandes de dérogations des élèves non soumis à la sectorisation dont l'affectation dans une école est demandée au Maire et précisée par les représentants de l'Education nationale.

- CHAM (Cours à Horaires Aménagés Musique) ;
- Sections internationales (Chinois, anglais, allemand, espagnol) ;
- Cursus Occitan ;
- EANA : (Elève Allophone Nouvellement Arrivé) ;
- Cursus Sportif : (GRS : Gymnastique rythmique et sportive...) ;
- ULIS : Unité localisée pour l'Inclusion Scolaire (élèves en situation de handicap) ;
- Classe pour scolarisation des élèves âgés de moins de trois ans ;
- Demandes émanant de la DASEN ou de ses représentants.

Les critères familiaux sont définis selon les motifs suivants :

- Mode de garde ;
- Professionnel ;
- Médical (autre que l'élève) ;
- Rapprochement de fratrie, l'aîné étant en cursus spécifique ;
- Situations conflictuelles (conflits à l'école, de voisinage ou familiaux).

Des justificatifs spécifiques selon les motifs sont obligatoires à la constitution de la demande de dérogation et tout dossier incomplet ne pourra être présenté en commission.

Abandon du critère « Continuité scolaire Grandes sections/Cours Préparatoires à la rentrée scolaire 2017 ».

Pour une équité de traitement et afin d'offrir à chaque élève une école proche de son domicile, il est indispensable que l'inscription des élèves de grandes sections maternelles aux Cours préparatoires (écoles élémentaires) ne soit plus automatique.

En fin de cursus maternelle, l'élève ayant déménagé sera inscrit au Cours Préparatoire en fonction de sa nouvelle adresse. Cette démarche s'appuie sur la logique de la carte scolaire, et elle est en cohérence avec la procédure Presto, qui permet l'actualisation des informations fournies par les familles, notamment la mise à jour de leurs adresses.

Les familles en seront informées dès le début de la campagne des inscriptions scolaires et la demande éventuelle de maintien sera soumise à une demande de dérogation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider l'organisation revue et ainsi présentée ;
- d'autoriser le Maire ou à défaut l'Adjointe au Maire déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui veut des explications ? Madame LLEDO et Madame CANAUD.

Audrey LLEDO : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers, bonsoir. Dans cette affaire 23 mise à l'ordre du jour de ce conseil, vous faites référence aux critères de dérogation scolaire, autrement dit aux différents critères permettant aux élèves d'aller dans telle ou telle école. Vous définissez alors trois types de critères : les critères automatiques, les critères pédagogiques et les critères familiaux. Vous supprimez cependant le critère suivant : continuité scolaire, grande section, cours préparatoire, à la rentrée 2017. Comme nous n'avons pas accès à la Commission des affaires générales, j'aurais deux questions : qu'en sera-t-il pour la

rentrée 2016, est-ce la seule modification apportée et, si ce n'est pas le cas, quels étaient les anciens critères ?
Merci.

Monsieur le Maire : Madame CANAUX, puis Madame MARSALA vous répondra, et Monsieur BOUMAAZ veut poser une question. Et Madame BOUALLAGA aussi.

Nancy CANAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je l'ai dit à la Commission des affaires générales, je suis contre ce durcissement des dérogations scolaires, parce que je trouve que nous devons avoir une grande liberté d'inscription de nos enfants. On a beau me dire que les moyens éducatifs – cela, j'en suis sûre – sont mis à égalité dans toutes les écoles, j'en conviens, j'en suis certaine, je vous remercie, mais, en revanche, je pense que le niveau des écoles n'est pas du tout le même dans tous les quartiers. Vous le savez aussi bien que moi. Je pense donc que cela fait le beau jour des écoles privées qui croulent sous les demandes et les listes d'attente. Je trouve un peu dommage qu'il nous soit donné des contraintes aussi difficiles à respecter et des difficultés d'obtention des dérogations d'inscription dans ces écoles.

Monsieur le Maire : Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Monsieur le Maire, j'aimerais que ce soit vous qui répondiez à cette question. Est-ce que cette révision soudaine des critères de la Commission de la dérogation scolaire ne fait pas suite à cette levée de boucliers de nos parents d'élèves de plusieurs écoles, et bizarrement du secteur Nord de notre territoire, qui, pour beaucoup d'entre eux, ont déposé de nombreuses demandes de dérogation suite à ce nouveau redécoupage ? Aujourd'hui, ces parents d'élèves n'ont toujours pas compris ce nouveau découpage de cette carte scolaire, carte scolaire qui, semble-t-il, aurait été réfléchi sans concertation ou manque d'information chronique. Je pense aussi, Monsieur le Maire, que cette affaire est bien la preuve, et surtout la conséquence, de ce déséquilibre entre les groupes scolaires sur notre territoire ; le véritable problème est là. Elle fait suite à ces dérogations qui ont été données dans le passé, un peu « à la tête du client », lors de ces dernières mandatures où, je vous rappelle, Monsieur le Maire, vous étiez au sein de cette majorité. Alors question, pourquoi cette révision soudaine et pourquoi ne pas l'avoir fait avant ce redécoupage de la carte scolaire ? Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur BOUMAAZ. Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : Monsieur le Maire, chers collègues, merci de me donner la parole. Tout d'abord, je pense qu'il n'est pas question qu'elle soit soudaine ou non, l'essentiel est qu'elle soit là. Je salue le travail de Madame MARSALA vis-à-vis de cette affaire. Je voterai pour avec mes deux mains et mes deux pieds. Je constate, dans cette affaire, Monsieur le Maire, qu'il existe une avancée importante pour la justice sociale à Montpellier. Dans le dernier paragraphe, le service Prest'O va permettre à certains parents qui ont pour habitude de pratiquer les causes d'évitement, d'éradiquer justement ce genre de pratique, pratique qui, avec des papiers complètement non officiels, permettait à certains roublards de tromper la mairie. Avec le croisement des données, vous permettez, Madame MARSALA et vos équipes, un peu plus d'équité pour ces parents. Je salue le collectif des Mamans du Petit Bard qui se sont battues, que vous avez bien voulu écouter. Ce n'est pas facile, votre délégation est aussi l'une des plus difficiles, il faut le concevoir aussi, dans un état des choses qui est difficile, même nationalement parlant. Est-ce que nous pouvons dire que les écoles sont une partie essentielle de la République, Monsieur le Maire ? Alors je vais citer Jean Jaurès qui disait qu'il ne séparait jamais la justice sociale de la République, car sinon elle n'était qu'un mot. Et je m'arrêterai là.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BOUALLAGA, et votre intervention me va droit au cœur. Je voulais vous le dire. Je donne la parole à Isabelle MARSALA qui va répondre aux questions qui ont été posées.

Isabelle MARSALA : Absolument. Nous allons faire un petit point pour être bien clair sur ce qu'est une dérogation scolaire, comme cela nous saurons de quoi nous parlons tous. Nous savons déjà que les inscriptions scolaires sont effectuées en fonction du lieu de résidence des familles, sous le principe équitable d'une scolarité au plus proche du domicile. Toutefois, il existe une procédure qui existe déjà depuis quelques années permettant aux familles de demander l'inscription de leur enfant dans une autre école que celle qui leur est allouée. Cela s'appelle une dérogation. La délibération existait depuis 2013, mais elle demandait à être revue. Dans une volonté de plus grande clarté, nous avons réuni la Commission de dérogation qui est composée

d'élus de la ville, des services éducation de la ville, de la direction académique de l'Éducation nationale, des organisations syndicales d'enseignants et de la fédération des parents d'élèves. Ensemble, nous avons remis à jour les procédures de travail sur les dérogations et, principalement, nous avons listé à nouveau les critères d'obtention de la dérogation, ceci dans le but d'une plus grande lisibilité et d'une meilleure compréhension des familles envers ce système. Ce document sera envoyé à toutes les écoles et sera visible sur le site de la ville, vous pouvez le consulter.

Pour répondre plus particulièrement aux questions que vous avez posées, Mademoiselle LLEDO, la continuité scolaire est une obligation d'État ; c'est pour cela qu'elle n'est pas listée. Elle reste obligatoire, comme le suivi de fratrie. Elle n'est pas touchée dans la mesure où nous n'avons pas à le faire. Ensuite, par rapport à ce qui a été dit, Monsieur BOUMAAZ, je me permets de vous répondre, parce que, même en tant que femme, je crois que j'ai le droit à la parole. Je ne me réfère pas qu'à mon maire.

Djamel BOUMAAZ (*propos hors micro*)

Isabelle MARSALA : Il faudrait vous exprimer plus correctement si vous voulez que je vous comprenne. Vous avez osé me parler des mamans de Celleneuve, vous osez en parler, mais vous n'avez pas honte ! Monsieur, ne vous mêlez pas de ce qui ne vous regarde pas, parce que vous manquez sérieusement d'intelligence sur ce dossier. Vous avez reçu les mamans de Celleneuve, vous ne les avez pas défendues en Conseil municipal. Vous venez me parler des mamans de Celleneuve que vous avez reçues. Vous avez eu droit à un très bel article dans le journal à ce sujet. Il n'en est rien ressorti, vous ne les avez pas défendues en Conseil municipal. J'ai reçu les mamans de Celleneuve.

Monsieur le Maire : Laissez finir Madame MARSALA qui va répondre aux trois questions qui ont été posées. Allez-y, Madame MARSALA. Monsieur BOUMAAZ, je vais vous dire, je vais vous raconter une histoire. Le jour où Madame MANDROUX m'a confié l'urbanisme, une élue – qui à l'époque siégeait dans le groupe UMP-UDI, pour ne pas la nommer, Madame LABROUSSE – a dit « un dentiste à l'urbanisme » avec un air de mépris ; il ne faut pas mépriser. C'est très méchant de mépriser et, de plus, regardez la situation d'aujourd'hui, je suis là et Madame LABROUSSE, où est-elle ? Je me tourne à gauche, à droite, et je ne la vois plus. Il ne faut pas faire comme Madame LABROUSSE, écoutez Madame MARSALA. Allez-y, Madame MARSALA.

Isabelle MARSALA : Merci. Au sujet des parents de Celleneuve que j'ai rencontrés à plusieurs reprises, une concertation effective pour la carte scolaire a eu lieu et cela n'a jamais été dénié par personne. Nous avons été sur chaque école proposer cette carte scolaire deux fois : une fois avant de la proposer et une fois ensuite pour l'acter avec les familles et le personnel enseignant. Les parents de Celleneuve, je les ai rencontrés plusieurs fois, j'étais encore avec eux la semaine dernière, nous nous sommes très bien compris. Il n'existe pas de problème à Celleneuve, que je sache. Des grèves n'ont pas eu lieu à Celleneuve. Les parents n'ont pas manifesté à Celleneuve, nous sommes dans une discussion, nous nous sommes compris et la relation est actuellement bien établie. Le problème n'est pas là. Vous me parliez de faire des dérogations « à la tête du client », moi aussi j'ai entendu des phrases comme cela qui ne m'ont pas plu sur le terrain. C'est pour cela que, dès le mois de novembre 2015, nous avons réuni ce groupe de travail afin de revoir ce que pouvaient être les critères de dérogation, de les lister à nouveau et de vous les proposer. Bien sûr, vous pouvez trouver que cela a été un peu long depuis novembre, c'était, je vous le signale, avant les cartes scolaires, avant tout ce genre de problèmes, mais nous avons mis quatre mois parce qu'il fallait travailler avec plusieurs partenaires et que le temps est nécessaire. C'est quelque chose qui date d'avant, qui a commencé à être travaillé en novembre 2015 et terminé ce mois-ci. Nous voulons faciliter les inscriptions dans les écoles, pour que cela soit plus fluide. Madame CANAUD, ce n'est pas un durcissement réel, c'est juste une mise à jour de la réalité du terrain. C'est tout. Nous essayons de savoir quels sont les enfants qui ont le droit concret à une dérogation par rapport à des critères clairement établis. Les parents seront absolument au courant de notre manière de travailler. Nous sommes plus dans un esprit de clarté que de durcissement, cela a plus été ce chemin-là. De plus, il s'est trouvé qu'avec les nouvelles inscriptions à la cantine, nous avons eu, à ce moment-là, une remise à jour des adresses des familles, ce qui nous a permis de mieux rééquilibrer les inscriptions scolaires. Et merci, Madame BOUALLAGA, d'être dans le sens que je défends.

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur DELAFOSSE avec la procuration de Monsieur MARTIN entre en séance.

24. Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2016

La Ville de Montpellier développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur à 800 €.

Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes de 4 à 16 ans des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année, à près de 400 enfants entre 4 et 16 ans la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances.

En 2016, en accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme « Aide aux Vacances Enfants » (AVE) de la Caisse d'Allocations Familiales et seuls pourront être concernés les enfants éligibles à ce dispositif.

La participation de la Ville concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 15 jours maximum). La Ville intervient dès le 1er jour, en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial.

À partir du 8ème jour, la Ville prend le relais de l'AVE qui cesse au 7^e jour du séjour.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2016 (Nature/Fonction 6188/92421), soit 40 000 €.

Barème pour un séjour compris entre la 1^{re} et la 7^e nuit (8 jours) plafonné à 50 €/jour :

	Quotient familial de 0 à 370 €	Quotient familial de 371 € à 700 €	Quotient familial de 701 à 800 €
Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville	45 % du prix du séjour dont AVE CAF max. 45 % Participation Ville de 10 %	40 % du prix du séjour (dont AVE CAF max. 40 %) Participation Ville de 10 %	25 % du prix du séjour (dont AVE CAF max. 25 %) Participation Ville de 10 %
Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	90 % du prix du séjour (dont AVE 90 %)	80 % du prix du séjour (dont AVE 80 %)	50 % du prix du séjour (dont AVE 50 %)

Barème pour un séjour compris entre la 8^e et la 14^e nuit (7 jours) plafonné à 50 €/jour

	Quotient familial de 0 à 370 €	Quotient familial de 371 € à 700 €	Quotient familial de 701 à 800 €
Aide Ville jusqu'à 2 enfants	45 % du prix du séjour	40 % du prix du séjour	25 % du prix du séjour
Aide Ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	80 % du prix du séjour	70 % du prix du séjour	40 % du prix du séjour

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis ;
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des précisions à Isabelle MARSALA ? Madame LLEDO. Allez-y, Madame LLEDO.

Audrey LLEDO : Encore une fois, pour cette intervention, vous n'aurez que quelques questions. Dans cette affaire 24 mise à l'ordre du jour de ce Conseil, vous proposez de prendre part au séjour en vacances d'enfants issus de milieux populaires. C'est une démarche que je soutiens, c'est une aide qui va de 10 à 80 % pour les familles monoparentales, les familles nombreuses ou les familles ayant un enfant en situation de handicap. Comme je le disais, c'est une belle initiative de la part de la ville ; cependant, comme nous n'avons pas accès à la Commission des affaires générales, j'ai tout de même une question. J'aimerais savoir quel est le coût, pour l'ensemble des Montpelliérains, à travers leurs impôts. Merci.

Monsieur le Maire : 40 000 euros, c'est écrit dans la délibération.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame ACQUIER entre en séance.

25. Convention de partenariat 2015/2016 entre la Ville de Montpellier et l'association Unis-Cité - extension de l'action aux ALSH

L'association Unis-Cité a pour objet de développer des programmes d'actions menées par des jeunes dans le cadre d'un service civique. La collectivité et d'autres partenaires ont contribué au financement de différentes actions de l'association : lutter contre l'isolement des seniors, sensibiliser aux économies d'énergie ou travailler avec les plus jeunes autour des valeurs civiques et citoyennes.

L'association Unis-Cité a ainsi développé le programme « Néo-Citoyen » qui permet à des enfants de 6 à 10 ans d'entreprendre un véritable parcours du citoyen pour (re)découvrir et adopter 8 compétences citoyennes

appartenant à des enjeux civiques majeurs (responsabilité et respect, égalité et tolérance, entraide et coopération, confiance en soi et autonomie). Ce projet part du principe que l'éducation à la citoyenneté par l'action est un mode de prévention efficace contre les incivilités.

L'association Unis-Cité a souhaité proposer cette action aux équipes d'animation de la Ville de Montpellier. Par délibération du 28 janvier 2016, le Conseil municipal a adopté une première convention précisant la nature et les modalités d'intervention de l'association Unis-Cité lors des temps périscolaires sur les Accueils de Loisirs Périscolaires (ALP) Bolivar et Malet pour l'année scolaire 2015/2016.

La présente convention étend cette action aux ALSH Oxford et l'ALSH Malet pendant les vacances scolaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Unis-Cité, jointe en annexe à la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

26. Approbation de l'avenant au Contrat d'association de l'école privée Ste Émilie pour l'année 2016/2017.

Dans le cadre de l'année scolaire 2016/2017, l'école Ste Émilie a déposé une demande d'avenant au contrat d'association. La Préfecture sollicite l'avis formel du conseil municipal de la Ville.

Cet avenant au contrat d'association, déposé le 12 janvier 2016, détermine le montant de la contribution familiale pour la rentrée 2016/2017.

Pour la rentrée 2015/2016, le montant de la contribution familiale s'élevait à 52 € en maternelle, 49 € en primaire, la demi-pension à 5,20 € et l'externat surveillé à 30 € par mois.

Pour la rentrée scolaire 2016/2017, l'école Ste Émilie appliquera les nouveaux tarifs comme suit : 52,50 € en maternelle, 49,50 € en primaire, la demi-pension à 5,30 € et l'externat surveillé à 30 € par mois.

Le cycle pédagogique est inchangé soit : - cycle 1 : PS, MS, GS, - cycle 2 : CP, CE1, CE2, - cycle 3 : CM1, CM2 (pas de 6^e dans l'établissement).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable à l'avenant au contrat d'association de l'école Ste Émilie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer l'avenant à la convention ou tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame SCUDIER et Monsieur YOUSSEUS entrent en séance. Madame SCUDIER récupère sa procuration.

27. Terrain de football LES TRITONS (Les Hauts de Massane)

Quartier Mosson

Réfection des aires de jeux

Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions

La Ville de Montpellier a la volonté de doter les quartiers d'équipements de proximité de qualité. Dans ce cadre, elle souhaite réhabiliter le terrain de football Les Tritons aux Hauts de Massane dans le quartier Mosson, quartier prioritaire de la Ville.

Principalement utilisé par les associations du quartier, cet équipement transformé viendra conforter le projet de rénovation urbaine en cours de réalisation.

La réfection des aires de jeux stabilisées en terrain de gazon synthétique permettra d'optimiser les mises à disposition de créneaux et les conditions d'entraînement et d'accueil du plus jeune public en toute sécurité.

La dimension environnementale de ce projet sera largement atteinte dans la mesure où les contraintes d'entretien seront fortement réduites.

L'enveloppe financière globale de cette opération est fixée à 500 000 € TTC et sera réalisée en une tranche. Un marché à procédure adaptée pourra être lancé et des subventions seront sollicitées auprès des organismes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de la réhabilitation du terrain de football Les Tritons ;
- de dire que le financement de cette opération sera inscrit au budget 2016 de la Ville, fonction 904 nature 2113 ;
- de lancer les marchés à procédures adaptées nécessaires à la réalisation des travaux ;
- de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possible ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Terrain de football Les Tritons que nous allons refaire en synthétique et qui sera mis à la disposition des clubs, Monsieur ABERT, en septembre, en même temps que le deuxième terrain d'entraînement de la Mosson. Suite aux inondations, nous avons refait le premier, nous allons refaire le second, et nous ferons, suite à la réunion de quartier du quartier Mosson-Paillade de l'an passé et la promesse que nous avons faite aux habitants, le terrain des Tritons. Monsieur ABERT.

Fabien ABERT : Effectivement, ce sont l'affaire n° 27 et l'affaire n° 28, puisque le terrain de foot Mosson 2 est l'affaire suivante. Pour revenir sur le terrain de football Les Tritons, effectivement il s'agit d'une demande qui est très ancienne, à laquelle nous répondons aujourd'hui, et cela permet donc également de s'inscrire dans ce projet de rénovation urbaine du quartier avec une finalité en termes d'équipements sportifs, avec un terrain de foot synthétique, de taille un peu plus réduite que certains, puisque la dimension ne peut accueillir que des matchs officiels en catégorie U13, mais qui va permettre à tous les enfants du quartier d'en bénéficier et, bien sûr, nous veillerons à ce que ce soit un club qui soit structuré, qui respecte les règles du district et de la ligue, qui soit présent et qui fasse le vrai travail qui doit être fait sur un club de quartier et l'école de foot.

Monsieur le Maire : Qui veut des explications supplémentaires ? Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Très rapide, Monsieur le Maire, très court. Tout d'abord, je tiens à saluer cette initiative en espérant que ce début de traitement d'égalité, que ce soit envers les enfants des Beaux-Arts avec ce stade Prévost et envers ceux de la Mosson avec ce nouveau stade Les Tritons, ne s'arrête pas à une question de stade. J'espère que ce traitement d'égalité, qui est le socle de notre équilibre au sein de notre territoire – dont vous êtes

le garant, Monsieur le Maire, ne l'oubliez pas –, sera appliqué dans votre politique économique, culturelle, sportive, mais aussi dans le logement et l'emploi, et quand je parle d'emploi, c'est bien sûr au sein de notre collectivité. Pour en terminer, si vous me le permettez, cet objectif, si vous le maintenez avec ces quelques recommandations, voire rectifications, jusqu'à la fin de ce mandat, nous pourrions alors dire que vous avez bien mené une politique autrement, car, aujourd'hui, Monsieur le Maire, nous sommes plus dans une politique d'autrefois, autrement. Ce sera tout.

Monsieur le Maire : En tout cas, sur la ville, aux dernières régionales, je l'ai vu dès les premiers tours. Je ne vais pas vous faire une explication de texte là, mais j'ai tous les chiffres prêts à bondir et, si vous le voulez, je peux même filer la métaphore, comme il est dit en littérature, c'est-à-dire commencer un premier tour des municipales, passer par le premier tour des cantonales, et finir en beauté avec le premier tour des régionales, sur la ville, sur la métropole, et même sur le département. Nous n'allons pas en arriver là, nous n'allons pas sortir les outils aujourd'hui. Nous avons le temps de nous étripier sur les scores. Il va y avoir, en 2017, toute une série de compétitions politiques qui vont donner aux uns et aux autres la capacité de s'exprimer. Je vous rassure, je ne suis pas candidat à la présidentielle et je ne suis pas candidat non plus à la législative. Madame BRISSAUD, écoutez-moi, si vous voulez gagner les législatives, inspirez-vous de moi.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

28. Terrain de football MOSSON 2

Quartier Mosson

Réfection des aires de jeux

Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite suite aux inondations de septembre et octobre 2014 reconstituer l'offre sportive existante sur le quartier de la Mosson.

En effet il est important de pouvoir offrir aux nombreuses associations évoluant sur le complexe sportif de la Mosson, des équipements sportifs dont les enjeux liés à la qualité et au confort sont particulièrement importants dans les quartiers de la politique de la Ville.

La réhabilitation du terrain Mosson 2 en terrain synthétique de nouvelle génération améliorera les conditions d'entraînement et d'accueil des jeunes du quartier.

L'enveloppe financière globale de cette opération est fixée à 550 000 € TTC et sera réalisée en une tranche. Un marché à procédure adaptée pourra être lancé et des subventions seront sollicitées auprès des organismes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de la réhabilitation du terrain de football Mosson 2 ;
- de dire que le financement de cette opération sera inscrit au budget 2016 de la Ville, fonction 904 nature 2113 ;
- de lancer les marchés à procédures adaptés nécessaires à la réalisation des travaux ;
- de solliciter des organismes compétents les subventions pouvant accompagner l'effort financier de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

29. COLOR ME RAD 2016

le dimanche 10 avril 2016 au Complexe de Grammont

Autorisation d'occupation du domaine public

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives.

De nombreuses épreuves originales apparaissent, basées sur des rassemblements populaires lors d'une course à pied, agrémentées de difficultés (parcours du combattant, épreuves sportives, jets de peintures ou de bulles de savons, zones musicales etc.).

Après un succès significatif dans les autres métropoles françaises, la société Iphitos propose l'organisation de « Color Me Rad » le 10 avril 2016 sur le site de Grammont.

Cette épreuve, fortement médiatisée, et très populaire auprès d'un public jeune et à tendance féminine, peut regrouper plus de 10 000 personnes qui reçoivent, tous les kilomètres, de la poudre colorée (fécule de maïs biodégradable), avant une arrivée en musique de 10h à 17h.

La société organisatrice de l'événement reversera 1 € par participant inscrit à une ONG de référence en France le Pl4y International.

À ce titre, l'organisateur sollicite, l'utilisation d'une partie du parking de Grammont pour y installer le village, et établira un parcours de 5 kilomètres sur lequel seront réparties quatre « color stations ».

Cette manifestation nécessite la signature entre la société Iphitos et la Ville d'une convention spécifique d'utilisation du domaine public de la Ville, annexée à la présente délibération.

Celle-ci précise les conditions de cette mise à disposition à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet événement.

Cette autorisation à titre gratuit constitue une subvention en nature dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015 fixant les tarifs 2016 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Manifestation : $5\,000\text{ m}^2 \times 1\text{ jour} \times 2.15\text{ €/m}^2 = 10\,750\text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à : 10 750 €.

De plus, la Ville de Montpellier engage pour le compte de la manifestation la prise en charge de prestations suivantes :

- nettoyage du site par la S.M.N. : balayage et lavage mécanique.

Ces services de prestations constituent une subvention en nature valorisable pour un montant de 1 000 €.

Enfin, la Ville de Montpellier met à disposition des organisateurs :

- divers matériels (chaises, tables, barrières, podium) pour un montant de : 2 100 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la tenue de la manifestation Color Me Rad sur le domaine de Grammont ;
- d'approuver la convention annexée à la présente manifestation ;

- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, et l'établissement d'une redevance par le service des Affaires Commerciales pour les espaces commerciaux proposés sur le site ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 13 850 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Allez-y, Monsieur ABERT, faites-nous rêver.

Fabien ABERT : Cette délibération a pour but l'autorisation de l'occupation du domaine public dans le cadre de la Color Me Rad qui aurait lieu le 10 avril à Montpellier au complexe de Grammont. Cette course s'inscrit pleinement dans la politique entamée depuis notre prise de fonction sur le développement des courses sur la ville avec le 10 km, l'Urban Trail et le marathon sur lequel nous reviendrons un peu plus tard. Cette course aura lieu le 10 avril de 10h à 17h, c'est une course pleine de couleurs, sur un fond musical également. Il faut savoir que rien n'est toxique dans la poudre de couleur, puisque c'est de la fécule de maïs, donc rassurez-vous, il n'existe aucun souci de ce point de vue-là. Pour répondre à Madame CANAUD, et, par ailleurs, nous pouvons saluer sa présence, car c'est la seule qui était présente à la Commission de l'opposition, nous ne savons pas ce que faisaient les autres, mais en tout cas elle était présente et elle m'a interrogé sur l'ONG avec laquelle la Color Me Rad travaille en partenariat, puisqu'un euro sur l'ensemble des inscriptions sera reversé à cette ONG. Madame BRISSAUD, s'il vous plaît, je vous respecte quand vous parlez, donc essayez de me respecter également, s'il vous plaît, ce serait aimable. C'est une ONG qui est agréée par le ministère de l'Éducation et par le ministère du Sport, donc rassurez-vous, Madame CANAUD, il n'existe aucun problème de ce point de vue-là. Et vous êtes bien sûr tous les bienvenus à cette course qui aura lieu le 10 avril à Grammont.

Monsieur le Maire : Et nous serons tous colorisés, mais de quelle couleur ? En rose fuchsia ?

Fabien ABERT : Un peu de toutes les couleurs, tout dépend où vous passez.

Monsieur le Maire : Ça va alors. Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : N'y voyez pas une attaque personnelle, je suis un peu plus dubitative que vous, Monsieur ABERT, j'ai fait des recherches effectivement sur cette organisation, cette manifestation, qui est très séduisante en effet de prime abord. Alors, effectivement, un euro est reversé à cette ONG Sport sans frontières, qui s'appelle aujourd'hui Play international. Un euro sur 10 000 participants, cela fait 10 000 euros, ce n'est pas non plus énorme. Ce qui me dérange là-dedans, c'est qu'il existe plusieurs questions. Marcher ou courir, finalement, c'est tout à fait louable, quelle que soit la cause pour laquelle nous allons le faire. Ce qui me dérange là-dedans, c'est qu'elle n'est pas très accessible tout de même, puisqu'elle coûte – je cours tous les jours, je cours une heure et demie, c'est gratuit – 22 à 35 euros pour 5 km. Il va y avoir des dizaines de milliers de tee-shirts qui vont être distribués, des dossards, des bracelets, des lunettes. Je me pose la question sur ce que vont devenir tous ces tee-shirts, toutes ces lunettes et tous ces dossards par la suite. La ville, fort sympathique, va nettoyer à la suite de cela tous les désagréments concernant la propreté que cela va engendrer. Autant de questions qui m'interrogent sur la véritable utilité de cette manifestation, parce que surfer sur la mode du running, cela a tout de même ses limites. Ce qui me dérange également est de savoir qui en est véritablement le bénéficiaire, puisque, derrière cela, c'est tout de même une entreprise commerciale qui va engendrer les bénéfices. Nous sommes tout de même aussi dans une région qui est pas mal sinistrée ; j'ai regardé sur le site justement de Color Me Rad, et il existe des tarifs pour les étudiants, pour ceux qui s'inscrivent depuis le mois de décembre, en revanche je n'ai vu aucun tarif préférentiel ni pour les gens qui ont des revenus minimums, ni pour les chômeurs. Donc les chômeurs et les chômeuses n'ont pas le droit de courir ni de se colorer. Je trouve cela dommage. Sur cette affaire, mon collègue et moi-même, nous nous abstiendrons, parce que, en plus de cela, même si c'est de l'amidon, de la farine, je trouve cela bizarre de jeter de la nourriture en ces temps.

Fabien ABERT : Je suis heureux de savoir que vous courez souvent, Madame BOUALLAGA. Apparemment, vous courez souvent, mais vous n'avez pas encore fait de course. Je vais donc vous inviter la prochaine fois à une course que nous organisons sur la ville de Montpellier, puisqu'il faut savoir que les tee-shirts sont distribués

à toutes les courses, les dossards également, donc, bien évidemment, le coureur repart avec son dossard et son tee-shirt. Pour ce qui est de cette manifestation, effectivement, nous essayons de donner un peu de bonheur, d'événement sur la ville de Montpellier. Je pense que, comme vous l'avez dit, la vie n'est pas toujours rose, mais si nous pouvons un peu nous amuser, faire un peu de sport, je pense que c'est bien et, en tout cas, c'est dans cette démarche-là que nous mettons en place cette course, comme nous mettons en place de nombreux événements sportifs, que ce soit au stade ou dans les rues de Montpellier. En tout cas, je vous inviterai à la prochaine course que nous organiserons.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (*Sabria BOUALLAGA avec la procuration de Cédric de SAINT-JOUAN*)

Adopté à l'unanimité.

30. FITDAYS 2016 MGEN

Valorisation de la mise à disposition du domaine public de la Ville Attribution d'une subvention à l'Association TIGRE - Exercice 2016

Dans le cadre de sa politique sportive, de prévention santé et de réussite éducative, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sur son territoire.

À ce titre, elle est sollicitée pour accueillir dans le parc Sophie Desmarets, le Fitdays MGEN 2016, événement de promotion de la santé par le sport qui s'adresse aux enfants des écoles primaires et s'appuie sur l'activité triathlon portée par l'Association TIGRE.

Cette manifestation a pour but de partager avec les enfants les valeurs de persévérance, de dépassement de soi, de respect des autres, mais aussi de leur faire découvrir l'importance d'une saine nutrition.

Plusieurs ateliers éducatifs animés par divers partenaires seront mis en place, pour permettre aux enfants de patienter avant de participer au Triathlon sur le thème du Code Civil et de la convention des droits de l'enfant ; du développement durable ; du travail des sapeurs-pompiers ; de la sécurité routière, etc.

La MGEN, à travers le Fitdays MGEN, tour de France de triathlon à étapes, assure la promotion de l'événement et garantit à la Ville un droit d'image, et l'utilisation de droits promotionnels et publicitaires sur l'événement.

L'association « TIGRE » assure la coordination entre les différents ateliers et anime l'atelier triathlon, sport ludique, qui permettra aux enfants d'enchaîner 20 mètres de natation dans un bassin dédié, un kilomètre de VTT et 250 mètres de course à pied. Des supports pédagogiques seront proposés aux personnels éducatifs des écoles, afin de préparer au mieux les jeunes sportifs aux difficultés d'enchaîner ces différentes activités.

Cette manifestation nécessite la signature entre la Ville, la MGEN et l'association TIGRE, d'une convention annexée à la présente délibération.

Celle-ci précise notamment, les conditions de la mise à disposition à titre gratuit du domaine public de la Ville, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet événement.

Cette autorisation à titre gratuit constitue une subvention en nature dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2015 fixant les tarifs 2016 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Manifestation : $2\,000\text{ m}^2 \times 1\text{ jour} \times 0,56\text{ €/m}^2 = 1\,120\text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève donc à : 1 120 €.

Enfin, il est proposé l'attribution d'une subvention à l'association TIGRE d'un montant de 4 200 € :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6542	Association TIGRE	Projet	Fitdays MGEN	4 200 €
TOTAL				4 200 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la tenue de l'édition 2016 du Fitdays MGEN 2016 dans le parc Sophie Desmarets ;
- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente ;
- d'approuver la subvention en nature telle que décrite ci-dessus valorisable pour un montant de 1 120 € ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'attribuer une subvention de 4 200 € pour ce projet, qui sera prélevée sur la ligne 25 722, nature 6574, chapitre 924, et d'approuver la convention annexée à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

31. MARATHON DE MONTPELLIER

Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville pour l'édition 2016 Approbation des subventions en nature

Fidèle à sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale et internationale.

Le Montpellier Athlétic Méditerranée Métropole (MAMM) a organisé le dimanche 20 mars 2016, avec l'appui de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CREPS de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, la Communauté du Pays de l'Or, les communes de Mauguio-Carnon, Castelnau-le-Lez, Lattes, Palavas et Pérols « le sixième Marathon de Montpellier ».

Cette épreuve de course à pied s'est déroulée pour la première fois de la place du Nombre d'Or à Montpellier pour s'étendre sur 5 communes, jusqu'à la mer, sur une distance officielle de 42,195 km. Le départ et l'arrivée ont eu lieu de la place du Nombre d'Or, soit une seule boucle desservant l'ensemble des collectivités partenaires de l'édition. Le parcours extrêmement rapide, sans difficulté, combinait le plus haut niveau à la recherche de la performance.

Un marathon relais était aussi organisé, cette version ayant connu, lors des précédentes éditions, un très grand engouement, devenant ainsi le plus important relais de France. Le parcours était accessible aux personnes en situation de handicap (non-voyants et coureurs à lames).

Le Marathon est devenu une course à pieds conviviale et populaire, ainsi le MAMM, en lien avec la Ville de Montpellier a organisé de nombreuses animations autour de l'événement comme une course pour enfants et de l'initiation à la marche nordique.

De même, un village des collectivités a été ouvert du vendredi 18 mars au 20 mars 2016 et une conférence est proposée aux spectateurs et famille des coureurs sur le thème « le cerveau et le running ».

Afin de finaliser cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la ville, précisant la nature de l'autorisation, doit être signée entre les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constituant une subvention en nature eu égard à l'intérêt manifeste que représente cet événement, son montant ainsi valorisé est calculé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2015 fixant les tarifs 2016 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Place du nombre d'Or : $1\,600\text{ m}^2 \times 2.50\text{€} \times 3\text{ jours} = 12\,000\text{ €}$
- Place Georges Frêche : $3\,900\text{ m}^2 \times 1.50\text{€} \times 1\text{ jour} = 5\,850\text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à : 17 850 €.

En complément, la Ville de Montpellier a engagé, pour le compte de la manifestation, la prise en charge de prestations qui constituent des subventions en nature valorisables, pour un montant total de 29 500 €, selon les modalités suivantes :

- Nettoyage du site : gestion avec la S.M.N., mise à disposition de containers avec enlèvement quotidien ;
- Location de tentes et WC chimiques ;
- Gardiennage du site ;
- Confections des panneaux d'information et fourniture des sachets-repas.

Diverses dépenses supplémentaires ont été aussi engagées par la Ville de Montpellier, valorisables elles aussi en tant que subventions en nature, selon les modalités suivantes :

- la mise à disposition de divers matériels (tables, chaises, barrières..) pour un montant de : 3 730 € ;
- des espaces d'affichage publicitaire et des dépenses de communication pour un montant de : 56 400 € ;
- la sécurité des lieux par la Police Municipale, pour un montant de : 5 700 €.

Celles-ci viennent compléter la subvention de 40 000 € attribuée au MAMM pour cet événement par délibération du Conseil Municipal du 28 janvier 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public, à titre gratuit pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 113 180 € ($17\,850\text{ €} + 29\,500\text{ €} + 3\,730\text{ €} + 56\,400\text{ €} + 5\,700\text{ €}$) ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Fabien ABERT : Avant de revenir sur le marathon de Montpellier, un petit mot sur le rallye de la culture qui a eu lieu sur le week-end marathon dont nous pouvons voir quelques photos ici. Il faut savoir que c'était la première édition du rallye de la culture cette année, c'est un projet qui est porté du début à la fin par le Conseil montpelliérain de la jeunesse. Voilà un exemple de démocratie participative qui fonctionne, puisque c'est un très grand succès. 130 participants qui ont été tous ravis de ce magnifique parcours. Je tiens donc vraiment à saluer l'ensemble des jeunes ; souvent, beaucoup de monde veut prendre la parole sur la jeunesse, mais peu de personnes les accompagnent, donc voici un exemple concret de ce que nous pouvons faire avec la jeunesse et un vrai projet porté du début à la fin par eux. Nous pouvons, en tout cas, saluer ce travail et aussi le marathon qui a été support pour réaliser ce rallye de la culture.

Ensuite, pour revenir sur le marathon, effectivement la délibération concerne la valorisation de l'aide logistique apportée à la ville qui arrive, nous pouvons le regretter, après la manifestation, mais c'est vraiment exceptionnel cette année, puisqu'un gros travail a été fait, tout de même, avec l'ensemble des communes, les communes de Latte, de Pérols, de Castelnau, de Mauguio, de Carmaux et de Palavas ; nous pouvons donc vraiment les remercier de cette magnifique collaboration. Certains ont même mis à disposition leurs arènes pour faire les relais, ce qui est le cas de la commune de Pérols et la commune de Palavas. Ce premier marathon

a une dimension extra-métropolitaine, puisque nous allons au-delà des frontières de la métropole. Cela prouve que nous pouvons faire de très beaux projets avec des dialogues et des échanges avec l'ensemble des maires et des communes, et nous arrivons à de magnifiques projets. Un événement comme cela a aussi des retombées économiques très intéressantes. Il faut savoir qu'il y a une diminution internationale, puisque des Espagnols, des Anglais et des Allemands étaient présents sur ce marathon, donc des coureurs, des marathoniens venus de l'ensemble de l'Europe, je tenais à le souligner, et je pense que ce marathon ouvre de très belles perspectives pour les années à venir, puisque cette année nous étions à presque 5 000 coureurs, avec un tracé qui est propice et dont le record a été battu, 2h19 pour le nouveau record du marathon de Montpellier. Ce marathon a donc un bel avenir devant lui. Je tiens à remercier également le MAM, le club organisateur, le grand club de la ville de Montpellier, qui a été support tout au long de ce marathon.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ABERT. Très beau succès des deux manifestations. Qui demande la parole ? Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Très rapide, Monsieur le Maire. Je voudrais rectifier ce que dit l'adjoint au maire au sport. Ce vote de subvention en nature après la manifestation, ce n'est pas la première fois que nous le faisons, nous avons déjà voté, peut-être pour cette manifestation, mais cela m'avait toujours interpellé de se dire que nous votons des subventions en nature toujours après une manifestation. Cela dit, de toute façon, je me félicite de ce projet, projet que j'ai voté, mais je souhaiterais juste revenir sur cette affaire par rapport à de nombreuses doléances de citoyens montpelliérains, parce que le projet nous a été vendu comme le marathon pour tous. La première question concerne le prix de l'inscription, prix qui a fait couler beaucoup d'encre, nous l'avons vu dans la presse. Ensuite, deuxième observation de ces citoyens montpelliérains, ce nouveau parcours dit métropolitain. Alors, Monsieur le Maire, pensez-vous que cette course au tarif mentionné a été une course adaptée pour tous, pensez-vous que ce nouveau parcours a mis en lumière la vie et les Montpelliérains ? J'en doute.

Monsieur le Maire : Je réponds – Fabien répondra sur le prix – sur le territoire, parce que c'est une volonté d'associer les territoires adjacents à ceux de la métropole de Montpellier pour cette compétition. Deuxième point, c'est une volonté des organisateurs et des coureurs, parce que le marathon qui a été proposé cette année avait un taux de dénivelé qui était compatible avec les compétitions internationales, ce qui n'était pas le cas dans les années précédentes, ce qui a permis également de battre le record, c'est pour cela que le record a été battu, parce qu'ils étaient dans les conditions globales des marathons qui se font dans le monde entier. Quand ce sont des marathons comme cela, c'est plus compliqué. Troisième point : des partenariats se sont créés avec les autres villes qui sont incontestables, et pour la première fois. Quatrième point : les paysages. Quand vous lisez les livres de ESCURE, de Maurice CHAUME, des historiens de Montpellier, ils vous décrivent toujours Montpellier dans un théâtre de verdure, du Pic Saint-Loup à la mer. Nous avons proposé aux coureurs de se rendre compte de ce magnifique écrin qui existe autour de la ville, par la compétition que nous leur avons proposée.

Djamel BOUMAAZ : Juste une petite parenthèse, en termes de vote de subvention, par rapport à cette manifestation, les communes où le marathon est passé ont-elles participé ?

Monsieur le Maire : Logistiquement.

Djamel BOUMAAZ : Logistiquement, nous sommes bien d'accord.

Monsieur le Maire : Monsieur ABERT.

Fabien ABERT : Pour le prix du marathon, effectivement, je suppose que vous n'êtes pas un spécialiste de la course à pied, puisqu'il faut savoir que le prix de ce marathon est tout de même relativement modeste. Nous pourrions comparer avec le marathon de Paris qui a lieu prochainement où les prix sont bien plus élevés. Surtout, je tiens à saluer le travail que nous avons fait et la démarche que nous entreprenons qui est de travailler sur les courses à pied chronométrées avec les clubs de la ville de Montpellier. Par exemple, pour le marathon de Paris, c'est une société qui le gère du début à la fin. Notre volonté, à nous, est d'accompagner les clubs sur les événements. Bien sûr, cela leur apporte de la visibilité, peut-être un peu de recettes également, mais nous avons cette volonté qui est très claire ; ensuite, il faut que la qualité suive et soit à la hauteur de la septième

ville de France, mais nous tenons à travailler notamment avec le MAM sur cette course – sur une autre course, c’est le MARC –, il existe cette volonté de travailler avec les clubs. Il faut tout de même faire une sortie d’argent pour réaliser ce marathon. Effectivement, un marathon a toujours un coût d’inscription. Après, il est possible de participer en relai à six aussi, ce qui le rend moins coûteux et moins sportif également. Voilà un peu sur le prix. Ensuite, il existe une autre solution pour diminuer le prix : les collectivités qui ne participent pas pourraient participer au financement de cette épreuve qui, je pense, va au-delà du territoire de la ville, de la métropole, donc le périmètre est tout de même beaucoup plus large. À vous de juger de la collectivité qui peut être touchée par ce genre de manifestation. Je sais que certains se désengagent d’autres manifestations, comme Monsieur le Maire a pu le signaler tout à l’heure, donc je pense que, avant de critiquer une modeste diminution des subventions, il faudrait regarder aussi ce qui est porté sur les événements sportifs, culturels, sur la ville de Montpellier, et qui touche même un territoire qui va au-delà de la ville de Montpellier.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l’unanimité.

32. Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé Approbation des redevances minorées

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d’associations, il est proposé de poursuivre l’action de la Ville de Montpellier auprès d’associations à vocation sportive du territoire, en procédant à la signature de conventions spécifiques.

Conformément à la décision de la Commission d’Attribution des Locaux Associatifs qui s’est déroulée le 4 Mars 2016, il est donc proposé de renouveler l’attribution de locaux associatifs pour les 2 associations déclinées dans le tableau ci-joint, jusqu’au 31 Décembre 2016.

Considérant l’intérêt communal attaché à l’activité de chacune de ces structures, il est proposé d’appliquer une redevance minorée.

Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d’approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Roll’School	Complexe sportif de Grammont – Skate Park Avenue Albert Einstein	2 070.00 €	35 €	2 035.00 €
MUC Volley	PDS Pierre de Coubertin Avenue de Naples – BP 7236	8 000,00 €	35 €	7 965,00 €
TOTAL		10 070.00	70.00	10 000.00

En complément et conformément à la décision de la Commission d’Attribution des Locaux Associatifs, il est proposé l’attribution de locaux associatifs pour les 2 associations déclinées dans le tableau ci-joint, du 1^{er} avril 2016 au 30 juin 2016.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Arsenal Croix d’Argent Football Club	Stade Gil Fayard Rue Bourvil	5 400,00 €	35 €	5 365,00 €

Foot T3M	Stade Gil Fayard Rue Bourvil	5 400,00 €	35 €	5 365,00 €
TOTAL		10 800.00	70.00	10 730.00

Par ailleurs, une mission d'audit des locaux associatifs a été confiée au cabinet Ernst & Young, afin d'effectuer un état des lieux des procédures d'attribution et proposer des axes d'amélioration quant au suivi administratif et financier des conventions signées.

Sur la base des préconisations formulées par l'audit, la Ville de Montpellier s'est engagée à harmoniser le suivi administratif et financier et apporter une vérification régulière de l'utilisation des locaux attribués.

À ce titre, et selon les modalités précisées ci-dessous, il est proposé d'attribuer pour 2016 un local pour l'association « Hortus Pétanque », dont la convention peut être renouvelée jusqu'au 30 juin 2016.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Hortus Pétanque	Boulodrome Hortus Pétanque Rue de Bari	5 670,00 €	35 €	5 635,00 €
TOTAL		5 670.00	35.00	5 635.00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Max LEVITA : Mon collègue Fabien ABERT a parfaitement raison. L'année prochaine, dans le budget, je valoriserai, nous valoriserons, l'aide logistique qui est apportée. De cette manière-là, Monsieur DELAFOSSE ne pourra pas dire que nous baissons notre subvention aux associations. Vous avez parfaitement raison, elle ne figure pas dans le budget et c'est une erreur. Certes, cela est potentiel, mais c'est de l'argent.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

33. Élection d'un nouveau membre de la Commission municipale n° 1 « Finances »

Le Conseil municipal forme, à l'occasion de son installation, des commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville et le débat démocratique.

Elles sont au nombre de deux : « Finances » et « Affaires générales » et comprennent 11 membres dont le Maire, président de droit. Elles apportent un avis consultatif sur les affaires qui lui sont présentées, préalablement à leur soumission au vote du Conseil municipal.

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres de la Commission municipale n° 1 « Finances ».

Suite à la démission d'Anne-Louise KNAPNOUGEL, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre afin de la remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner un nouveau membre de la Commission municipale n° 1 « Finances ».

Monsieur le Maire : Sur la Commission municipale n° 1 « Finances », je vous propose la candidature de Séverine SCUDIER. Qui est contre ? Y a-t-il d'autres candidats ? Allez-y.

Djamel BOUMAAZ : Monsieur le Maire, encore court, trois minutes, c'est comme la boxe, j'ai bien retenu la leçon. Je m'abstiendrai à cette affaire et je m'abstiendrai aux 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41 et je vais vous expliquer pourquoi. L'ensemble de ces affaires, Monsieur le Maire, la désignation des représentants au Conseil de commissions ou au sein de Conseils, etc., revient très souvent à chaque Conseil, elle nous démontre votre manque de cohérence et de visibilité politique, même si vous allez me sortir des chiffres.

Monsieur le Maire : Je vais vous l'expliquer philosophiquement.

Djamel BOUMAAZ : Ces désignations successives à chaque Conseil offrent un turn-over digne d'Odysseus. Dans le secteur privé, cela serait particulièrement inquiétant ; inquiétante aussi, Monsieur le Maire, cette façon de manager son collectif et les membres de l'administration dont je suis solidaire. Mais le plus inquiétant, Monsieur le Maire, c'est que nous vous connaissons maire à temps plein, président de la métropole, président du CHU, président des ACM, président de Events, nouvellement, et, aujourd'hui, je viens de connaître ce nouveau personnage, le patron du Pôle Emploi pour sa majorité, drôle de conception de votre politique « autrement ». Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Tout ce que vous dites tombe dans mon escarcelle. Monsieur BOUMAAZ, la politique, l'histoire du monde, vont très vite. Eh bien, moi, j'adapte la majorité à l'histoire du monde. Vous comprenez ? Je ne reste pas sur des idéologies figées, poussiéreuses. J'adapte en permanence l'exécutif à l'histoire du monde. C'est pour cela pour vous ne verrez nulle part cette façon de manager, c'est pour cela que la liste que j'ai l'honneur de conduire est la seule en France, c'est pour cela qu'elle est la seule capable de juguler l'augmentation de la fiscalité, c'est pour cela aussi que je remarque que les partis politiques, que sont le PS d'un côté et les Républicains de l'autre, considèrent que la gestion que nous proposons est bonne. Ils n'ont pas voté pour nous, ils ont simplement dit qu'ils n'étaient pas contre. Vous comprenez bien que ce que vous dites là me touche également, il s'agit finalement de me rendre hommage. Merci.

Applaudissements.

A été élue : Séverine SCUDIER

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (Audrey LLEDO, France JAMET et Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

34. Élection d'un nouveau membre de la Commission municipale n° 2 « Affaires générales »

Le Conseil municipal forme, à l'occasion de son installation, des commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville et le débat démocratique.

Elles sont au nombre de deux : « Finances » et « Affaires générales » et comprennent 11 membres dont le Maire, président de droit. Elles apportent un avis consultatif sur les affaires qui lui sont présentées, préalablement à leur soumission au vote du Conseil municipal.

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres de la Commission municipale n° 2 « Affaires générales ».

Suite à la démission d'Anne-Louise KNAPNOUGEL, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre afin de la remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner un nouveau membre de la Commission municipale n° 2 « Affaires générales ».

A été élue : Séverine SCUDIER

Pour la candidature d'Audrey LLEDO : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Pour la candidature de Séverine SCUDIER : 56

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à la majorité.

35. Écoles maternelles et élémentaires

Désignation des représentants de la Ville dans les Conseils d'Écoles

Conformément à l'article 17 du décret n° 90-788 du 6 septembre 1990, le Maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le Conseil municipal sont amenés à siéger au sein des Conseils d'Écoles des établissements scolaires publics de premier degré.

Le Conseil d'École se réunit au moins une fois par trimestre.

Selon l'article 18 du décret susvisé, le Conseil d'École, sur proposition du directeur de l'école :

- vote le règlement intérieur de l'école ;
- donne des avis et présente toutes suggestions sur le fonctionnement de l'école et sur toutes les questions intéressant la vie de l'école, et notamment sur :
 - les actions pédagogiques qui sont entreprises pour réaliser les objectifs nationaux du service public d'enseignement,
 - l'utilisation des moyens alloués à l'école,
 - les conditions de bonne intégration d'enfants handicapés,
 - les activités périscolaires,
 - la restauration scolaire,
 - l'hygiène scolaire ;
 - la protection et la sécurité des enfants dans le cadre scolaire et périscolaire ;
- statue sur ce qui concerne la partie pédagogique du projet d'école ;
- adopte le projet d'école ;
- donne son accord pour l'organisation d'activités complémentaires éducatives, sportives et culturelles ;
- est consulté par le maire sur l'utilisation des locaux scolaires en dehors des heures d'ouverture de l'école, conformément à l'article 25 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée susvisée.

En outre, une information doit être donnée au sein du Conseil d'École sur :

- Les principes de choix de manuels scolaires ou de matériels pédagogiques divers ;
- L'organisation des aides spécialisées.

Suite à la démission d'Anne-Louise KNAPNOUGEL, il convient de désigner de nouveaux représentants dans les Conseils d'Ecoles du groupe scolaire Les Tours.

<i>Groupe scolaire</i>	<i>Maternelle</i>	<i>Élémentaire</i>	<i>Quartier Sous-quartier</i>	<i>Représentants élus</i>
Les Tours	Nicolas COPERNIC	Marc BLOCH	MOSSON Hauts de Massane	École maternelle : École élémentaire :

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner ces nouveaux représentants du Conseil municipal dans les Conseils d'Écoles.

A été élue pour le groupe scolaire Les Tours : Séverine SCUDIER

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 5 (Audrey LLEDO, France JAMET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD et Christian DUMONT).

Adopté à l'unanimité.

36. Universités de Montpellier

Désignation de nouveaux représentants

Le 18 juin 2015, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné, au sein des différentes instances en lien avec les Universités et les grandes écoles du territoire de la commune, des représentants élus titulaires et, le cas échéant, des représentants suppléants.

Suite aux démissions d'Anne-Louise KNAPNOUGEL et Khanthaly PHOUTTHASANG, et suite à l'adoption par l'Université Montpellier III de nouveaux statuts nécessitant, afin de garantir la parité dans les instances, que titulaire et suppléant soient de même sexe, il vous est proposé les modifications suivantes :

Libellé	Statut	Instance	Titulaires	Suppléants
Université Montpellier III - Institut des Technosciences de l'information et de la communication	Établissement universitaire	Conseil d'administration	-	-

Université de Montpellier - Commission d'attribution Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante	Établissement universitaire	Commission d'attribution Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante	Fabien ABERT	-
--	-----------------------------	---	--------------	---

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de procéder à ces modifications et de désigner les représentants de la Ville dans ces instances.

Ont été élues :

- Pour l'ITIC (Institut Technosciences de l'Information et de la Communication de l'UM3) : **S.**

KERANGUEVEN (titulaire) et Séverine SCUDIER (suppléante)

- Pour la Commission d'attribution du Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante : **Séverine SCUDIER (suppléante)**

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 5 (Audrey LLEDO, France JAMET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD et Christian DUMONT).

Adopté à l'unanimité.

37. Commission des Halles et Marchés

Désignation des membres de la commission interne

Conformément aux dispositions du Règlement général des marchés de plein air (arrêté n° 2013/1719/T/R du 24 juillet 2013), la Commission Municipale des Marchés émet un avis consultatif pour tout projet de création, modification de marché de plein air, sur le cahier des charges ou le règlement spécifique des marchés et en matière disciplinaire pour les cas expressément prévus à l'article 38 du Règlement.

En vertu des dispositions du Règlement Général des Halles (arrêté n° 2013/1718/T/R du 24 juillet 2013), la Commission Municipale des Halles émet un avis consultatif pour toute demande de changement ou de modification d'affectation commerciale d'un emplacement de vente dans une halle, sur le cahier des charges ou le règlement spécifique à chaque halle et en matière disciplinaire pour les cas expressément prévus à l'article 41 du Règlement.

La commission est présidée par Monsieur le Maire ou son représentant (l'Adjoint(e) au Maire délégué(e) aux halles et marchés) ; y siègent 6 élus de la ville, un représentant de la chambre de commerce et d'industrie et le président du syndicat professionnel.

À la suite de la démission d'Anne-Louise KNAPNOUGEL, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau membre suppléant dans cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue : Séverine SCUDIER

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 5 (Audrey LLEDO, France JAMET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD et Christian DUMONT).

Adopté à l'unanimité.

38. Commission d'Évaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole Désignation d'un représentant de la Ville

L'article 836 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre. Cette procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies CIV).

La loi dispose qu'il est créé entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunal une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Ce dispositif a pour objectif de permettre un juste calcul des attributions de compensation.

Les membres de cette commission doivent être désignés par les Conseils Municipaux en leur sein. Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Communauté peut également être membre de cette commission.

Le Conseil de Communauté d'Agglomération a délibéré dans sa séance du 24 juin 2002 sur la création, la composition et le règlement intérieur de la commission locale d'évaluation des transferts de charge.

La Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est composée de 92 membres désignés en leur sein par les Conseils Municipaux.

La répartition des sièges entre les communes s'effectue selon des modalités identiques à celle de la représentation au Conseil de Communauté, à la représentation proportionnelle de la population, chaque commune devant bénéficier d'un représentant, aucune commune ne pouvant avoir plus de la moitié des sièges.

Le nombre de délégués par Conseil Municipal au sein de la commission est égal au nombre de sièges que possède la commune au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La Ville de Montpellier dispose donc de 46 représentants titulaires et 19 suppléants.

Par délibération en date du 2 octobre 2014, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

Suite à la démission d'Anne-Louise KNAPNOUGEL, il convient de désigner un nouveau membre suppléant au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue : Séverine SCUDIER

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (Audrey LLEDO, France JAMET et Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

39. Commission de contrôle des délégataires de service public

Désignation d'un nouveau membre suppléant

La gestion de certaines compétences de la Ville de Montpellier est assurée par délégation de service public. Le Conseil municipal doit, ainsi que le prévoit l'article R. 2222-3 du CGCT, créer une commission de contrôle des comptes qui lui sont transmis périodiquement par les délégataires de service public. Il est proposé que cette commission soit composée selon les mêmes dispositions que la commission d'appel d'offres au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Les compétences de cette Commission de contrôle sont :

- l'examen des comptes rendus techniques et financiers (rapports des délégataires) transmis chaque année avant le 1^{er} juin à la Collectivité, conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT ;
- un avis sur les rapports des délégataires et sur les comptes rendus d'analyse fournis par l'administration ;
- une audition des services de la Ville ou des délégataires de service public, si nécessaire ;
- la demande de réalisation d'études complémentaires par l'administration ou par un organisme indépendant, le cas échéant.

La Commission se réunit au moins une fois par an, dans le cadre de l'instruction des rapports annuels transmis par les délégataires de service public avant leur présentation en séance du Conseil municipal.

Monsieur le Maire ou son suppléant est Président de droit de cette Commission.

Par délibération en date du 18 juin 2015, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

Suite à la démission d'Anne-Louise KNAPNOUGEL, il convient de désigner un nouveau membre suppléant au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu: Thibault RASSAT

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (Audrey LLEDO, France JAMET et Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

40. Petites Sœurs des Pauvres « Ma Maison »

Désignation du représentant de la Ville au Conseil de la vie sociale

L'association confessionnelle « Les Petites Sœur des Pauvres » administre une maison de retraite, située 4 rue Jeanne Jugan à Montpellier. L'établissement gère 84 lits et accueille en priorité les personnes âgées les plus démunies.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 91.1415 du 31 décembre 1991 relatif aux Conseil d'Établissement des Institutions Sociales et Médico-sociales, la Ville de Montpellier, en tant que commune du

lieu d'implantation de l'établissement, doit être représentée au sein du Conseil de la vie sociale des Petites Sœur des Pauvres « Ma Maison » par un délégué élu ayant voix consultative.

Suite à la démission d'Anne-Louise KNAPNOUGEL, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue : Séverine SCUDIER

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 5 (Audrey LLEDO, France JAMET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD et Christian DUMONT).

Adopté à l'unanimité.

41. Association départementale pour l'information sur le logement (ADIL) Désignation du représentant de la Ville à l'Assemblée générale

L'Association départementale pour l'information sur le logement (ADIL) regroupe des juristes spécialisés dans le droit, le financement et la fiscalité du logement qui dispensent gratuitement des conseils en matière d'accès à la propriété, de location, de droits des locataires, de gestion des copropriétés...

L'ADIL constitue également un outil privilégié d'observation du logement dans l'Hérault utile aux collectivités locales, à l'administration et aux professionnels.

Les compétences de l'ADIL peuvent la conduire à assurer des actions de formation au bénéfice de ses partenaires. En revanche, elle ne remplit aucune fonction commerciale ou de négociation. Si elle informe les particuliers sur le droit du logement ou de l'urbanisme, elle reste en dehors de tout acte contentieux.

Conformément à l'article 2 des statuts de l'Association départementale pour l'information sur le logement, la ville de Montpellier, en tant que membre actif, doit être représentée au sein à l'Assemblée générale par un membre du Conseil municipal.

Suite à la démission de Madame Samira SALOMON, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau représentant dans cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue : Michèle DRAY-FITOUSSI

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 5 (Audrey LLEDO, France JAMET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD et Christian DUMONT).

Adopté à l'unanimité.

42. Attributions de subventions - Exercice 2016

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **RÉUSSITE EDUCATIVE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
525	ASSOCIATION ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR	Projet	CLASSE DÉCOUVERTE	15 080 €
551	OCCE 34 OFFICE CENTRAL DE LA COOPÉRATION À L'ÉCOLE	Projet	CLASSES DÉCOUVERTES	101 252 €
551	OCCE 34 OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION À L'ÉCOLE	Projet	OFFRES CULTURELLES	45 617 €
6002	USEP MALBOSC	Projet	CLASSE DÉCOUVERTE	9 660 €
6004	COOPÉRATIVE SCOLAIRE ÉCOLE JULES SIMON	Projet	CLASSE DÉCOUVERTE	900 €
6004	COOPÉRATIVE SCOLAIRE ÉCOLE JULES SIMON	Projet	OFFRE CULTURELLE	1 540 €
6005	LES PETITS DE BOUTONNET	Projet	CLASSE DÉCOUVERTE	1 500 €
6031	COOPÉRATIVE SCOLAIRE ÉCOLE VICTOR HUGO	Projet	CLASSE DÉCOUVERTE	2 268 €
6031	COOPÉRATIVE SCOLAIRE ÉCOLE VICTOR HUGO	Projet	OFFRE CULTURELLE	576 €
	USEP BERTHE MORISOT	Projet	OFFRE CULTURELLE	864 €
TOTAL				179 257 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

- Dans le cadre de la thématique **FINANCES** :

Code	Structure	Type	Montant
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX	Fonctionnement	3 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
387	CASA DE ESPANA	Projet	EXPO PHOTOS MANEL CLEMENTE	700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

- Dans le cadre de la thématique **ÉCOLOGIE URBAINE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
------	-----------	------	-----------------	---------

31	SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HÉRAULT SHHNH	Fonctionnement		1 000 €
31	SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HÉRAULT SHHNH	Projet	ANIMATION NATURALISTE DE PARCS ET JARDINS COLLECTIFS À MONTPELLIER	500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION À L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Fonctionnement		1 000 €
1457	MOSSON COULÉE VERTE	Fonctionnement		3 000 €
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS DU LANGUEDOC-ROUSSILON	Projet	LE TEMPS DES JARDINS EN LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 000 €
5417	SALON DE L'ÉCOLOGIE	Projet	ORGANISATION DU SALON DE L'ÉCOLOGIE	500 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MÉDITERRANÉE HORTI FM	Fonctionnement		500 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MÉDITERRANÉE HORTI FM	Projet	FESTIVAL SEVE OSEZ VOTRE JARDIN	2 000 €
6058	SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	Fonctionnement		1 000 €
TOTAL				10 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

○ Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
76	COMITÉ DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	Projet	REPAS DE QUARTIER SAINT-ROCH EN MUSIQUE	500 €
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	Projet	FESTIVAL INTERNATIONAL DE PRAGUES	3 000 €
296	JASMIN D'ORIENT	Projet	FAVORISER INTÉGRATION DES FEMMES	700 €
1029	CENTRE 665	Fonctionnement		10 000 €
1248	ASSOCIATION DES RÉSIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Projet	JOURNÉE DU PATRIMOINE 2016 - QUARTIER ANTIGONE	400 €
1671	COMITÉ DES FÊTES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Projet	FÊTE INTER-GÉNÉRATIONNELLE	4 800 €
1907	ASSOCIATION CULTURELLE JUDEO MUSULMANE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON	Fonctionnement		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Projet	PRÉSERVER, TRANSMETTRE ET METTRE EN VALEUR LE	500 €

			QUARTIER	
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ÉTOILE BLEUE DE MONTPELLIER	Projet	CENTENAIRE DE L'ÉTOILE BLEUE MONTPELLIER	400 €
5578	COMITÉ ASSOCIATIF DE LA RAUZE SAYSET	Fonctionnement		500 €
TOTAL				21 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL** :
- SOLIDARITÉ

Code	Structure	Type	Montant
64	ADAGES Animation Collective Famille	Fonctionnement	10 000 €
64	ADAGES Parenthèse	Fonctionnement	5 000 €
6427	STOP AUX VIOLENCES SEXUELLES	Fonctionnement	500 €
TOTAL			15 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925.

- COHÉSION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CÉVENNES AVEC	Fonctionnement		1 500 €
6444	SYLLABE	Projet	LANGAGE ANCRAGE	300 €
TOTAL				1 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925.

- DROITS DES FEMMES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6370	BIEN VIVRE À AIGUELONGUE	Projet	GROUPE DE PAROLE	350 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 232 907 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité

43. Mise à disposition de locaux associatifs

Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions

La Ville de Montpellier propose la mise à disposition de nouveaux locaux à compter du 1er avril 2016 jusqu'au 31 décembre 2018, pour les associations mentionnées dans le tableau.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Association	Adresse	Valeur locative annuelle	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
Association des Anciens Combattants de Montpellier	Maison du Combattant et de la Mémoire	2 639 €	35 €	2 604 €
La Centurie des plus jeunes combattants volontaires de la Résistance	Maison du Combattant et de la Mémoire	1 911 €	35 €	1 876 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

44. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité ;
- un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes ;
- un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

À cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 43 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 63 337 €.

Dates	SALLES	Organismes	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
17/03/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Arceaux Vie Active	315,00	30,50	284,50
25/03/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Montpellier 2020	315,00	30,50	284,50
29/03/2016	Salle de réceptions Grammont	Horizon Infirmier	2040,00	51,00	1989,00
29/03/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	315,00	30,50	284,50
30/03/2016	SALON DU BELVEDERE	FNARS LR	315,00	30,50	284,50
31/03/2016	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315,00	30,50	284,50
01/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Humanitaire de Montpellier	315,00	0,00	315,00
01/04/2016	SALON DU BELVEDERE	Choeur Universitaire de Montpellier LR	315,00	30,50	284,50
02/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Action Ethique Humanitaire	315,00	0,00	315,00
02/04/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Artisans de Nouveaux Développements	450,00	225,00	225,00
03/04/2016	Salle de réceptions Grammont	La Baronnie de Caravètes	3000,00	102,00	2898,00
05/04/2016	SALON DU BELVEDERE	Centre spécialisé obésité (CHU Montpellier)	315,00	30,50	284,50
05/04/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Culture et Bibliothèques Pour Tous	450,00	30,50	419,50
06/04/2016	Salle Jules PAGEZY	SUP DE COEUR	1630,00	0,00	1630,00
06/04/2016	SALON DU BELVEDERE	Université de Montpellier	315,00	30,50	284,50
07/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	ENCRCF	315,00	30,50	284,50
07/04/2016	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315,00	30,50	284,50
09/04/2016	Salle de réceptions Grammont	Bowling Club des Sourds de Montpellier	2040,00	51,00	1989,00
11/04/2016	SALON DU BELVEDERE	Chrétiens et Culture	315,00	157,50	157,50
12/04/2016	SALLE PETRARQUE	Enfants du Mekong	610,00	30,50	579,50
13/04/2016	SALON DU BELVEDERE	Association des Donneurs de Voix	315,00	30,50	284,50
14/04/2016	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Musée Fabre	315,00	30,50	284,50
15 au 17/04/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Amitiés Franco-Colombiennes de Montpellier	1350,00	122,00	1228,00
16/04/2016	Salle de réceptions Grammont	Club Sportif des Sourds de Montpellier (section Football)	2040,00	30,50	2009,50
16/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	COLLEGI CALANDRETA LEON CORDAS	315,00	157,50	157,50
16/04/2016	SALLE PETRARQUE	Identités et Partage	610,00	30,50	579,50
18/04/2016	Salle Jules PAGEZY	JOFFRE ECHECS	1630,00	51,00	1579,00
23/04/2016	Salle de réceptions Grammont	Association Chemin des Cimes	2040,00	51,00	1989,00
23/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Terre de bien être pour les femmes africaines	310,00	30,50	279,50
25/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Collectif Semaine de la Démocratie	315,00	30,50	284,50
26/04/2016	CENTRE RABELAIS	Comité France Parkinson de l'Hérault	1325,00	51,00	1274,00
27/04/2016	SALON DU BELVEDERE	SURVIE LR	315,00	30,50	284,50
29/04/2016	Salle Jules PAGEZY	GENERATIONS ESPOIR ET DEVELOPPEMENT	1600,00	815,00	785,00
30/04/2016	Salle Jules PAGEZY	Association AKAMA	1630,00	51,00	1579,00
02 et 03/04/2016	SALLE DES RENCONTRES	Euro-Grèce France	7260,00	153,00	7107,00
03 et 30/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association MALAKURDA	925,00	335,50	589,50
05 et 06/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association des Résidents Pour l'Animation Culturelle	630,00	61,00	569,00
08 au 10/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	secours populaire français	1240,00	0,00	1240,00
15 au 17/04/2016	Salle Jules PAGEZY	ASSOCIATION DU FESTIVAL DU JEU	5260,00	1866,00	3394,00
18/04 au 13/05/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association FISE	13500,00	915,00	12585,00
22 et 24/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association des Sénégalais de l'Hérault	630,00	91,50	538,50
23 et 24/04/2016	Salle Jules PAGEZY	Association AET	3630,00	1815,00	1815,00
du 7 au 25/03/2016	salle d'expo	Centre Culturel et Communautaire Juif	9630,00	91,50	9538,50
TOTAL			71130,00	7793,00	63337,00

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre : 3 (Audrey LLEDO, France JAMET et Djamel BOUMAAZ)

Abstentions :
Adopté à la majorité.

45. Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

À cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- l'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- l'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- la mise à disposition annuelle de salles à titre gratuit à 17 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2 475 €.

Les associations concernées sont :

MPT BRASSENS : Association AC'MED 55 €

MPT SAND : MOHICANS Mobilité-Handicap-Initiatives-Coopération-Animation « Nature et Santé » 55 €
MPT COLUCCI : ÉCOLE CHEVALERESQUE 220 €

MPT CHOPIN : PYARE 220 €

MPT PAGNOL : AFRIKANTE 220 €, CPNCM Cercle philatélique Numismatique Cartophile de Montpellier 220 €, Association Diocésaine de Montpellier Paroisse Notre Dame de la Croix 110 €, Association AKAMA 110 €, Secours Populaire Français 220 €

MPT VOLTAIRE : RECREASON 55€, LES CORDES SENSIBLES 110 €

MPT MERCOURI : Pyramide 220€, Kiosque du Music-Hall 110 €, Comité de quartier du millénaire 110 €, Jazz à tous les étages 220 €

MPT PARKS : Les mains enchantées 110 €

MPT ESCOUTAIRE : Association centre africaine de Montpellier 110 €

- La mise à disposition ponctuelle de salles à titre gratuit à 2 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 355 €.

Les associations concernées sont :

MPT MERCOURI : Mosaïque des hommes et des jardins 110 €

MPT PARKS : Arts et éveil 245 €

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

46. Raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) sur l'École Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier

Convention État / ENSCM / Ville de Montpellier

Dans le cadre du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008, le gouvernement a décidé de doter les autorités de l'Etat ainsi que les communes d'un « réseau d'alerte performant et résistant », constitué de sirènes.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP) qui repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, dont les sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Il est aujourd'hui proposé de signer une convention portant sur le raccordement au système d'alerte et d'information des populations, pour une sirène d'alerte, propriété de l'Etat, installée sur un bâtiment propriété

de l'État avec lequel l'École Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier a conclu une convention d'utilisation le 4 avril 2014.

Cette convention fixe les obligations des acteurs dans le cadre de ce raccordement, dont l'entretien ultérieur du système, qui sera à la charge de la Ville de Montpellier, pour ce qui concerne la maintenance annuelle.

Localisation des sirènes :

- École Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, 8 rue de l'École Normale, 34000 Montpellier ;

Cette convention est conclue pour une durée de trois ans et se poursuit par tacite reconduction jusqu'à l'expiration du contrat de maintenance assurée par Eiffage, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de trois mois minimum.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention entre l'État, l'École Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier et la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame SCUDIER sort définitivement de séance et donne procuration à Monsieur RASSAT

47. Raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) sur le rectorat de l'Académie de Montpellier Convention État / Rectorat de l'Académie de Montpellier / Ville de Montpellier

Dans le cadre du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008, le gouvernement a décidé de doter les autorités de l'État ainsi que les communes d'un « réseau d'alerte performant et résistant », constitué de sirènes.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP) qui repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, dont les sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Il est aujourd'hui proposé de signer une convention portant sur le raccordement au système d'alerte et d'information des populations, pour une sirène d'alerte, propriété de l'État, installée sur un bâtiment propriété de l'État avec lequel le Rectorat de l'Académie de Montpellier a conclu une convention d'utilisation avec France Domaines le 25 mai 2011.

Cette convention fixe les obligations des acteurs dans le cadre de ce raccordement, dont l'entretien ultérieur du système, qui sera à la charge de la Ville de Montpellier, pour ce qui concerne la maintenance annuelle.

Localisation de la sirène :

- Rectorat de l'Académie de Montpellier, 31 rue de l'Université, 34000 Montpellier ;

Cette convention est conclue pour une durée de trois ans et se poursuit par tacite reconduction jusqu'à l'expiration du contrat de maintenance assurée par Eiffage, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de trois mois minimum.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention entre l'État, le Rectorat de l'Académie de Montpellier et la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

48. Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier-Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de réalisation, aménagement de structure et matériel d'exposition, de stockage, maintenance et entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de présence conjointe sur les manifestations de la métropole et de la ville-centre.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé un service commun de direction de la communication.

Préalablement à la création de ce service commun, chaque direction a conclu ses propres marchés pour la réalisation de stand et le stockage des éléments d'exposition. Or, le marché de la Ville ne sera pas reconduit à la date du 2 décembre 2016, et celui de la Métropole arrive à échéance à la date du 31 décembre 2016.

Dans une optique de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour répondre à ce besoin, afin que la direction commune de la communication n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir sur les manifestations où les membres du groupement proposent un stand commun.

Il est donc proposé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

Ce marché estimé à 600 000 € HT par an (soit 300 000 € par an pour chaque collectivité) fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert.

Le marché sera donc conclu pour un montant minimum annuel de 300 000 € HT et un montant maximum annuel de 1 200 000 € HT.

Montpellier Méditerranée Métropole sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole seront chargées, chacune pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de Réalisation, Aménagement de structure et matériel d'exposition, de stockage, maintenance et entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- d'autoriser la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché, tel que décrit dans la présente délibération au nom des deux membres du groupement.

Djamel BOUMAAZ : Je voudrais rectifier pour l'affaire 42, je ne m'abstiens pas. Ensuite, pour l'affaire 48, je vais m'abstenir jusqu'à la 50, Monsieur le Maire. L'ensemble de ces affaires ne me posent pas un problème sur le fond, mais nous avons besoin de faire des économies pour maintenir ce dernier engagement qui vous tient politiquement, ce fameux 0 % d'augmentation d'impôts locaux. Groupement de commandes, mutualisation, tout cela devrait aller dans le bon sens et pour l'intérêt de nos concitoyens qui sont aussi contribuables comme vous, comme moi, sauf que, aujourd'hui, et au-delà de cette communication à outrance, cette communication que vous reprochiez à votre ancien adversaire et camarade, Monsieur MOURE, au-delà d'avoir pu constater et vérifier ces économies que ce soit pour l'eau ou le passage à la métropole, pour preuve en métropole nous avons même des communes qui se plaignent de dépenses supplémentaires qui n'existaient pas avant, mais cela, Monsieur le Maire, c'était avant. J'aimerais simplement que ces marchés profitent aux entreprises locales en évitant les petits amis bien sûr. Ce sera tout, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : La loi sur les marchés est très claire. Nous observons la loi.

Max LEVITA : Ce que vous racontez est absurde. Une réglementation existe sur les marchés publics ainsi qu'un contrôle. Je préside la Commission d'appel d'offres à la ville, nos marchés sont étudiés de près par la préfecture, un contrôle de légalité est effectué de façon permanente. Quand une entreprise n'est pas contente, ce qui est son droit, elle nous traîne devant le Tribunal administratif. Jusqu'à maintenant, nous avons toujours gagné. Ce que vous racontez relève, excusez-moi, du délire. Il existe une réglementation. Ou vous estimez qu'elle n'est pas respectée, et là vous me traînez devant un tribunal, je suis d'accord pour rendre compte, je suis élu, je suis là pour cela, mais je ne peux pas vous autoriser à dire n'importe quoi et à mettre en doute notre honnêteté en tant qu'élus et l'honnêteté des agents de la ville qui font l'étude des marchés. La réglementation est respectée. Sachez bien que, si elle n'est pas respectée, la préfecture intervient, ce qui est son droit, nous sommes dans le système normal du fonctionnement d'une République.

Monsieur le Maire : Merci pour ces précisions, Monsieur LEVITA.

Pour : 56

Contre : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à la majorité.

49. Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de communication événementielle

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de présence conjointe sur les manifestations de la métropole et la ville centre.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé un service commun de direction de la communication.

Dans cette optique de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe, afin que cette direction commune n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir sur les manifestations où les membres du groupement ont un stand commun, ainsi que sur les manifestations où un seul membre du groupement est présent.

Il est donc proposé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an renouvelable trois fois. Ce marché, estimé à 600 000 € HT par an (soit 300 000 € par an pour chaque collectivité), fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert. Le marché sera donc conclu sans montant minimum ni montant maximum annuel.

Montpellier Méditerranée Métropole sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole seront chargées, chacune pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de communication événementielle ;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, , ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- d'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché, tel que décrit dans la présente délibération au nom des deux membres du groupement.

Pour : 56

Contre : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à la majorité.

Madame DASYLVA sort de séance.

50. Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Marché d'impression et de livraison, de diffusion de magazines

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville centre, Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier ont récemment créé un service commun de direction de la communication.

Préalablement à la création de ce service commun, chaque direction a conclu ses propres marchés pour l'impression et la livraison, la diffusion de leur magazine, le MMMag pour la métropole et le MNV pour la ville.

Ces derniers arrivent à échéance le 31/12/2016.

Depuis leur création, les magazines périodiques sont l'un des principaux outils de communication à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de la ville de Montpellier car c'est un véritable vecteur de l'information auprès des administrés.

Dans cette optique de rationalisation et d'économies financières, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe, afin que cette direction commune ait le même prestataire à faire intervenir sur ces prestations.

Il est donc proposé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un marché à bons de commande:

Lot 1 – Impression et Livraison des magazines

Montant minimum annuel : 300 000 € HT

Montant maximum annuel : 1200 000 € HT

Lot 2 – Distribution des magazines

Montant minimum annuel : 100 000 € HT

Montant maximum annuel : 400 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole seront chargées, chacune pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché d'impression et de livraison, de diffusion des magazines périodiques ;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- d'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché, tel que décrit dans la présente délibération au nom des deux membres du groupement.

France JAMET : Pour des raisons évidentes, quand nous additionnons les fourchettes entre 300 000 et 1,2 millions, nous arrivons à un résultat de plus de 3 600 000, peut-être 4, tout cela rien pour votre communication.

Max LEVITA : Nous prenons des marges. De manière générale, ces contrats sont sur plusieurs années. Nous le faisons dans le cadre du contrat, cela ne signifie pas que ce qui est inscrit ici est dans le budget.

France JAMET : J'ai répercuté tout. Il existe effectivement des bons de commande, etc., et cela est sur deux ans, trois ans, etc., mais c'est renouvelable.

Max LEVITA : C'est le budget qui le renouvelle, ce n'est pas le contrat. Le contrat nous lie jusqu'à un montant, et nous ne savons pas obligatoirement ce qu'il va se passer dans les quatre années qui vont venir, c'est le budget qui va le réguler. Si nous dépassons le montant maximum, nous sommes obligés d'arrêter et de relancer un nouveau contrat.

France JAMET : J'ergote, si nous pouvons appeler cela ergoter. Par exemple, quand nous parlions tout à l'heure du budget, quand nous parlons d'économies, si nous faisons l'économie de plus de 3 millions d'euros sur la communication ?

Monsieur le Maire : Nous avons déjà économisé sur la métropole 2 millions d'euros en début de mandat. Des économies, nous en faisons.

Pour : 55

Contre : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à la majorité.

Madame DASYLVA entre en séance.

51. Mutualisation de l'équipe de direction générale entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

Après une année consacrée à la construction de la Métropole, et l'organisation concrète des transferts de compétence en provenance des communes, l'année 2016 sera consacrée à la mise en œuvre du schéma de mutualisation. Adopté par le Conseil métropolitain à l'issue d'avis unanimement favorables des 31 conseils municipaux, ce dernier prévoit :

- le déploiement progressif d'une coopérative de services à destination des communes ;
- une démarche de rapprochement entre les services de la Ville et de la Métropole partout où cela présente un intérêt.

Dénommée Convergence, cette dernière démarche, dont les fondamentaux ont été posés par la mutualisation du poste de Directeur Général des Services, a fait l'objet de nombreux travaux courant 2015, notamment au travers de binômes de Convergence dans l'ensemble des champs d'action partagés.

1. Objectifs : la feuille de route fixée par l'exécutif

Dans ce contexte, le Maire de la Ville de Montpellier, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, a donné au début de l'année 2016 une feuille de route précise à l'administration pour « se donner les moyens de nos ambitions » et « faire autrement ».

- **« Se donner les moyens de nos ambitions » : 4 chantiers qui sont autant de marqueurs des priorités politiques**

1 – Mutualisation de l'urbanisme / aménagement

Enjeu : se donner les moyens d'une politique cohérente et ambitieuse pour « réparer la ville » et pour porter le projet Montpellier Métropole Territoire.

2 – Montée en puissance de la cohésion sociale.

Enjeu : se donner les moyens d'une politique cohérente et ambitieuse pour « mieux vivre ensemble » sur le territoire. Sur ce point, des synergies fortes sont à créer entre la politique de la Ville, le CCAS et les éventuels transferts de compétences sociales du Département.

3 – Création d'un Département spécifique en charge du développement économique et de l'emploi

Enjeu : se donner les moyens de poursuivre notre montée en puissance sur ce champ-là pour peser dans la grande Région et améliorer l'accès à l'emploi des habitants.

4 – Pilotage par le Maire de Montpellier au Quotidien et de la Mission Grand Cœur pour placer la qualité de la Ville au cœur des préoccupations.

▪ **« Faire autrement » : des inflexions pour moderniser les fonctionnements, mobiliser les énergies et mieux associer les citoyens**

1 – Création d'un Département mutualisé en charge de la proximité et de la modernisation de l'action publique : *Enjeu : créer un élan porteur d'harmonisation et d'innovation dans les pratiques, placer l'évaluation et le pilotage au cœur de l'action publique.*

2 – Mutualisation des ressources humaines / relations sociales au sein d'un Pôle rattaché au DGS : *Enjeu : réussir le changement avec l'ensemble des agents, responsabiliser chacun, moderniser tous les processus qui peuvent l'être.*

3 – Création d'une mission « dialogue public » pour placer la participation citoyenne au cœur des politiques publiques.

4 – Création d'une mission coopérations territoriales pour animer la relation avec les territoires voisins et Toulouse.

2. Déclinaisons pratiques : le déploiement progressif d'une organisation rassemblée

▪ **Principes de structuration de l'organisation**

⇒ **Une organisation rassemblée associant des services municipaux, métropolitains et mutualisés**

- Des services municipaux pour les compétences purement municipales (exemples : éducation, petite enfance, tranquillité publique)
- Des services métropolitains pour les compétences totalement métropolitaines (exemples : eau et assainissement, valorisation des déchets et propreté, entretien de l'espace public)
- Des services communs pour les compétences partagées (urbanisme et aménagement, cohésion sociale, culture et sport) et pour les fonctions supports partagées (ressources humaines, finances, informatique, bâtiments, affaires juridiques, pilotage et évaluation, etc.)

Ce modèle est celui qui est aujourd'hui en vigueur dans la majorité des Métropoles en France.

⇒ **Une organisation rassemblée au service du développement solidaire des 31 communes**

La construction d'une administration rassemblée entre la Métropole et sa Ville-centre s'opérera au bénéfice des 31 communes : mise en place de services communs « à la carte » (exemple : maintenance informatique, gestion des salles de spectacle communales), coordination accrue entre les politiques communales et métropolitaines sur des champs partagés (exemple : culture et sport).

⇒ **Un déploiement progressif**

Le déploiement de ce rapprochement entre la Métropole et la Ville interviendra en plusieurs étapes.

- Le premier acte de cette nouvelle organisation prendra la forme, au 2ème trimestre 2016, de la création d'une équipe de direction générale mutualisée.
- Une deuxième phase d'intégration sera mise en œuvre par la suite avec le rapprochement progressif des directions opérationnelles et fonctionnelles initialement présentes dans les deux collectivités. Cette intégration sera pilotée par chacun des DGA et des Directeurs de Pôles mutualisés.

▪ **Présentation détaillée**

La présentation détaillée de l'organigramme rassemblé et de sa déclinaison pour la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est jointe en annexe n°1 au présent rapport. Toutefois, les éléments suivants sont à souligner.

⇒ **L'organisation rassemblée est articulée autour de Départements et Pôles mutualisés, et de Département municipaux :**

- Un Département mutualisé en charge de la proximité et de la modernisation de l'action publique
- Un Département mutualisé en charge du Développement Territorial auquel est rattaché un Département municipal en charge de l'Urbanisme et de l'Aménagement
- Un Département mutualisé en charge de la Solidarité et du Vivre Ensemble
- Un Département mutualisé en charge de l'Administration Générale et des Finances
- Un Département mutualisé en charge de la Culture et du Sport
- Un Département mutualisé en charge des Services Publics de l'Environnement et des Transports
- Un Département mutualisé en charge du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion
- Un Département municipal en charge de la Réussite Educative et du Patrimoine Immobilier
- Un Pôle mutualisé en charge des Ressources Humaines et Relations Sociales

Les Départements rassemblent des Directions de natures différentes et sont dirigés par des DGA, avec statut d'emploi fonctionnel, alors que les Pôles représentent un échelon transversal intermédiaire entre les Départements et les Directions qui n'ont pas statut d'emploi fonctionnel.

Les secrétariats de Départements ou de Pôles seront rassemblés d'ici à la fin de l'année 2016 dans un service commun, après concertation avec les agents concernés et les organisations syndicales.

⇒ **En complément, trois Missions sont directement rattachées au DGS :**

- la Mission mutualisée coordination interne et vie de l'intercommunalité à laquelle est rattaché le Service guichet unique de proximité ;
- la Mission métropolitaine coopérations territoriales ;
- la Mission municipale Grand Cœur, pilotée par le Maire et à ce titre rattachée au DGS.

Les deux premières auront notamment en charge l'animation de la coopérative de services aux communes et de la coopération avec les territoires voisins.

⇒ **L'ensemble des Directions et services conservent leur périmètre actuel et font l'objet d'évolutions de rattachement hiérarchique, telles que présentées en annexe n° 1.**

3. La méthode de travail pour accompagner ces évolutions : transparence, information et concertation, progressivité

▪ Transparence

L'ensemble de ce processus de rapprochement des services de la Ville et de la Métropole sera cadré par un pacte de gouvernance et d'administration commune, qui comprendra :

- des lettres de missions aux préfigurateurs des différents Départements ou Pôles sur les chantiers prioritaires de leur secteur et sur la conduite du processus d'organisation des directions ou services dont ils ont la charge ;
- la construction, dans le cadre de la convergence RH, et en lien avec les organisations syndicales, d'un agenda social pour une harmonisation progressive des politiques RH ;
- une charte financière de partage et de contrôle des charges entre les deux institutions pour assurer transparence et équité dans les clefs de répartition des postes mutualisés ;
- des outils de pilotage permettant d'évaluer l'impact de la mutualisation par rapport aux cinq objectifs présentés dans le schéma de mutualisation (cf. ci-dessous).

Les cinq objectifs du schéma de mutualisation
--

- | |
|---|
| <ol style="list-style-type: none">1. Améliorer le fonctionnement du bloc communal2. Mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire3. Préserver les équilibres financiers du bloc communal4. Ouvrir aux communes l'accès à de nouveaux services5. Améliorer le service rendu à l'utilisateur |
|---|

▪ **Information et concertation**

Les préfigureurs des différents Départements ou Pôles auront la charge d'assurer l'information et de conduire la concertation avec les agents dont ils auront la responsabilité, en tenant compte des travaux d'ores et déjà réalisés par les binômes de Convergence.

Des espaces d'information / concertation transversaux sont également prévus :

- les Adjoints au Maire de la Ville et les Vice-présidents de la Métropole seront associés aux réflexions relatives à l'organisation des Départements avec lesquels ils travaillent dans le cadre de leur délégation ;
- l'équipe de Direction générale unique avance de concert auprès du DGS sur ce projet majeur notamment en y consacrant un temps dédié dans les réunions de Direction Générale ;
- les organisations syndicales sont invitées à participer à un comité de suivi de la mutualisation, au sein duquel l'ensemble des projets de mutualisation comme leurs modalités de mise en œuvre seront présentés et discutés en amont des comités techniques et CHSCT ;
- sous l'impulsion de l'équipe de Direction Générale unique, l'encadrement (directeurs et chefs de service le cas échéant) sera réuni tous les deux mois pour être informé des points d'avancement de la démarche et associé à leur mise en œuvre. Ces temps spécifiques compléteront les partages d'informations réguliers au sein de l'équipe d'encadrement de chaque Département ou Pôle ;
- les agents seront directement informés au travers du support de communication interne Convergence (qui paraîtra autant que de besoin) et de réunions dédiées ouvertes à tous. Il leur sera également proposé de participer, sur la base du volontariat, à des ateliers de travail collaboratifs destinés à alimenter la rédaction d'un projet d'administration partagé et concerté.

▪ **Progressivité**

Cette évolution sera conduite en deux temps :

- une première étape de mutualisation de la ligne de Direction Générale => 2^e trimestre 2016 ;
- une deuxième étape d'organisation des Départements et Pôles qui sera déployée selon des étapes et délais adaptés aux possibilités de chacun d'entre eux dans la mesure où ceux-ci ne dépassent pas une mise en œuvre effective après le 31/12/2016 (pour le Pôle RH et le Département Développement Territorial) et le 31/12/2017 (pour les autres Départements).

Le Comité technique et l'assemblée délibérante de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, ainsi que le Comité technique de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la modification du service commun de direction générale des services ;
- d'approuver la fiche d'impact correspondante telle que présentée en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention afférente tel que présenté en annexe et tout document relatif à cette affaire ;
- de prévoir les crédits correspondants au budget du personnel.

Monsieur le Maire : Je vais donner la parole à Abdi EL KANDOUSSI et, avant de lui donner la parole, je devais vous dire que, en ce qui concerne le cabinet Villes et Métropole, je continue les mutualisations et que sera prévue dans les semaines à venir la mutualisation à la fois du service presse et du service des chauffeurs. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, mes chers collègues, 2015 a été une année consacrée à la construction de la métropole et à l'organisation concrète des transferts de compétences en provenance des communes. L'année 2016 sera consacrée à la mise en œuvre du schéma de mutualisation. Adopté par le Conseil métropolitain à l'issue d'un avis unanimement favorable des trente et un conseils municipaux, ce dernier prévoit deux choses : le déploiement progressif d'une coopérative de service à destination des communes – et cela fonctionne déjà, puisque certaines communes de la métropole questionnent la métropole – et, le deuxième point, une démarche de rapprochement entre les services de la ville et de la métropole partout où cela présente un intérêt, et c'est l'objet de cette délibération. Cette démarche commence par une convergence, c'est le nom de cette mutualisation. Cette dernière démarche dont les fondamentaux ont été posés par la mutualisation du poste de directeur général des services a fait l'objet de nombreux travaux courant 2015, notamment au travers de binômes de convergence dans l'ensemble des champs d'action partagés. Cette délibération propose la concrétisation du projet #convergence.

Petit rappel, 2015, première mutualisation : direction générale des services, directeur de cabinet, chef de cabinet, direction de la communication, direction du protocole et direction culture. C'est ce qui a été fait en 2015. En 2016, nous allons créer la ligne de direction générale villes-métropole ; dans le cadre de la mutualisation, nous aurons donc un DGA unique qui encadrera les services villes et métropole pour plus de cohérence, bien évidemment. Ensuite, nous aurons un travail de rapprochement des directions fonctionnelles et opérationnelles, basé sur trois principes. Le premier est celui de la transparence, transparence signifie que nous communiquons, que nous mettons en place des préfigureurs qui seront à la tête de pôles, de départements, et ces derniers pourront lancer les chantiers de mise en place de ces services. Ensuite, une charte financière de partage et de contrôle est mise en place et, pour terminer, les outils de pilotage permettent d'évaluer l'impact de la mutualisation par rapport aux cinq objectifs présentés dans le schéma de mutualisation : améliorer le fonctionnement du bloc communal, mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire, préserver les équilibres financiers du bloc communal, ouvrir aux communes l'accès à de nouveaux services et améliorer le service rendu à l'usager. C'était le premier point qui concerne la transparence. Le deuxième point concerne l'information et la concertation. Bien évidemment, une concertation est mise en place avec l'ensemble des organisations syndicales, et les agents seront également directement informés à travers le support de communication, j'en ai parlé tout à l'heure, il s'agit de convergence. Pour finir, le troisième point concerne la progressivité, pour faire les choses correctement, bien évidemment, et tout doit être mis en place, si possible, avant le 31 décembre 2017, puisque c'est la date butoir que nous avons fixée tous ensemble. Le comité technique de l'assemblée délibérante de Montpellier métropole a été saisi ainsi que le comité technique de la ville. Ces points ont été validés dans ces comités techniques respectifs. Voilà, Monsieur le Maire, assez rapidement, mais je suis à la disposition de ceux qui le souhaitent pour des éléments complémentaires.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur EL KANDOUSSI. Qui veut s'exprimer ? Madame BRISSAUD et Monsieur YOUSSEUS. Allez-y, Madame BRISSAUD, attaquez.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, j'ai une question. Je suis tout à fait favorable, bien sûr, à la mutualisation des services, au rapprochement des directions, au transfert des charges de la ville vers la métropole quand cela est lié, bien entendu, aux compétences qui ont été transférées, mais, en fait, je ne vois pas dans le budget ce qui correspond aux économies réalisées par ce transfert et vous pourriez peut-être nous éclairer et peut-être chiffrer ce rapport, parce que je pense qu'il est intéressant de faire un lien avec les économies réalisées.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BRISSAUD. Monsieur YOUSSEUS.

Rabii YOUSSEUS : Je voulais qu'elle m'éclaire là où je dois éclairer et, depuis le début, j'attends toujours sa réponse, parce que les gens nous regardent, les gens attendent des réponses. Madame BRISSAUD, vous pouvez m'éclairer sur l'endroit que nous devons éclairer ? Jeu de mots. Et deuxième chose que j'ai à dire, pourriez-vous reformer le groupe Front National ? Parce que Monsieur BOUMAAZ ne vote pas très souvent pour ou contre, comme Madame France JAMET. J'aimerais donc que nous reformions tout, parce que je sens entre vous, pas une attirance, mais je trouve que vous vous êtes séparés alors que vous ne deviez pas vous séparer. Je suis pour la paix des ménages. Reconnaissez que Monsieur

BOUMAAZ ne vote que la moitié et vote contre, principalement, tout ce que vous votez contre. Donc arrêtez, reformez-vous, mais vous avez perdu un meilleur élément. Et j'attends toujours les réponses de Madame BRISSAUD, parce que cela me tient à cœur et les Montpelliérains nous regardent. Dites-moi, vous m'avez touché au fond du cœur, parce que vous avez parlé de l'éclairage des Montpelliérains et je suis très attaché à l'éclairage des Montpelliérains, Madame BRISSAUD. Nous sommes presque à la dernière affaire, si vous avez des choses, s'il vous plaît, éclairez-moi sur ce que je dois éclairer. C'est très important, parce que, là, vous parlez d'éclairage, mais l'éclairage concerne tous les Montpelliérains, leur sécurité. Madame BRISSAUD, si vous avancez des choses, dites-moi où nous devons éclairer, s'il vous plaît. Sinon, ne parlez pas d'éclairage. Dites-moi les points. Comme Monsieur le Maire, je connais tous les éclairages, tous les trottoirs, même le nom des chiens des gens, alors, Madame BRISSAUD, s'il vous plaît, cela me tient à cœur, je vous demande de m'éclairer sur les endroits que je dois éclairer. Ce n'est pas une attaque envers vous, mais je dois savoir où je dois éclairer, avec mon collègue Luc ALBERNHE qui n'est pas présent ce soir, où je dois éclairer les Montpelliérains. Arrêtez, et dites-moi où je dois faire le travail des Montpelliérains.

Monsieur le MAIRE : Merci, Monsieur YOUSSEUS. Franchement, nous pouvons sourire de la forme, mais, sur le fond, Monsieur YOUSSEUS a raison. Nous ne pouvons pas nous faire attaquer sur des choses qui ne sont pas précises. Je suis comme lui, franchement, Madame BRISSAUD, vous avez dit « il existe un problème dans l'éclairage public, nous ne voyons rien, etc., nous ne sommes plus en sécurité ».

Anne BRISSAUD : Je n'ai pas dit cela.

Monsieur le MAIRE : Non, vous avez dit que certaines rues étaient mal éclairées, que des éclairages étaient en panne. Vous ne réagissez pas et nous ne faisons pas le travail. Alors, vous allez me le dire exactement, et je rejoins Rabii, je le soutiens totalement, et surtout, quand vous me parlez de rues qui concernent le canton où j'ai été dix-sept ans conseiller départemental, cela veut dire que nous connaissons tout. Quelles sont donc les rues où il manque une ampoule ? Nous allons vous donner la parole pour connaître le nom des rues.

Anne BRISSAUD : J'aimerais tout de même revenir sur mon propos, parce que, Monsieur le Maire ou Monsieur YOUSSEUS, tout de même, cette histoire d'ampoule est une provocation. Et quand nous parlons de démagogie, vous savez exactement de quoi nous parlons. Je n'ai jamais parlé d'ampoule dans mon propos. Pas une seule fois je n'ai prononcé le mot ampoule. Vous le relirez.

Monsieur le Maire : Madame BRISSAUD, vous avez fait une erreur, cela peut arriver à tout le monde, je vous la corrige pour que vous ne la fassiez plus à l'avenir.

Anne BRISSAUD : Je n'ai pas fait d'erreur, je n'ai pas parlé d'ampoule. C'est de la provocation et c'est de la transformation de mon discours par Monsieur YOUSSEUS qui s'est pris d'un coup comme la lumière de la lumière de Montpellier. Je n'ai absolument pas parlé des ampoules, j'ai parlé de l'éclairage public. Il me semble que cela ne concerne pas le changement des ampoules, c'est un peu plus large.

Monsieur le Maire : Donnez-nous le nom des rues. Nous ferons ce qu'il faut.

Anne BRISSAUD : Écoutez, vraiment, la provocation a ses limites. J'ai parlé d'un sujet qui concernait le budget général et je refuse de répondre à cette provocation qui est sur un petit point de l'intervention que j'ai donnée. Si vous le voulez, nous pouvons parler du fond, puisque visiblement le fond vous dérange. Il ne s'agit ici que de la forme.

Monsieur le Maire : Si vous voulez être candidate aux législatives, il va falloir résister plus que cela. Donnez-nous les noms des rues.

Anne BRISSAUD : Mais je résiste, qui s'énervé ? C'est vous, il me semble. C'est Monsieur YOUSSEUS qui s'énervé et qui se sent attaqué sur l'éclairage public. Et Monsieur ABERT aussi qui m'interpelle sur Twitter au sujet de l'éclairage public.

Monsieur le Maire : Bon, allez, nous interrompons là la discussion. Je mets aux voix.

Pour : 56

Contre : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Abstentions : 1 (Anne BRISSAUD)

Adopté à la majorité.

52. Modification du tableau des effectifs

I – Créations de postes :

Filière Administrative :

Grade de Rédacteur principal 2^e cl. : création de 9 postes

Grade de Rédacteur : création de 2 postes

Filière Animation :

Grade d'Animateur principal 2^e cl. : création de 5 postes

Grade d'Animateur : création de 4 postes

Filière Médico-sociale :

Grade de psychologue cl. normale : création d'1 poste

II – Suppressions de postes : Conformément à l'avis du Comité Technique du 11 mars 2016

Filière Administrative :

Grade de Rédacteur : suppression de 6 postes

Grade d'Adjoint administratif principal 2^e cl. : suppression d'1 poste

Grade d'Adjoint administratif 2^e cl. : suppression de 3 postes

Filière Animation :

Grade d'Animateur : suppression de 3 postes

Grade d'Adjoint d'animation 1^{re} cl. : suppression de 2 postes

Grade d'Adjoint d'animation 2^e cl. : suppression de 5 postes

Filière Culturelle :

Grade d'Adjoint du patrimoine 2^e cl. : suppression d'1 poste

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver ces modifications au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications auprès de Monsieur EL KANDOUSSI qui va présenter l'affaire ? Monsieur EL KANDOUSSI, présentez l'affaire et ensuite Monsieur BOUMAAZ a demandé la parole et Madame BOUALLAGA. Et Madame BRISSAUD !

Abdi EL KANDOUSSI : C'est très simple, c'est certainement la délibération la plus simple depuis que je suis élu à la ville de Montpellier. Modification du tableau des effectifs, vous avez vingt et une créations de poste et, en dessous, vingt et une suppressions de poste, et toutes ces créations font suite à une réussite à

concours. Nous créons donc les postes, nous positionnons les agents sur ces postes-là et, ensuite, nous supprimons les postes où ils sont aujourd'hui. C'est tout, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur EL KANDOUSSI. Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Très rapide, Monsieur le Maire. Je m'abstiendrai à cette affaire et vous remarquerez que j'ai évolué sur ce dossier sur le tableau des modifications, puisqu'à une certaine époque je votais contre. Aujourd'hui, qui peut voter contre un tableau des effectifs qui, pour certains, sont des titularisations, des suppressions de poste, des changements de grade, d'autres des évolutions de carrière, etc. ? Sauf que, aujourd'hui, je vais m'adresser à vous, Monsieur EL KANDOUSSI, à mon président, parce que j'ai la chance d'avoir mon président à moi dans cet hémicycle. Je m'adresse à vous, Monsieur EL KANDOUSSI, au sujet d'une question : pourrions-nous avoir le bilan de l'année 2015 sur l'embauche, sur les titularisations avec visa, sur les titularisations avec le billet du maire, sur les titularisations selon la loi Sauvadet, sur les promotions au sein de notre collectivité ? Cela permettrait d'avoir une meilleure visibilité de notre masse salariale et permettrait aussi une analyse du traitement d'égalité au sein de notre collectivité. Et si vous me convainquez, Monsieur EL KANDOUSSI, j'évoluerai encore plus sur cette question à l'avenir. Ce sera tout, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur BOUMAAZ. Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : J'aimerais que vous m'éclairiez, justement – j'ai besoin de beaucoup de lumière –, sur plusieurs questions, peut-être des questions stupides même, mais ce n'est pas grave, je vais tout de même les poser. Mon professeur d'économie me disait qu'il n'existe pas de question stupide. Pourquoi toujours en dernier le tableau des effectifs ? C'est la première question. Pourquoi le mettons-nous toujours en dernier ? Pourquoi ne serait-il pas sujet à débat ? Est-ce pour s'en débarrasser rapidement ?

Ensuite, pourriez-vous m'indiquer, Monsieur EL KANDOUSSI, pour un contractuel, combien d'arrêts vous allez signer avant de décider de le titulariser ? Est-ce que nous pourrions avoir un peu plus d'éléments ? Parce que, à la métropole, je peux siéger en Commission des ressources humaines, donc j'y pose toutes les questions que je veux, mais il est vrai qu'à la ville ce n'est pas la même chose, je suis donc obligée de les poser ici. Par exemple, pour le grade de rédacteur principal, pourrions-nous avoir plus de transparence ? Dans quel service ? Pour quelles missions ? Sans entrer non plus dans trop de détails, mais enfin un minimum. C'était la troisième question.

Et, enfin, comptez-vous mettre une politique en place sur l'équité justement, un peu plus d'équité, pour ces contrats qui arrivent parfois à terme sans donner aucune explication aux personnes qui ont l'impression d'être traitées de façon tout à fait inéquitable ? Je vous remercie, Monsieur EL KANDOUSSI.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BOUALLAGA. Monsieur EL KANDOUSSI vous répondra d'un bloc à la fin. Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Je trouve, comme mes collègues, que cette délibération manque de clarté, parce que, bien sûr, vous nous avez répondu à l'oral rapidement, mais il est sûr que, à l'avenir, si nous pouvions avoir un tableau des effectifs avec la catégorie, la mission et surtout pourquoi création ou suppression – nous sommes dans un transfert de compétences, nous devrions donc avoir plus de suppressions que de créations –, cela nous aiderait.

Monsieur le Maire : En disant que cela manquait de clarté, vous cherchez le bâton, franchement. C'est de la provocation. Monsieur EL KANDOUSSI, allez-y.

Abdi EL KANDOUSSI : Pour Monsieur BOUMAAZ, joli travail, vous aurez bien évidemment l'ensemble des éléments pour les effectifs, certainement au mois de juin à l'occasion du compte administratif. Nous parlons de juin à juin, je serai en capacité de vous donner l'ensemble des éléments et avec les mouvements qui ont existé en interne. Ensuite – je termine, Monsieur BOUMAAZ – pour Madame BOUALLAGA, je ne suis pas un professionnel de la Fonction publique territoriale, mais tout est figé, tout se fait naturellement, cela se fait à Montpellier et cela se fait dans l'ensemble du territoire

français, les agents passent des concours et sont nommés, ou prennent du grade à l'ancienneté. C'est tout à fait normal, nous n'influons pas dessus et, de toute façon, toutes les décisions sont validées en comité technique, où l'ensemble des organisations syndicales siègent, donc tout est transparent et tout est validé de manière conforme à la Fonction publique territoriale. Pour la clarté, Madame BRISSAUD, je vous propose de vous rapprocher de Monsieur Rabii YOUSSEF.

Pour : 57

Contre : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 22h45.

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2015/0566	Renouvellement d'adhésion à des organismes nationaux pour le paiement des cotisations de l'année 2016 pour un montant total de 6140 €.
2015/0567	Autorisation de signer les avenants de transfert des raisons sociales des sociétés STOULS et ATLANTIS FRANCE suite à leur fusion aboutissant à la création de la société CXD FRANCE, avenants relatifs au marché n° 4C0009 (lots A, B, D, F, et G).
2016/0038	Renouvellement de la cotisation annuelle à la société Française d'Evaluation pour 2016.
2016/0044	Marché à bons de commande n° 5B0170 pour la maintenance des onduleurs de la Ville de Montpellier - Montant maximum : 88 000 € HT - Durée d'exécution : du 07/03/2016 au 31/12/2019.
2016/0046	Attribution du marché n° 4B0019 pour l'achat de fleurs coupées et de gerbes pour un montant de 75 000 €.
2016/0048	Cotisation au Réseau Français des Villes Santé de l'OMS pour l'année 2016 pour un montant total de 1 233 €.
2016/0050	Reconduction de l'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le Sida pour un montant total de 400 €.
2016/0051	Convention de mise à disposition d'un (de) marché(s) de fourniture et acheminement de gaz naturel passé(s) par l'UGAP pour la Ville de Montpellier pour une utilisation du 01/10/2016 au 30/06/2019.
2016/0052	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SOUBEYRAND Maurice.
2016/0053	Relance du Marché « prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers » n° 6B0008 utilisé par la DUVEP dans le cadre de ses activités, en particulier lors des manifestations organisées par celle-ci. Attribution du marché à la société Rives Dicostanzo Industrie pour un montant maximum de 85 000 € HT, ce pour une durée d'un an.
2016/0054	Il convient de clôturer la régie de recettes de la photothèque puisqu' elle ne connaît plus aucune activité depuis plusieurs années.
2016/0055	Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2016 pour un montant total de 6 075 €.
2016/0056	Pour faciliter le remboursement des cartes de stationnements aux usagers, il convient de créer une régie d'avances « droits de stationnement ».
2016/0057	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LAOUES Walid.
2016/0058	Il est nécessaire de supprimer le système de caution pour les cartes d'accès à la zone piétonne, celui-ci étant abandonné depuis le 1 ^{er} janvier 2016.
2016/0059	La Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché n° 6B0028 « Prestation de maintenance des photocopieurs OCE noir et blanc de production du service imprimerie » à la société CANON

	du 1 ^{er} mars 2016 jusqu'au 28 février 2017, renouvelable 4 fois pour un montant maximum de dépenses de 55 000 euros HT au terme des 5 années d'exécution.
2016/0060	Marché public n° 6B0013 : prestation de transport retour d'œuvres d'art pour l'exposition Anatomie de l'automate à la Panacée pour un montant de 26 910 € HT attribué à LP Art.
2016/0061	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL DRES.
2016/0062	Le Parc de Lunaret, pour assurer son fonctionnement et la gestion de sa collection animale, se doit d'adhérer aux réseaux professionnels des parcs zoologiques au niveau français et européen pour un montant total de 6 405 €.
2016/0063	Il s'agit d'attribuer le marché n° 2900 S16.02 relatif à une étude de programmation immobilière dans le cadre du mandat d'étude confié à la SAAM pour la ZAC du Coteau pour un montant de 21 450 € HT au bureau d'étude Adéquation.
2016/0064	Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux réseaux professionnels de Conservation in situ des espèces animales menacées pour l'exercice 2016 car il est nécessaire pour les parcs zoologiques de jouer convenablement leur rôle en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique pour un montant total de 13 000 €.
2016/0065	Il s'agit d'attribuer le marché n° 2900 S16.01 relatif à une étude de programmation commerciale et de services dans le cadre du mandat d'étude confié à la SAAM pour la ZAC du Coteau pour un montant de 8 863 € HT au bureau d'étude Bérénice.
2016/0066	Avenant au marché prestations n° 4C0035 de lutte anti-vectorielle sur le territoire communal et dans les bâtiments communaux et campagnes de dératisation. création d'un nouveau prix, afin de prévoir une intervention globale sur le site de l'hôtel de ville suite à une infestation de cafards dans le bâtiment, taille du bâtiment non prise en compte lors de la rédaction du marché initial.
2016/0067	Avenant de prolongation de la durée du marché n° 1H53114B sur 4 mois concernant le lot n° 2 pour l'extension de la vidéo protection urbaine.
2016/0068	Mise à disposition de la salle Pazos pour Montpellier 3M, à titre gracieux, pour une durée de 3 ans.
2016/0069	Il est décidé de confier le marché n° 5D0032 « Prestations de sécurité incendie et de sûreté sur le site de l'Hôtel de Ville de Montpellier » à la société Générale Industrielle et Protection LR avec un minimum de 80 000 € HT par an et sans maximum. Il est conclu pour un an reconductible trois fois.
2016/0070	Afin d'assurer la maintenance des portes, portails, rideaux, barrières automatiques, nacelles d'entretien et protections solaires des bâtiments de la Ville, un appel d'offres n° 5D0010 comprenant 3 lots a été lancé. Il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum. Il s'agit d'un marché conclu pour un an reconductible trois fois. Le lot 1 « Autres bâtiments » est attribué à la société RECORD PORTES AUTOMATIQUES. Le lot 2 « Hôtel de Ville » est attribué à la société COPAS SYSTEMES. Aucune offre n'a été reçue pour le lot 3 « nacelles d'entretien des façades et des protections solaires extérieures motorisées de l'HdV » pour un montant total de 70 000 €.
2016/0071	Au vu des dépenses effectuées par la Direction de La Communication, il est nécessaire d'ajuster à la baisse le montant de l'avance.
2016/0072	Annulation de la décision 2016/0013 suite à une erreur matérielle sur numérotation du marché 5C00162851.
2016/0073	La Ville de Montpellier décide de souscrire un abonnement à la base de données juridiques en ligne Lexis Nexis pour un montant de 23 787,25 € HT, tarif forfaitaire pour une ville comptant entre 100 000 et 300 000 habitants, incluant un nombre illimité de connexions.
2016/0074	Renouvellement de la ligne de trésorerie auprès de la BNP Paribas pour un montant de 10 millions d'euros.
2016/0075	Il convient d'apporter des modifications quant aux types de recettes encaissées pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie de recettes Affaires Funéraires.
2016/0076	Marché public: aide au montage d'expositions et interventions d'entretien en lien avec des lieux et projets culturels n° 6B0011 pour un montant maximum de 88 000 € HT sur 2 ans à l'entreprise Pavie.
2016/0077	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché « Achats de

	produits pharmaceutiques n° 6B0005 » à la société Pharmacie Châtelets Richemont pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 85 000.00 € HT. C'est un marché unique pour une durée de quatre ans à compter de la date de notification.
2016/0078	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché « Achats de produits d'épicerie (n° 6B0006) » à la société SOPRODIS pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 85 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution maximale de un an à compter de la date de notification.
2016/0079	Renouvellement de la ligne de trésorerie auprès de la Société Générale pour un montant de 10 millions d'euros.
2016/0080	Marché public n° 5B0172 : scénographie, déclinaison graphique et signalétique et catalogue de la Comédie du Livre 2016 pour un montant de 30 000 € HT.
2016/0081	Marché public : numérisation et indexation des registres de délibérations et arrêtés du Conseil municipal de 1791 à 1896 n° 6B0017. Marché à bons de commande avec maximum de 30 000 € HT sur 3 lots (lots 1 et 2 en 2016, 10 000 € maxi chacun, lot 3 en 2017, 10 000 € maxi) à l'entreprise Arkhênum.
2016/0082	Le Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ) organise le Rallye de la culture » ouvert à tous qui se déroulera le samedi 19 mars 2016 et nécessite la signature d'une convention d'autorisation d'occupation du Jardin de Plantes de Montpellier à titre gracieux Ville/Université de Montpellier.
2016/0084	Marché public: contrat de cession du spectacle Chorus dans le cadre de la ZAT Figuerolles n° 6B0037, pour un montant de 15 502 € HT à la compagnie Simon Chatterton Projects Ltd.
2016/0087	Marché public: contrat de cession du spectacle Zéro degré dans le cadre de la ZAT Figuerolles n° 6B0038, pour un montant de 17 349 € HT à l'association La Fabrique Royale.
2016/0089	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché « Achat de petit outillage (n° 5D0012) » pour le lot n°1 à la société DUBOIS pour un montant total de commandes de 60 000 € HT, pour le lot n°4 à la société CEVENOLE DE PROTECTION pour un montant total de 160 000.00 € HT, pour le lot n° 5 à la société MABEO pour un montant total de 40 000.00 € HT, pour le lot n°6 à la société THEODORE MAISON DE PEINTURE pour un montant total de 60 000.00 € HT, pour le lot n° 7 à la société THEODORE MAISON DE PEINTURE, pour un montant total de 20 000.00 € HT, pour le lot n° 8 à la société TOUCHAT, pour un montant total de 30 000.00 € HT. Les lots n° 2 et 3 sont déclarés infructueux et seront relancés sous forme d'un marché à procédure adaptée. Ce sont des marchés uniques qui sont conclus pour une première période d'exécution de un an à compter de la date de notification du marché, pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2017 - 2018 - 2019).
2016/0090	Abonnements au Midi Libre pour la Ville de Montpellier. Marché à procédure adaptée (n° 6B0034) sans publicité ni mise en concurrence, pour un montant de 15 220,76 € HT.
2016/0091	Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur ORTIN située 39 rue du Courreau et 1 rue d'Alméras, cadastrée section HW 51, pour un montant de 40 000 €.
2016/0092	Droit de préemption sur la propriété des Cts GOUDAL située 11 rue des Ecoles, cadastrée section LM 29-686-689-690-696-701, de 1.171 m², pour un montant de 450 000 €.
2016/0093	Autorisation de signer les avenants de transfert des raisons sociales des sociétés RENAULT ST GELY et METROPOLE AUTOMOBILE suite à une acquisition aboutissant à la disparition de RENAULT ST GELY au profit de METROPOLE AUTOMOBILE.
2016/0094	Procédure négociée de maîtrise d'œuvre. Conception et réalisation des travaux d'aménagement des archives municipales de Montpellier dans les anciens locaux des archives départementales. Désignation des candidats admis à négocier et invitation à la négociation.
2016/0095	Autorisation de signer l'avenant de transfert n° 2 entre la société Isopro Sécurité Privée Sud Ouest et la société Isoprotect Rhône Alpes dans le cadre du marché de sécurité et accompagnement événementiel n° 2i091140A pour le lot n° 1 : Accueil et Sécurité.
2016/0101	Afin d'assurer la maintenance des portes, portails, rideaux, barrières automatiques, nacelles d'entretien et protections solaires des bâtiments de la Ville, un appel d'offres n° 5D0010 comprenant 3 lots a été lancé. Il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum. Il s'agit d'un marché conclu pour un an reconductible trois fois. Le lot 1 « Autres bâtiments » est attribué à la société RECORD PORTES AUTOMATIQUES. Le lot 2 « Hôtel de Ville » est attribué à la société COPAS SYSTEMES. Aucune offre n'a été reçue pour le lot 3

	« nacelles d'entretien des façades et des protections solaires extérieures motorisées de l'HDV ».
2016/0105	Afin de faire réaliser des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la Mairie de Montpellier, un appel d'offres n° 5D0055 comprenant 3 lots a été lancé. Il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, conclu pour un an reconductible trois fois. Le lot 1 Centre technique GAROSUD est attribué à la société DERMO HYGIENE France 34. Le lot 2 Equipements culturels, salles d'exposition et salles de spectacles est attribué à la SAS SUD SERVICES. Le lot 3 Autres bâtiments communaux (mairies annexes, bureaux, postes de police, divers) a été déclaré sans suite par arrêté n° 2016/0055/T/R, pour motif d'intérêt général. Les montants des commandes pour la durée initiale du marché sont estimés à 80 000 € H.T. pour le lot 1, 130 000 € H.T. pour le lot 2 et 95 000 € H.T. pour le lot 3 ; le même montant est estimé pour chaque année de reconduction.